

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

SITUATION JURIDIQUE DES ETANGS DE LA SOMME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 4 décembre 1911, à 3 heures

PAR

Maurice QUENTIN

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur.
Suffragants : { MM. AMBROISE COLIN, professeur.
 HITIER, professeur.



LIBRAIRIE
DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS & ARRÊTS
22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrdt.
L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1911

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

SITUATION JURIDIQUE

DES

ETANGS DE LA SOMME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 4 décembre 1911, à 3 heures

PAR

Maurice QUENTIN

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur.
Suffragants : { MM. AMBROISE COLIN, professeur
HITIER, professeur.



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS & ARRÊTS

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrdt.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1911

A MES PARENTS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552808_0006

AVANT-PROPOS

On rencontre encore çà et là en France certaines dérogations locales au droit commun, qui, peut-être même sont plus nombreuses que l'on ne pense ; toutes sont des survivances historiques des vestiges du particularisme régional, et c'est historiquement qu'il faut les étudier pour les comprendre.

La question de la propriété des étangs de la Somme que nous nous proposons d'étudier et d'exposer est un exemple de ces situations locales qui s'écartent du droit commun. Nous nous efforcerons donc de l'étudier historiquement, non sans avoir noté au préalable l'aspect géographique de cette partie de la Somme que nous avons en vue, en faisant ressortir les particularités naturelles comme aussi les particularités résultant du fait de l'homme, comme les barrages ou « clayettes » qui barrent en maints endroits le cours de la Somme et contribuent pour une bonne part à donner à cette partie de rivière son caractère original. Nous désignerons dans le courant de cette étude sous le nom *Étangs de la Somme* une section de la rivière comprise entre les deux villa-

ges de Béthencourt et Bray ; c'est le nom que l'on emploie dans la région pour désigner cette partie de la Somme. Cette expression qui peut paraître, au premier abord, impropre, s'appliquant à une rivière, correspond cependant, nous le verrons, à une réalité juridique.

Nous expliquerons historiquement, avons-nous dit, la question de propriété des *étangs de la Somme* non pas que nous ayons l'intention ou l'ambition de retracer pas à pas l'histoire de chaque étang, depuis les temps anciens jusqu'à nos jours. Outre que l'histoire ainsi comprise dépasserait notablement le cadre d'une thèse de doctorat, une telle suite d'origines de propriétés n'aurait pour la solution de la question que nous voulons étudier qu'un intérêt médiocre.

Ce que nous nous efforcerons de faire ressortir, c'est qu'au moyen âge, comme à l'époque moderne, les étangs de la Somme ont toujours été des propriétés privées. Dans ce but, nous étudierons par des exemples, les deux types de propriétés qui, avant la Révolution, divisaient les étangs en « communs » et propriétés seigneuriales, les uns propriétés des communes, les autres propriétés des seigneurs.

Nous suivrons, après la Révolution, ce même droit de propriété qui subsista sur les *étangs de la Somme* en changeant de mains toutefois et en passant aux particuliers.

Après avoir étudié ainsi à grands traits l'histoire

de ce droit de propriété, nous verrons en quel sens on peut dire qu'il déroge au droit commun. Et nous essaierons ensuite de tirer les conséquences juridiques de ces dérogations qui toutes se ramènent à cette idée que les *étangs de la Somme*, bien qu'alimentés en partie par des eaux de rivières, sont assimilés à des étangs composés uniquement d'eaux de pluie ou de source.

Enfin sans nous arrêter à des questions purement administratives, comme celle du curage des étangs, du faucardement, etc..., qui ne présentent aucun intérêt juridique, nous ne laisserons pas cependant sous silence la question du droit de pêche qui, au point de vue économique, est bien la plus intéressante que soulève, dans ses conséquences, la situation juridique des *étangs de la Somme*.

SITUATION JURIDIQUE DES ÉTANGS DE LA SOMME

CHAPITRE PREMIER

Aspect physique de la Somme et des étangs.

De sa source à Fonsomme, près de Saint-Quentin, jusqu'à son embouchure à Saint-Valéry, la Somme peut être divisée, au point de vue physique, en trois parties nettement distinctes :

Dans la première partie de son cours, la Somme présente l'aspect d'une petite rivière « non navigable ni flottable » . Elle coule entre des rives étroites nettement définies, d'un cours lent et régulier ; son eau limpide insuffisante pour porter des bateaux ne fait guère qu'agrémenter les communes qu'elle traverse, et tourner quelques moulins appartenant aux riverains. Mentionnons qu'elle reçoit deux affluents, l'Ollezy et la Germaine, cours d'eau sans importance

qui n'augmentent pas sensiblement le volume de ses eaux.

A ses débuts, la Somme n'est que la petite rivière banale, semblable à toutes les autres, et dont les eaux, *res nullius*, servent à l'usage commun de tous ceux qui veulent en profiter.

Mais brusquement la situation change.

A Béthencourt-sur-Somme, une retenue envoie une partie des eaux de la Somme dans le canal de navigation qui lui est parallèle. Quant au restant des eaux, au lieu de poursuivre son cours ordinaire, il prend un autre aspect. La petite rivière s'épanouit en un grand bassin, ou même, pourrait-on dire, ses eaux se perdent dans un premier étang, auquel vont succéder sur une longueur de quarante-quatre kilomètres environ, une foule d'autres étangs, sans qu'il soit possible de distinguer parmi leurs eaux courantes et limpides, parfois profondes, un courant plus fort que les autres, et qui serait une rivière gardant son individualité.

Ce second aspect de la Somme est bien caractéristique; il y a là, croyons-nous, une situation unique en France au point de vue géographique, comme elle est unique au point de vue juridique, ainsi que nous essaierons de le montrer par la suite.

D'après M. l'abbé Arcelin (1), ces larges bassins

1. L'abbé Arcelin, auteur d'un ouvrage historique très documenté sur les étangs de Saint-Christ, non encore publié.

ou étangs seraient de formation successive. La première cause d'élargissement de la Somme serait la création très ancienne de chaussées barrant son cours, et opérant ainsi une retenue des eaux. La plus ancienne de ces chaussées est la route de Vermand, d'origine romaine ; la chaussée de Falvy est également d'origine romaine. D'autre part, la nature marécageuse du fonds porterait à croire que dès la première époque, le fleuve, repoussé par des herbes nombreuses qui poussaient librement dut sortir de son lit et s'étaler sur ses rives. Les Romains, très amateurs de poisson, ne devaient pas manquer d'aider à cet épanouissement de l'eau, qui leur permettait d'établir des viviers.

C'est en 1032 qu'on trouve la première mention d'une pièce d'eau « *aquam quasdam* » à Frise dans un acte de donation. En 1283, ce même vivier appartenait à l'abbaye de Jouarre.

Les moulins durent également jouer un rôle assez considérable dans la formation des viviers ; les propriétaires des moulins, afin que ceux-ci ne restent pas « à poc » s'efforçaient d'emmagasiner l'eau le plus possible ; au moyen des retenues, ils faisaient monter le niveau des eaux au grand détriment des riverains qui se voyaient inondés. L'un des premiers moulins situé sur le cours de la Somme entre Béthencourt et Bray est celui de Saint-Christ qui date de l'année 1120. Enfin une dernière cause d'élargisse-

ment de la Somme, et la plus récente, est l'excavation de ses rives afin d'en extraire une sorte de tourbe appelée « bousins » dont les riverains se servaient pour le chauffage. C'est au XVIII^e siècle que l'on commença l'extraction des bousins ; il intervint à cette époque des ordonnances la réglementant, soit pour fixer le nombre de bousins que chaque personne pourrait extraire, soit pour réserver l'extraction au seul profit des pauvres des communes riveraines.

Les chaussées qui barrent les étangs aujourd'hui assez nombreuses, laissent passer l'eau à différents endroits au moyen de vannes ou vantaux, que l'on lève plus ou moins, suivant que les eaux sont trop hautes ou trop basses. Observons dès maintenant que ces vannes sont toutes munies de grilles en bois aux barreaux assez serrés, appelés « clayettes » et destinées à s'opposer au passage du poisson d'un bassin dans l'autre. Ces clayettes existent depuis un temps immémorial.

La partie d'eau comprise entre deux retenues et formant un bassin distinct s'appelle un bief; on en compte quatorze de longueurs différentes dans cette partie de la Somme que nous étudions.

Certains de ces biefs ne forment qu'un seul étang chacun et appartiennent en entier au même propriétaire. Ainsi, en suivant le cours de la Somme, le premier bief qui s'étend entre Béthencourt et Falvy sur une longueur de 3 kilomètres 509 mètres forme l'étang

de Pargny ; le suivant, d'une longueur de 1.790 mètres, entre Falvy et Épénancourt prend le nom d'étang de Falvy ; viennent ensuite l'étang de Saint-Christ de 3.185 mètres de long occupant le bief tout entier d'Épénancourt à Saint-Christ et l'étang de Briost qui, avec une longueur de 2.715 mètres, occupe le bief entre Saint-Christ et Brie.

Au contraire, d'autres bassins plus importants sont divisés dans leur longueur de manière à donner plusieurs étangs successifs appartenant à des propriétaires différents ; et c'est peut-être là la particularité la plus caractéristique de cette partie de la Somme qu'on appelle « les étangs ». Ces biefs, en effet, ce trouvent coupés d'une rive à l'autre et sans interruption dans la clôture au moyen de sortes de grilles en fer analogues à celles dont sont munies les vannes des chaussées et que l'on nomme aussi clayettes.

Elles sont fixées au fond de l'eau et dépassent la surface d'une dizaine de centimètres.

Ces clayettes, tout en assurant le libre écoulement des eaux, rendent absolument impossible la circulation du poisson d'un étang dans l'autre à l'intérieur d'un même bief. Elles empêchent aussi d'ailleurs la circulation en bateau, sauf en certains endroits, où, afin de ménager un passage, les grilles viennent seulement effleurer la surface de l'eau et laissent passer facilement, au-dessus d'elles, les bateaux plats dont se servent dans notre région les poissonniers.

Ajoutons que ces clayettes sont généralement précédées à quelques mètres en amont par des « arrêts » formés de piquets fichés de distance en distance et reliés entre eux au niveau de l'eau par de légers branchages. Ces arrêts, leur nom l'indique, servent à retenir les herbes, écumes de fond, etc., que le courant entraîne et les empêchent de s'accumuler contre les clayettes qu'elles viendraient obstruer, entravant ainsi nécessairement l'écoulement normal des eaux.

Le bief qui fait suite à l'étang de Briost est le plus important de tous et s'étend de Brie à Péronne sur une longueur de plus de 5 kilomètres (exactement 5.398 mètres); il est divisé en plusieurs étangs distincts de la manière que nous venons d'indiquer. Il contient à lui seul les étangs de Brie, d'Éterpigny, de Péronne et de Flamicourt, tous quatre très spacieux et qui sont de magnifiques propriétés, pour ne citer que les principaux.

Le bief suivant, presque aussi étendu que celui-ci (5.395 mètres) forme les étangs de Sainte-Radegonde et de Bazincourt entre Péronne et Cléry.

Viennent ensuite, dans le bief suivant d'une longueur de 3.562 mètres, l'étang de Cléry, le plus important de la région et ceux de Feuillères et de Buscourt.

Puis les chaussées se suivent à des distances plus rapprochées formant les bassins de 2.138 mètres de

Feuillères à la Grenouillère, comprenant l'étang de la Grenouillère ; de 1.847 mètres de la Grenouillère à Fargny ; de 3.375 mètres de Fargny à Vaux et de 2.020 mètres de Vaux à Frise. A ce dernier bief en succède un autre plus important de 4.230 mètres entre Frise et Éclusier, puis un autre de 2.710 mètres entre Éclusier et Capy, et enfin entre Capy et Bray se trouve un dernier étang, celui de Capy (1).

A Bray se terminent les étangs de la Somme qui s'étendent sur une longueur de plus de 40 kilomètres et dont la largeur rarement inférieure à 500 mètres atteint parfois presque un kilomètre.

Un mot sur la physionomie générale de ces étangs.

Leurs eaux sont limpides et courantes, parfois profondes aux endroits nommés « puisards », parfois au contraire tellement basses qu'on ne peut circuler qu'avec des bateaux à fond plat. La majeure partie de l'année, ils sont en grande partie recouverts d'une abondante végétation, roseaux hauts et durs et plantes aquatiques, formant de grands carrés entre lesquels passent des courants. On fauche toutes les herbes à la fin de l'hiver : alors l'aspect que présentent ces étangs forme un contraste absolu avec leur physionomie ordinaire. « L'été c'est un immense champ, l'hiver un immense lac. »

1. J'emprunte toutes ces dimensions à l'ouvrage de M. Eug. Lebel sur *La Pollution des eaux*, Péronne, 1907, p. 8.

A Bray, l'aspect de la Somme change une seconde fois d'une façon complète. La rivière reprend son individualité qu'elle avait perdue au milieu des vastes étendues d'eau qu'elle traversait. Mais sa situation n'est cependant plus la même qu'avant Béthencourt : c'est maintenant une rivière navigable qui va continuer sa course vers la mer, en se grossissant, chemin faisant, de plusieurs affluents, dont l'Ancre, l'Hallue, l'Avre, la Selle, le Scardon, etc...

C'est dès lors une rivière assez importante, au cours plutôt rapide, et qui, surtout après Abbeville, rend à la navigation fluviale des services très appréciables.

En résumé, la Somme est soumise successivement à trois régimes différents. Dans sa première partie, c'est une rivière non navigable ni flottable dont les eaux sont *res nullius* en vertu de l'article 714 du Code civil. La dernière partie appartient au domaine public, comme toute rivière navigable. Quant aux bassins qui composent la partie médiane que nous étudions et qui présentent géographiquement un aspect si particulier, nous nous efforcerons de montrer que ce sont des étangs soumis au régime de la propriété privée et auxquels s'applique l'article 558 du Code civil.

CHAPITRE II

Les barrages ou « clayettes »

Leur existence très ancienne et leur subsistance

Nous avons indiqué, dans l'exposé qui précède, que entre Béthencourt et Bray des « clayettes » en bois ou en fer empêchaient le poisson de passer d'un bief dans un autre, ou même, à l'intérieur d'un même bief, d'un étang dans un autre. Il ne serait pas inutile de rechercher l'origine et le maintien, dans la suite des temps, de ces barrages dont le but est de faciliter l'empoissonnement des eaux, et de donner aux « étangs de la Somme » le caractère de viviers.

L'acte le plus ancien, à notre connaissance, où elles soient mentionnées d'une façon indiscutable, est un aveu et dénombrement de la seigneurie de Feuillères par le chapitre de Péronne, au roi Charles VI en 1383.

Voici les termes du dénombrement :

« Item les eaux et pêqueries que les dits doyen et chapitre ont au dit lieu, tant dessus le cauchie co mme

dessous, accoutumées à livrer à cense (à ferme) qui peut croître et ameurir⁽¹⁾ à présent données et livrées à cense avec le maison appartenantes aux dites eaues, pour le prix de 112 livres parisis : et sur ce faut retenir les bourdiaux, vantailles, *cliers*, raières et autres appartenantes à ce. »

Ainsi, dès cette époque, la rivière était partagée par des raières, des vantailles (ou vannes) et aussi par des clayettes ; car le mot ancien de « clier » ne peut avoir une autre signification que le terme de claie ou clayette.

D'ailleurs, ce fait indiqué au dénombrement se trouve justifié et corroboré par des baux de la même seigneurie de Feuillères datés des années 1584-1606-1673 et 1724 (2).

Il est vrai que le terme de clayette ne se trouve pas encore en propre dans le bail de 1584, mais on y trouve l'équivalent dans le terme de « tringle » et aussi dans l'obligation imposée au preneur de « fermer les eaux ».

Le mot de tringle est en somme assez explicite, puisque nous avons vu que les « clayettes » dans leur état actuel étaient formées de barreaux ou tringles de bois ou de fer accolées assez près les unes des autres. D'ailleurs la seule obligation de « fermer les

1. Lire *diminuer*.

2. *Archives départementales*.

eaux » en dit assez long ; il n'existe pas plusieurs manières de les fermer si l'on ne veut pas interrompre le courant.

Si ces baux ne laissent déjà aucun doute sur l'existence au xvi^e siècle de barrages destinés à empêcher la circulation du poisson, nous pouvons encore citer d'autres baux de la même époque à peu près où l'on trouve, pour désigner le mode de fermeture des eaux, le terme que nous employons aujourd'hui. En effet nous trouvons une série de treize baux (1) de la seigneurie de Cléry, se faisant suite entre 1598 et 1755 où le bailleur impose au preneur l'obligation « d'entretenir les *claies* et boucles des eaux ». Les baux précédents, où la même obligation était vraisemblablement imposée, n'existent plus.

De plus il est certain que ce fait de fermer les eaux au moyen de clayettes n'avait rien de spécial aux seigneuries de Feuillères et de Cléry, mais était au contraire reproduit sur toute la longueur des étangs de la Somme de Béthencourt à Bray. Nous trouvons à ce sujet des renseignements très précis et très complets dans un mémoire établi en 1765 par la ville de Péronne demandeur à un procès dirigé contre le duc de Chaulnes et dont nous aurons à nous occuper par la suite.

On trouve d'abord indiquée la situation, telle qu'elle

1. Archives départementales.

existait à cette époque, et qui est de tout point semblable à la désignation que nous avons donnée plus haut (à part les moulins qui n'existent plus).

« Des chaussées — dit le mémoire — traversent la
« rivière de l'un à l'autre bord ; sur le plus grand
« nombre de ces chaussées existent, de temps immé-
« morial, des moulins qui appartiennent aux diffé-
« rents seigneurs... A chacun de ces moulins, ou cha-
« cune des chaussées sur lesquelles ils sont construits
« sont attachées des raières ou assemblages de van-
« nes ou vantaux qui servent à lâcher ou à retenir
« les eaux...

« *Il est très important d'observer que chaque raière*
« *ou vantaillerie est masquée par des clayettes ou*
« *grilles de bois qui s'opposent au passage du poisson*
« *lorsque les vantaux sont levés, et ne permettent pas*
« *plus à celui des eaux inférieures de monter qu'à*
« *celui des eaux supérieures de descendre. »*

De plus on s'efforce de montrer dans ce mémoire que cette situation de fait n'est pas récente et même, ajoutent les auteurs, « on est fondé à aller plus loin que la possession immémoriale et à soutenir que les clayettes ont existé de tout temps ».

Ils emploient d'abord pour le démontrer l'argument logique :

« La destination de cette partie de la Somme, di-
« sent-ils, a toujours été la même. Puisqu'elle n'est
« pas navigable, il est vraisemblable qu'elle a toujours

« été destinée à servir de vivier ou de parc à poissons.
« C'est le premier objet d'utilité que présentent des
« masses d'eau dont l'industrie n'a pas encore su
« tirer parti. On n'a pas pu s'occuper depuis de
« l'avantage d'avoir des moulins, sans s'occuper en
« même temps de conserver le poisson ; or l'in-
« vention des clayettes était l'unique moyen de rem-
« plir cet objet, lors de la levée des vannes, ce n'est
« pas un ouvrage d'invention moderne. »

L'argument n'est peut-être pas absolument irrésistible, mais il peut néanmoins servir d'indication. Du reste à l'appui de leur dire, les auteurs du mémoire invoquent des arguments beaucoup plus positifs. Ils les basent, en effet, sur les résultats d'une enquête officielle faite à cette époque auprès des fermiers de pêche et des propriétaires d'étang, qui tous ont affirmé l'existence ancienne des clayettes.

Le seigneur d'Aplaincourt a déclaré, suivant procès-verbal en date du 2 juin 1762, « que ses claies et clayettes sont dans le même état où elles étaient quarante-cinq ans auparavant, lors de l'acquisition de sa seigneurie, et qu'il a des renseignements dans ses titres par lesquels il voit clairement que les claies et clayettes étaient dans le même état depuis plus de deux cents ans. »

De même à Brie, deux personnes âgées de 60 et 70 ans, ainsi que le constate le procès-verbal d'enquête, ont déclaré avoir toujours connu les clayettes

et avoir ouï dire par leurs anciens qu'elles avaient toujours existé.

De même enfin à Bazincourt et à Cléry, le fermier des eaux et moulins âgé de 60 ans a déclaré au cours de l'enquête qu'il avait toujours vu les claies et clayettes et qu'il avait ouï dire à son aïeul, qui avait 106 ans et qui est mort depuis cinquante, qu'il avait toujours vu les clayettes où elles sont.

Le résultat de l'enquête fut le même pour tous les étangs à Feuillères, la Grenouillère, Fargny, etc..., jusqu'à Bray.

A partir de cette époque, on peut suivre très facilement le maintien des clayettes jusque dans la période la plus récente. On en trouve mention notamment dans tous les baux de pêche où toujours le preneur est obligé de les entretenir à ses frais, ainsi que dans les actes de vente d'étangs.

A l'heure actuelle, tous les étangs de la Somme sont séparés les uns des autres par ces barrages. Je ne fais, pour le moment, qu'indiquer une situation de fait ; je reviendrai plus tard sur la légalité ou la régularité de cette situation, depuis les lois de 1829 et de 1898.

Des documents que nous venons d'examiner, il résulte, d'une façon certaine, qu'au xvi^e siècle, même au xiv^e et vraisemblablement beaucoup plus tôt encore, la Somme présentait déjà entre Béthencourt et Bray cette particularité d'être une succession de vi-

viers ou « parcs à poissons » pour employer la langue du temps, séparés les uns des autres par des grilles laissant seulement passer l'eau. A quelque six cents ans de distance, nous retrouvons encore à cette partie de la Somme sa physionomie particulière.

Il faut voir dans la survivance d'un semblable état de fait, la conséquence naturelle de la nécessité d'affecter la partie de la Haute-Somme que nous étudions à une destination spéciale qui est la production du poisson.

Cette destination est imposée par la nature physique du terrain qui fait que depuis Béthencourt jusqu'à Bray, la Somme présente infiniment moins l'aspect d'une petite rivière que celui d'une suite de vastes étangs.

Cet aspect physique de la Haute-Somme nous aide déjà un peu à comprendre la situation juridique particulière qui lui est faite et qui consiste à soumettre cette partie de rivière au régime de la propriété privée, contrairement à tous les principes du droit moderne. Mais ce régime particulier s'explique beaucoup mieux encore par l'idée d'une survivance historique : c'est ce que nous nous efforcerons de montrer.

CHAPITRE III

De l'histoire du droit de propriété sur les étangs de la Somme. Les Communaux

La situation juridique actuelle des étangs de la Somme, avons-nous dit, n'est qu'une survivance historique. De tous temps, en effet, ou du moins aussi loin qu'il nous est possible de remonter dans l'histoire de la propriété privée, la Somme entre Béthencourt et Bray, divisée en parcelles comme nous l'avons expliqué précédemment, a fait l'objet d'une appropriation exclusive.

Nous allons essayer, par quelques exemples, de dégager d'abord l'existence dans les temps anciens d'un droit de propriété privée sur la Haute-Somme, puis la transmission de ce droit et sa persistance, du moyen âge jusqu'à la période contemporaine, sans que, dans l'intervalle, ni la Révolution, ni le Code civil en aient modifié le caractère.

Et d'abord une distinction s'impose. Au moyen âge les étangs de la Somme ne sont pas tous sou-

mis au même régime. Les uns appartiennent à des seigneurs, des communautés ou des hospices, les autres sont propriétés des communes, on les appelle « les communs ».

Nous étudierons séparément ces deux catégories.

SECTION I

LES ÉTANGS « COMMUNAUX »

PEUT-ON DÉTERMINER LEUR ORIGINE ?

Il importe d'abord de bien préciser ce que l'on entendait sous cette dénomination de « communs ».

Il ne faudrait pas croire, en effet, que les biens, et particulièrement les étangs que l'on désignait ainsi, étaient des *res nullius* ou *res communis* c'est-à-dire des biens destinés à l'usage commun de tous, aussi bien des passants étrangers que des riverains, des biens en un mot dont le caractère serait d'être incompatible avec toute idée d'appropriation. Bien au contraire, ces biens étaient la propriété des communes, ils étaient réservés à l'usage exclusif des habitants des communes propriétaires et encore sous certaines conditions... Loin d'être des *res nullius* ces biens étaient au contraire des *res privatis*, mais dont le propriétaire au lieu d'être un particulier était une commune.

Une grande partie des étangs de la Somme au moyen âge étaient aussi des communs.

Peut-on préciser l'origine de ces biens ? D'après certains auteurs, les communes chercheraient en vain leurs titres de propriété sur les étangs, comme sur les autres biens communaux. Ces titres n'auraient jamais existé; car cette propriété commune remonterait à travers les siècles jusqu'à l'époque lointaine où l'occupation première était la seule loi de propriété. C'est notamment l'opinion de M. Alexandre Fresson qui explique ainsi l'origine des communs (1).

« Les premiers Gaulois, comme tous les premiers
« peuples, n'avaient pas de propriété assise. Ils vivaient
« sur le sol où ils trouvaient leur nourriture...

« Les premières peuplades qui se fixèrent, le firent
« sur le bord des rivières où ils trouvaient, par la
« pêche, des ressources plus grandes. Chaque famille
« bâtissait sa cabane sur la rive et la rivière était en
« commun.

« Puis, vint l'occupation romaine. Avec elle vin-
« rent les lois et vint la propriété...

« Mais les choses à l'usage de tous restèrent com-
« munes. Dans toutes les communes où il se forma
« des municipes, la loi les consacra, et dans les autres
« ce fut la coutume. Vint ensuite la conquête fran-
« che. Les chefs des vainqueurs se partagèrent les

1. A. Fresson. *Mémoire judiciaire sur les Eaux communales de la rivière de Biaches*, Péronne, 1859, p. 21.

« terres, mais la communauté fut respectée. Ce fut
« le seul bien resté au peuple.

« Telle est l'origine des premiers biens communaux
« et la plupart d'entre eux sont parvenus jusqu'à
« nous. »

Cette théorie n'est peut-être pas rigoureusement exacte ; elle semble, d'ailleurs, présenter une plus grande part d'imagination que de précision historique. Elle est de plus insuffisante ; car elle n'explique pas comment ces communs ou communaux existent encore au moyen âge. Il est certain que les puissants seigneurs qui, aux temps de troubles, désignés par les auteurs du nom d' « anarchie féodale » se partageaient par force le territoire, n'eurent pas cette magnanimité que M. Fresson prête aux guerriers francs. « Nulle terre sans seigneur » disaient les adages. Si donc à l'époque féodale nous constatons l'existence de communs, il faut admettre qu'après avoir fait partie du domaine des seigneurs ou de la couronne, ils en étaient ensuite sortis par vente, donation ou concession, moyennant certains droits de « confirmation ou d'usage ».

SECTION II

HISTOIRE DES COMMUNS DE PÉRONNE

Nous avons, en ce qui concerne les « communs » de la ville de Péronne, des renseignements historiques intéressants.

On ignore, à vrai dire, à quelle époque exactement la ville a commencé à jouir d'une partie des étangs de la Somme. Mais, ce qui est certain, c'est qu'elle en jouissait sous les comtes de Vermandois, longtemps avant le règne de Philippe-Auguste. On en trouve la preuve dans les lettres patentes que ce prince a données en 1209, par lesquelles il reconnaît et confirme les chartes et privilèges de la ville de Péronne et la maintient dans toutes les propriétés dont elle avait joui jusqu'alors. L'article XXVI de ces lettres patentes s'exprime ainsi (1) :

« Pascua, verbagia, aquæ communes, ejusdem sint
« amplitudinis, cujus bona patriæ veritas per jura-
« mentum dixerit ea fuisse tempore comitis Flan-
« driæ et nostro. »

D'après ces lettres, les pâturages, roseraies et *eaux communes* devaient avoir la même étendue qu'antérieurement. Ce n'est donc pas à la libéralité de Philippe-Auguste que la ville de Péronne doit ses communs, bien que cette opinion ait parfois été soutenue. Ce qui a pu donner lieu à cette erreur, c'est qu'un de nos rois du nom de Philippe de Valois a donné en 1336 à la ville de Péronne les moulins qu'il possédait dans cette ville et les eaux en amont de ces moulins. Mais ces eaux n'ont jamais eu aucun rapport avec les « eaux du commun » partie des étangs

1. *Archives de Péronne*, vol. AA, cote 2.

de la Somme. On a pu manifester quelques doutes sur la valeur de la charte de 1209 considérée comme titre de propriété. Peut-être, après tout, l'article 26 n'était-il qu'une clause banale se trouvant dans toutes les chartes de cette époque, et ne devrait-il inspirer qu'une très médiocre confiance sur la question de propriété des étangs communs ? Mais ces doutes ne sont pas sérieux, et le sens de cet article 26 s'éclaire, si on le rapproche des faits historiques qui ont donné naissance à la charte.

La ville de Péronne ainsi que tout le Vermandois et l'Amiénois avait été donnée à Philippe d'Alsace comte de Flandre par sa femme Élisabeth. Mais à la mort de celle-ci, sa sœur Éléonore réclama contre cette donation, soutenant qu'Élisabeth n'avait pu la dépouiller des droits éventuels qu'elle avait sur ces fiefs. Pas assez puissante pour soutenir ses droits, elle en fit la cession à Philippe-Auguste. Une guerre très vive s'alluma entre le roi et le comte de Flandre et Philippe-Auguste vainqueur se fit céder les provinces causes du conflit (1). Ainsi s'opéra la réunion de Péronne à la couronne de France. Ce fut en 1190, ainsi que l'indique une charte de cette année par Philippe-Auguste (2).

1. Brunet. *Abrégé chronologique des grands fiefs de la Couronne de France*.

2. *Archives de Péronne*, vol. AA, cote 1.

Pour s'attacher ses nouveaux sujets, Philippe-Auguste leur octroya la charte de 1209. Par cette charte, il érigea Péronne en commune, lui concédant le droit de rendre la justice ; il confirma ses franchises antérieures, en ajouta d'autres et enfin lui garantit les propriétés qu'elle possédait (art. 26). Cet article a une portée réelle. Un contrat privé n'a pas plus de précision. Et d'ailleurs, si cette clause n'avait été qu'une formule banale, pourquoi ne parlerait-elle que des eaux et marais ? Mais en 1209, Péronne ne possédait que ses eaux. En résumé, si on ignore à quelle époque la ville de Péronne a acquis la propriété d'une partie des étangs, cette propriété ne fait plus de doute à partir de 1209.

Dans la suite, cette propriété donna parfois lieu à des contestations dont le résultat d'ailleurs fut toujours de faire confirmer les droits de la Ville. Ainsi vers 1405 des difficultés s'élevèrent sur les limites des eaux communales entre la ville de Péronne et le seigneur de Biaches Jean Le Blond, mineur, représenté par ses tuteurs. La cause engagée par les maire et jurés de Péronne fut portée devant la cour du roi séant à Péronne qui trancha le différend par un arrêt du 28 août 1406. Les représentants de la ville prétendaient : (Nous citons les termes de l'arrêt.) (1)

« Que les eaux d'entre Péronne et Bazincourt ainsi

1. *Archives de Péronne*, vol. AA, cote 33.

« qu'elles se comportent et étendent, étaient en communauté et par commun à chacun de la dite Ville de Péronne et des communautés d'icelle ville de Péronne ; depuis... etc... »

(Suivent les tenant et aboutissant.)

Le jugement confirma les droits de la ville dans les termes suivants :

« Vu les faits proposés... enquête sur ce faite et les dispositions des témoins produits tant d'une part comme d'autres et tout ce qui est à considérer. Nous disons, appointons et ordonnons que toutes les eaux entre Péronne et Biaches pour lesquelles conteste est entre icelles parties *sont et demeureront communes à la susdite communauté et publiques à chacun*, sans que le dit Jean Le Blond, son tuteur ou ayant cause puissent s'attribuer autre chose des dites eaux à son singulier profit, outre et au delà de sa hardine et enclos... »

Cet arrêt est formel et reconnaît nettement à la ville la propriété de ses « communs ».

Plus tard, vers la fin du xvi^e siècle, la propriété des eaux communales subit un nouvel assaut. Un individu, nommé Pierre de Lespine, obtint d'un représentant du roi, l'engagiste du domaine, un bail des eaux communales de Péronne, lui assurant l'exploitation exclusive de ces eaux, moyennant une redevance annuelle de 4.000 livres. La ville s'émut, ses représentants se pourvurent en Conseil d'État du roi et obtinrent un

arrêt du 28 septembre 1673 qui maintint la ville dans la jouissance de ses eaux communales (1).

Pour continuer l'énumération des titres de propriété de la ville sur les « communs » citons un procès-verbal « d'arpentage, bornage et plan des eaux communales » dressé le 2 septembre 1739 à la requête de « Messieurs les Mayeur et échevins de la ville de Péronne, seigneurs hauts justiciers et voyers de la dite ville, faubourg et banlieue à la diligence et en présence de M. le Procureur du roi de la dite ville (2) ». Ce procès-verbal constate...

« Nous... avons fait le mesurage, arpentage, plan et figure des eaux et marais de la commune du dit Péronne... Après y avoir procédé, nous avons trouvé les dites eaux et marais contenir 177 journeaux 17 verges... lesquelles eaux *faisant partie de la rivière de Somme* tiennent... etc... »

Jusqu'en 1826, la ville de Péronne demeura sans contestations nouvelles en possession de ces étangs. A cette époque, l'autorité militaire se fit céder, moyennant indemnité, une partie des eaux communales pour y établir un ouvrage de défense. Deux communes, Biaches et Sainte-Radegonde, riveraines des étangs communaux, intervinrent alors, réclamant une part du prix à titre de propriétaires par indivis de ces eaux.

1. Archives, vol. 2, cote 84.

2. Archives, vol. 2, cote 139.

En réalité, ces deux agglomérations, considérées adis comme dépendant de la banlieue de Péronne, s'en étaient ensuite séparées, en acquérant plus d'importance et avaient formé des communes autonomes. Mais leurs habitants, tous pêcheurs, avaient continué à jouir des eaux communales ; anciens habitants ou descendants d'habitants de Péronne, ils ne s'étaient éloignés du centre de la ville que pour être plus à proximité des étangs qu'ils exploitaient.

A la suite de multiples incidents et de discussions nombreuses entre les trois communes, il intervint enfin, le 22 juin 1859, un jugement du Tribunal civil de Péronne déclarant la « Propriété du commun » ou des eaux communales indivise entre les trois communes de Péronne, Biaches et Sainte-Radegonde.

Le commun ne subsista pas longtemps après ce jugement. Les trois communes copropriétaires, estimant que leur propriété ne leur rapportait qu'un revenu négligeable, décidèrent de la vendre. Après autorisation du préfet de la Somme, par arrêté du conseil de préfecture du 14 avril 1862, on procéda à la vente par adjudication sur les bases d'un cahier des charges dressé par M^e Paul Caron, notaire à Péronne. L'adjudication fut prononcée le 7 août 1862 au profit de M. et M^{me} Décamps, pour un prix de 53.000 francs. Cette partie de la Somme qui, depuis près de sept cents ans, avait appartenu à Péronne et sa banlieue devint ainsi propriété particulière.

Nous avons dit précédemment qu'une notable partie des étangs de la Somme étaient biens communaux. Il en était ainsi à Briost, Éterpigny, Buscourt, Feuillères, etc... Nous ne rechercherons pas l'histoire de ces communs. Il est à remarquer que la plupart d'entre eux ont suivi l'évolution naturelle, et, de propriété commune, sont devenus propriétés particulières.

Il ne subsiste plus actuellement que quelques rares étangs communaux, ceux de Béthencourt et d'Épénancourt, de Briost, de Buscourt, ceux de Curlu, Frise, Vaux et Suzanne et ceux de Capy.

SECTION III

DE L'EXPLOITATION DES ÉTANGS COMMUNAUX

Comme nous l'expliquions au début de ce chapitre, les étangs communs n'étaient pas à la discrétion du premier étranger venu, à qui l'envie aurait pris d'y jeter sa ligne.

Les communes jalouses de leur droit, faisaient généralement acte de propriétaire en édictant certaines mesures d'ordre et de police, réglementant l'usage des eaux, et en se faisant payer une redevance — généralement très légère, il est vrai, — par ceux qui tiraient profit de ses biens.

C'est encore les étangs de Péronne qui nous servi-

ront d'indication sur la manière dont on utilisait les communs. Ce sont les seuls sur lesquels nous possédions des renseignements un peu précis.

Or, jamais la ville n'a abandonné complètement ses eaux communales à ses habitants, ni permis au public d'en jouir comme il l'entendrait.

Au contraire, elle se montre soucieuse de la bonne exploitation de ses eaux et en réglemente assez strictement l'usage.

La première réglementation, à notre connaissance, date de 1369 ; la ville rend à cette époque une ordonnance (1) réglant la police de la pêche sur les étangs. Afin de ne pas nuire à la reproduction du poisson, on n'autorise pour la pêche que des filets aux mailles assez larges.

La ville agit ici comme un propriétaire imposant à son locataire certaines obligations, en vue de la conservation de son fonds. Elle s'efforce de faire respecter ses prescriptions. Aussi d'après le Registre des Délibérations du 15 juin 1426, on constate que, plusieurs poissonniers ayant pêché dans les eaux communes et pris des anguilles avec des filets défendus, on décida de faire brûler leurs filets. De même, au cours d'une délibération du 14 juillet 1437, on décide de saisir les filets de plusieurs pêcheurs *comme étant de qualité défendue*.

1. *Registre aux délibérations*, vol. I, p. 178.

Une disposition d'un autre ordre, mais qui marque encore de la part de la ville la volonté d'affirmer son droit de propriété est l'interdiction faite aux poissonniers, par une ordonnance de police en date du 16 mars 1666 (1), de vendre le poisson pris dans les étangs ailleurs que dans les marchés, et ce, sous peine d'une amende de trois livres.

Les motifs de cette ordonnance ne sont pas très apparents. Le droit de pêche dans les étangs communaux n'était pas public. Il en était ainsi du moins d'une façon certaine, depuis le 30 août 1680. Des statuts (2) sont alors donnés par la ville de Péronne aux poissonniers *communiers* qui formaient une corporation très importante. Les obligations religieuses et autres imposées aux poissonniers étaient nombreuses, nous ne nous y arrêterons pas, mais un article déterminait les formalités à observer pour être admis à pêcher dans la commune ; il fallait se faire inscrire au greffe de la Mairie, obtenir la permission des officiers municipaux et s'engager à payer la redevance déterminée en reconnaissance de la propriété de la ville sur les eaux. Cette redevance, très minime, était d'un canard privé par an, payable au jour de la Saint-Rémi.

Un grand nombre de poissonniers s'étant soustraits

1. *Archives de Péronne*. Registre aux résolutions, BB, n° 20.

2. *Archives de Péronne*. Registre aux résolutions, BB, n° 216.

à ces obligations, la ville les poursuivit « pour les faire rentrer dans le devoir ». Par un arrêt du 1^{er} avril 1738, le tribunal, admettant les conclusions du procureur de la ville, ordonna aux poissonniers : (nous rapportons les termes de l'arrêt) « de rapporter au greffe leurs noms et surnoms, pour y être enregistrés à la diligence des syndics et égarde jurés ; fait défense à toute personne *de s'ingérer à l'avenir dans la pêche des eaux communales* sans préalablement avoir obtenu la permission de l'Échevinage, et prêté serment, en tel cas requis, à peine de 50 livres d'amende, défend aux communiere d'agréer personne dans ladite communauté et droit de pêche, sous pareille amende ; ordonne qu'à compter de la Saint-Rémi tous les communiere paieront annuellement audit jour la reconnaissance d'un canard par chacun d'eux es mains des égarde jurés qui les rapporteront à l'hôtel commun... » L'arrêt interdit également aux poissonniers de construire des huttes sur les eaux, sans permission expresse.

En exécution de ce jugement de nombreux poissonniers vinrent s'inscrire au greffe ainsi que le constatent les registres de police des années 1738 et suivantes.

Seuls ces poissonniers inscrits purent désormais pêcher sur les étangs communaux. Ils ne se comportaient pas autrement que des locataires en commun, des propriétés de la ville.

L'ordonnance du 30 août 1680, outre qu'elle exigeait de ceux qui voulaient se faire admettre à pêcher dans le commun, l'accomplissement de certaines formalités les astreignait en outre à certaines obligations concernant l'exercice de la pêche. C'est ainsi qu'elle constituait des réserves ou « forts réservés » dans lesquels il était interdit de pêcher sauf certains jours par an. Mais ces réserves ayant été mal déterminées, les mayeur et échevins décidèrent, par délibération du 23 juin 1698 (1), de le délimiter au moyen de piquets.

Des contestations nombreuses étant intervenues entre les poissonniers sur la détermination des jours où il était permis de pêcher dans les réserves, point que l'ordonnance de 1680 n'avait pas pris soin de fixer (2), il intervint, le 14 novembre 1760, une nouvelle ordonnance qui décida :

« Que la pêche du fort réservé dans le commun
« se fera à l'avenir en commun par tous les pêcheurs
« communiers le mercredi avant la foire à 7 heures
« du matin et pendant quatre jours du carême. »

« Que ceux desdits communiers qui ne se trouveront les dits jours et heures susdits et quitteront la pêche audit fort avant 5 heures du soir, si ce n'est pour cause de maladie ou empêchements légitimes

1. *Archives de Péronne*, Registre aux résolutions, BB, n° 23.

2. *Archives de Péronne*, Registre aux résolutions, BB, vol. 30, folio 43.

seront exclus du bénéfice de la pêche qui appartiendra en entier à ceux qui y auront exactement travaillé...

« Faisons très expresses inhibitions et défenses à tous communiers d'entrer ni de pêcher dans le dit fort réservé hors desdits temps, sous les peines de confiscation des filets et de trois livres d'amende. »

Comme on voit, la réglementation de la pêche dans les communs était très stricte, la ville employait son droit de justice à la sauvegarde de ses propriétés.

Après la Révolution, le régime des communaux se maintint sans modifications fondamentales. Les corporations ayant été supprimées, les statuts de la communauté des poissonniers devinrent lettre morte. Mais la pêche dans les communaux continua à être réservée à ceux qui y étaient autorisés par la ville et moyennant la même redevance minimale qu'auparavant.

La situation dura jusqu'à l'année 1862 où la ville, pour tirer un profit plus appréciable de ses étangs, les vendit aux époux Decamps.

Les autres étangs qui entre Béthencourt et Bray étaient possédés par les communes, n'étaient pas plus que les communs de Péronne abandonnés à l'usage public. Si certaines communes, il est vrai, n'exigeaient pas de redevances, même légères, toutes réglementaient la façon dont pouvaient s'exercer

sur les étangs communs les différents droits de pêche, de rouissage, de marais, de bousin, etc., et ces droits étaient naturellement réservés aux seuls habitants de la commune.

Aujourd'hui encore, les communs de Curlu, Frise et Vaux, ainsi que ceux de Suzanne sont exploités par des pêcheurs qui paient à la commune une légère redevance et supportent les impôts.

A Béthencourt et à Épénancourt, les communs sont loués en totalité à un fermier. Enfin à Saint-Christ, Briost et à Capy, un régime un peu différent est appliqué : la commune loue le droit de pêche d'une part et d'autre part le « droit au marais » c'est-à-dire le droit de couper l'herbe qui pousse au bord des étangs.

CHAPITRE IV

Des étangs, propriétés seigneuriales.

Si, dans une grande partie, la Somme entre Béthencourt et Bray, constituait, dans les temps anciens, un ensemble de propriétés communales, l'autre partie, plus importante peut-être, était réservée à différents seigneurs et à des chapitres, communautés ou hospices.

Il est assez difficile, à vrai dire, de déterminer d'une façon exacte la nature du droit que les seigneurs possédaient à l'origine sur les eaux. Comme le remarque Alfred Picard, la question est des plus complexes, comme toutes celles qui touchent au régime féodal (1).

Suivant Championnière, l'un des auteurs qui ont le plus étudié l'organisation féodale, il existait une distinction de principe entre la justice et le fief, entre les seigneurs justiciers et les seigneurs féodaux.

Les seigneurs justiciers ne possédaient pas la terre à ce titre. Ils étaient investis de certaines attribu-

1. A. Picard, *Traité des eaux*, t. I.

tions de police, ils exerçaient le pouvoir judiciaire dans des limites plus ou moins étendues ; ils connaissaient notamment les délits sur les eaux courantes ; en outre et c'était là leur prérogative essentielle, ils percevaient de nombreuses taxes.

Les seigneurs féodaux n'étaient point revêtus, en cette qualité, de la puissance publique ; ils n'avaient avec leurs vassaux que des rapports contractuels.

Quoique basée sur de très savantes recherches, la doctrine de Championnière a été repoussée par des auteurs non moins éminents. C'est ainsi que Laferrière a soutenu une doctrine tout à fait opposée dans son histoire du droit français.

A ses yeux, la justice seigneuriale était une dépendance du fief qui, dans son état complet, comprenait à la fois la terre et la justice.

Il nous semble difficile d'admettre la doctrine de Championnière, au moins en ce qui concerne l'histoire de la propriété des eaux de la haute Somme. Les différents seigneurs dont les domaines se succédaient sur le cours de la Somme, depuis le seigneur de Chaulnes jusqu'au seigneur de Capy, étaient, pour la plupart, hauts justiciers.

En ce qui concerne les eaux dont nous nous occupons, ils établissaient parfois sur celles comprises dans le ressort de leur justice, même sur les eaux communales, des règlements qu'ils sanctionnaient par des amendes. Mais, d'autre part, il est certain que

ces mêmes seigneurs possédaient pour leur compte, comme faisant partie de leurs fiefs, des parties de la rivière de Somme ou viviers, comme en possédaient également les communautés et chapîtres.

La théorie de Laferrière nous semble donc préférable : la justice et le fief étaient le plus souvent réunis dans la même main. En tant que justiciers, les seigneurs percevaient quelques taxes et le produit des amendes sanctionnait les règlements qu'ils établissaient sur certaines eaux communales situées dans le ressort de leur justice ; et, comme seigneurs simplement féodaux, ils possédaient à titre particulier certains étangs qu'ils exploitaient eux-mêmes ou qu'ils louaient à des pêcheurs.

Les eaux, propriétés des seigneurs, suivaient le sort des fiefs dont elles faisaient partie au même titre que les terres et les vignes, et, comme toute propriété, faisaient l'objet de ventes et de baux nombreux.

Est-il utile de rechercher à quelle époque et de quelle manière les eaux de la Somme ont pu devenir propriété seigneuriale ?

Ce serait rechercher l'origine des fiefs eux-mêmes, dont la violence, l'usurpation et la conquête furent les premiers titres de propriété.

Mais passée la première période féodale, des actes viennent nous renseigner sur les possessions seigneuriales, au nombre desquelles figuraient les étangs de la

Somme, qui, se louant bien, étaient pour les seigneurs une source de revenus non négligeable.

Un des premiers actes de ce genre — titre de propriété, pourrait-on dire — que nous puissions citer est un aveu et dénombrement du fief de Briost présenté au roi Charles VI le 21 juin 1385 par Jean comte de Boulogne et d'Auvergne, tant en son nom personnel que comme mari et bail (1) de Jeanne de Clermont, dame de Briost.

Originellement, le fief de Briost n'était pas une concession du roi, mais des comtes de Vermandois dont il était un démembrement. Ce n'est qu'en vertu de lettres patentes obtenues de Charles V en 1366 que la mouvance du fief de Briost avait été distraite du comté de Vermandois et convertie en mouvance immédiate de la Couronne.

Quant au Vermandois, il avait été donné par le roi à Herbert, petit-fils du roi d'Italie. Cette donation est du commencement du x^e siècle ; la préface du coutumier de Vermandois la date de 902.

Pour en revenir au dénombrement de 1385, deux de ses articles mentionnent ses droits de propriété sur une partie des eaux de la Somme.

1. Ce nom s'employait dans nos régions pour désigner le mari lui-même comme protecteur d'un incapable, sa femme. La coutume de Péronne, article 124, s'exprime ainsi : « Le mari a le gouvernement et l'administration des immeubles et héritages de sa femme et sans procuration d'elle, peut agir en son nom comme mari et bail.

L'article 25 dit : « Item appartient audit fief de
« Briost le *vivier et pêquerie du vivier de Saint-Christ*,
« avec le sauroir et la maison et jardin du sauroir et
« la montée as roches dans la rivière de Somme. »

Et l'article 26 s'exprime ainsi :

« Item l'eau et pêquerie de l'eau dessous Briost,
et la montée des roches qui coûte à bourber et à net-
toyer chacun an qui vaut qu'elle vaille. »

Nous reviendrons plus loin sur la « montée aux roches ».

Il résulte de ce dénombrement qu'au ^{xiv}^e siècle, les eaux de Saint-Christ et de Briost qu'on appelait alors « viviers » (expression aujourd'hui désuète qu'on a remplacée par le mot d'étang) étaient propriétés seigneuriales, comme dépendant du fief de Briost.

De la famille des comtes de Boulogne et d'Auvergne le fief de Briost passa par suite de succession dans la maison de La Tour d'Auvergne. Par sa mère Madeleine de Boulogne, femme de Laurent de Médicis, Catherine de Médicis, reine de France, hérita d'une partie des biens de la maison de La Tour d'Auvergne et parmi ceux-ci de la seigneurie de Briost.

On trouve trace d'un acte du 27 octobre 1550 par lequel Catherine de Médicis, alors propriétaire de cette seigneurie, la donna à bail. Puis en 1553 la seigneurie de Briost — y compris naturellement partie des eaux de la Somme — fut vendue à Louis d'Oi-

gnies ou d'Ongnies, la vente fut approuvée par le roi Henri II par acte séparé (1).

De la maison d'Oignies, le fief de Briost passa dans celle d'Ailly dont l'héritière Charlotte-Eugénie l'apporta en mariage, avec le comté de Chaulnes, à Honoré d'Albert, seigneur de Cadenet, qu'elle épousa en 1619. A partir de cette époque, Briost resta dans la famille des comtes puis des ducs de Chaulnes dont il ne sortit qu'en 1771, par suite de la liquidation judiciaire de la succession du dernier duc de Chaulnes.

Les eaux de Saint-Christ et de Briost furent alors vendues séparément à un particulier.

Les eaux limitrophes de celles de Briost étaient, dans le cours du xv^e siècle, la propriété du seigneur d'Aplaincourt ; mais nous n'avons pas sur les titres de propriété de ces eaux de renseignements précis.

Venait ensuite le domaine de la Commanderie d'Éterpigny, comprenant, comme celui de Briost, des étangs de la Somme. Une partie de ces eaux « situées en la rivière de Somme proche Bayencourt consistant en seize journaux et demi d'Éaüe en une pièce au lieu appelé l'Éaüe de Notre-Dame d'Arrouaïze » fut constituée en un fief distinct, probablement dans le courant du xv^e siècle. Ce fief, relevant de la commanderie « sous le serment de fidélité loy et hommage », était chargé « des droits de revenu de l'année et de

1. Les deux actes de vente se trouvent aux *Archives nationales*.

chamballage de 25 livres dans tous les cas voulus par la coutume de Péronne et en outre envers la Commanderie de 14 livres de rente foncière payable pour moitié aux jours de Saint-Rémy et de Quasimodo de chacune année ».

Cette partie de la Somme qui, à elle seule, composait un fief, appartenait en 1526, d'après les documents réunis, à M. Baude-Morel, seigneur de Cremery, demeurant à Péronne, pour l'avoir recueilli dans le mémoire de Philippe Morel son père. Il appartint ensuite à Philippe Morel second du nom, et, après le décès de celui-ci, la propriété se divisa : une moitié revint à Claude Morel, et l'autre, moitié se divisa elle-même et appartint pour un quart à Philippe le Caron, écuyer, en tant qu'époux de M^{lle} Marguerite Morel et pour un quart à Adrien Pieffort, comme époux de Marie Guédon qui représentait Marie Morel sa mère ; Claude, Marguerite et Marie Morel étant seuls enfants et héritiers de Philippe Morel leur père.

Le quart appartenant à Adrien Pieffort et Marie Guédon son épouse, passa ensuite à Catherine Pieffort, leur fille, qui épousa Pierre du Croc ; leur fille, Catherine du Croc, épouse de Jean de Frémicourt leur succéda ; puis étant elle-même décédée sans enfant, son quart de propriété sur les eaux passa à Charles Frazier, son neveu.

Ce même quart devint ensuite vers 1750 la propriété de Charles-Antoine Frazier, seigneur de Biars,

tant de son chef, comme héritier de Charles Frazier son père, que comme donataire entre vifs de Dominique Frazier chanoine de Saint-Fursy, son frère.

Quant aux trois autres quarts de la même propriété, ils appartenaient, vers la même époque, à Louis-François-Pierre Pingré de Frecamps, écuyer, demeurant à Amiens et de M^{lle} Marie-Josèphe Pingré, sa fille.

Comme titres ou pièces concernant cette propriété seigneuriale, nous trouvons d'abord l'indication de reliefs ou dénombrement présentés devant les officiers de la commanderie d'Éterpigny, dont l'un du 15 juin 1689 par « Noble Jean de Frémicourt, tant en son nom comme mari et bail de D^{lle} Catherine du Croc que comme fondé de pouvoir de Charles Morel, écuyer, demeurant à Amiens. »

Nous avons surtout une suite de baux consentis pendant près de deux siècles par les propriétaires successifs de cette partie de la Somme.

Le premier, du 21 avril 1526, fait devant notaires, constate la location par Baude Morel, seigneur de Cremery demeurant à Péronne à Antoine Lemaire poissonnier à Soibotécluse « de toutes les eaux appartenantes au sieur bailleur de la succession du sire Philippe Morel son père, *situées en la rivière de Somme* assez près de Bayencourt. » Ce bail est fait pour douze ans et moyennant 10 livres de redevance annuelle.

Le second bail, du 28 mai 1547, rejette la même désignation des eaux louées mais en indique la conte-

nance : 16 journaux et demi ; il est fait également pour douze années et moyennant la même redevance, mais de plus le preneur s'oblige à payer 14 livres tournois pour les cens et rentes que lesdites eaües peuvent devoir et que l'on a coutume de payer au commandeur d'Éterpigny.

Le bail suivant du 8 juillet 1577 est conçu à peu près dans les mêmes termes ; mais avec celui du 24 août 1609 la redevance devient de 12 livres et 4 carpes.

Le premier bail que nous avons ensuite est du 27 mars 1714 ; il ne se rapporte plus qu'au quart des « 16 journaux et demi d'eau situés en la rivière de Somme » partie appartenant alors à Catherine du Croc veuve de Jean de Frémicourt. La redevance est portée à cette époque à 20 livres et 4 canards ; elle devient, dans un autre bail du 27 mars 1761, de 24 livres et enfin dans le dernier bail que nous avons sous les yeux, en date du 11 septembre 1769, elle est de 30 livres en argent, toujours pour le même quart de la propriété.

La progression du loyer était, comme on voit, très sensible ; elle s'explique, dans le dernier bail, par cette clause qui y est insérée « A été convenu enfin qu'il sera loisible aux preneurs de fermer à leurs risques et périls et fortunes et à leurs frais et coût les eaux ci-dessus affermées en tout ou en partie soit en chaussées, soit en clayettes ainsi qu'ils le jugeront

à propos, sans néanmoins que le sieur bailleur soit tenu de garantir les dites fermetures et où les dites fermetures subsisteraient sans aucune opposition pendant le cours du présent bail, les dits preneurs seront tenus de les rendre en bon et suffisant état à la fin d'icelui, à peine de tous dépens, dommages et intérêts, et dans le cas où les dites fermetures viendraient à être supprimées par tous autres faits que par celui des bailleurs, la redevance ci-dessus n'aura plus lieu que pour vingt-quatre livres qui est l'ancienne redevance... »

C'est qu'en effet, l'établissement de barrages fermant les eaux louées leur donne une plus-value sensible en rendant beaucoup plus efficace l'empoisonnement.

Ce fief, composé uniquement d'eaux « situées en la rivière de Somme », est un exemple frappant de propriété seigneuriale portant sur les étangs : n'étaient les redevances féodales dont elle se trouve frappée, en tant qu'elle relève d'un autre fief, cette propriété ne se distinguerait pas d'une simple propriété privée actuelle.

Est-il besoin d'énumérer les autres propriétés seigneuriales constituées sur les étangs de la Somme ? On pourrait citer les eaux de la seigneurie de Cléry en rappelant, pour faire ressortir leur appropriation privée, les baux du xvi^e au xviii^e siècle, dont nous avons déjà parlé, pour montrer l'existence ancienne

des clayettes ; on pourrait également citer les étangs de Frise qui constituaient, eux aussi, une propriété seigneuriale, objet de baux ou de ventes, comme toute propriété, témoin, par exemple, un décret aux requêtes du Palais, en date du 11 août 1685, qui les adjugea au marquis d'Estourmel. De même les étangs de Feuillères constituaient un fief dont les seigneurs étaient les doyen et chapitre de l'Église collégiale de Saint-Fursy de Péronne et les étangs d'Éclusiers et Vaux avaient pour seigneurs les doyen, chanoines et chapitre de l'abbaye de Saint-Waast d'Arras.

A côté des propriétés seigneuriales où les exemples abondent, on peut citer, par analogie, les propriétés que de nombreuses communautés ou hospices possédaient sur les eaux de la Somme, de Béthencourt à Bray. Pour n'être pas des fiefs ou des dépendances de fiefs, ces eaux étaient néanmoins appropriées au profit de maîtres qui les exploitaient d'une façon exclusive. Les Révérends Pères minimes de Péronne possédaient ainsi quelques hectares d'étangs. D'après les documents relevés aux *Archives de Péronne* (1), cette propriété leur avait été donnée, suivant contrat en date du 16 juin 1617, par un bourgeois de Péronne, Jean Boudoult; elle consistait en neuf jour-

1. Notes prises par M. Dehaussy de Robecourt, avocat du roi au bailliage de Péronne et mayeur de la ville en 1769 concernant les eaux des Révérends Pères minimes de Péronne. *Archives de Péronne*, lettre F, n° 1.

naux d'eaux à prendre indivisément, en dix-huit journaux en une pièce à l'encontre des héritiers de feu damoiselle Marguerite Quénel, femme dudit Boudoult, « — séant ès-eaux, d'entre la commanderie d'Éterpigny et celles de Bayencourt-les-Péronne, tenant et « aboutant les dits dix-huit journaux aux eaux des « héritiers de Pierre Cremery (1) par bas aux eaux de « la commanderie, d'autres bas aux communs de Péronne, par haut, aux eaux de MM. du chapitre de « Saint-Fursy et aux eaux de l'Hôtel-Dieu Saint-Jean « de Péronne... » — Aussitôt après la donation, le 20 juin 1617, les Pères minimes louaient leurs eaux à un poissonnier de Péronne.

La seconde moitié de la propriété, qui était restée aux héritiers de M^{me} Quesnel épouse du donateur, se transmet de génération en génération pour appartenir enfin à la fin du xvii^e siècle à Marie Doisy, épouse de Jean Choquel, conseiller du roi, président, lieutenant général de Péronne. A sa mort, les enfants et héritiers de cette dame, en exécution de ses pieuses intentions, donnèrent aux Pères minimes, par un acte du 29 décembre 1706, les neuf journaux d'eau faisant partie de la propriété dont ils possédaient déjà la moitié par indivis.

Les Pères minimes, dès lors, propriétaires de 18 journaux d'eaux *situés en la rivière de Somme* (environ

1. Pierre Morel, seigneur de Crémery.

7 h^a 38) louaient leur propriété, ainsi qu'en témoignent des baux nombreux. La redevance stipulée qui était de 50 livres dans un bail du 18 février 1738 et dans le suivant du 17 janvier 1847 fut portée à 60 livres dans un autre bail du 24 janvier 1755, puis à 90 livres dans un autre bail du 21 juin 1863.

L'église collégiale et royale de Saint-Fursy de Péronne possédait également une grande partie d'eaux de la Somme, tenant aux eaux des Minimes, et que son chapitre louait à des particuliers : Elle posséda aussi une petite partie de la propriété des Minimes ainsi qu'il résulte d'un bail du 20 juin 1791, fait par le chanoine de Saint-Fursy. Ce bail avait en effet pour objet, d'après les termes mêmes de l'acte : « Premièrement trois journaux trente-sept verges demie d'eau ; quantité indivise de neuf journaux appartenant ci-devant aux Minimes de Péronne, lesquels neuf journaux formant moitié également indivise de neuf autres journaux qui appartenaient en entier aux mêmes Pères minimes, lesquels trois journaux trente-sept verges demie sont à prendre du côté de la Cantereine et Bayencourt, dans *le courant de la rivière*, et l'endroit où se trouve le grand vier... » On pourrait, comme exemple de propriétés constituées sur les eaux de la Somme, citer encore celle de l'Hôtel-Dieu Saint-Jean de Péronne ainsi désigné dans les baux : « *située dans la rivière de Somme et tenant d'un bout aux eaux de la Comman-*

derie d'Éterpigny, par haut aux eaux de Bayencourt, d'un côté au commun et par bas aux eaux du chapitre de Saint-Fursy de Péronne. » Ces eaux étaient louées, par adjudication, par les mayeur et échevins de Péronne et l'administration des biens de l'hospice ; les *Archives de Péronne* (1) contiennent, relativement à ces eaux, une série de neuf baux se faisant suite dont le premier en date est de 1683.

Citons en dernier lieu la propriété de la Fabrique Notre-Dame de Bretagne « d'une quantité de soixante et onze journaux trente-cinq verges et même plus suivant les titres... le tout situé en une pièce en la *rivière de Somme* près Péronne, Éterpigny et Bayencourt. »

Notons, à titre de curiosité, quelques clauses d'un bail de ces eaux consenti en 1791 (2). Il était stipulé que les représentants du bailleur devraient chaque année visiter les lieux loués pour en connaître l'état et, outre la redevance annuelle qui était de 350 livres, il était convenu que « lors des visites ci-dessus désignées pour les mardis d'après la Trinité de chacune année, les dits preneurs seront tenus de fournir et livrer deux pâtés composés de *plusieurs belles anguilles* chacun et *douze bouteilles de vin du meilleur pour le déjeuner des députés à la dite visite et de leurs notaires* »...

1. *Archives de Péronne*. Lettre GG, n° 8, baux de Sobotécluse.

2. Emprunté à M. E. Lebel : *La Pollution des Eaux*, p. 22.

Il est inutile d'insister davantage sur l'appropriation privée des étangs de la Somme avant la Révolution ; les quelques titres que nous avons examinés suffisent à montrer que les propriétés constituées « en la rivière de Somme » entre Béthencourt et Bray, soit au profit des seigneurs, soit au profit des communautés ou hospices, n'étaient pas une exception dans cette partie de rivière mais y constituaient au contraire, avec les *communs*, le régime normal. Aussi bien ces actes suffisent-ils pour indiquer le caractère aussi absolu qu'il était possible à l'époque féodale de ces propriétés d'eaux qui ne présentaient pas de différences avec les propriétés de terres ou de bois.

CHAPITRE V

Les droits de garde portant sur les étangs de la Somme

SECTION I

QU'ENTENDAIT-ON PAR « DROITS DE GARDE » ?
EN EXISTAIT-IL SUR LES ÉTANGS DE LA SOMME ?

Outre le droit de propriété qu'ils exerçaient par titres ou par prescription sur la rivière de Somme, les seigneurs possédaient d'autres droits, d'une nature particulière, susceptibles de s'étendre au delà des limites de leur seigneurie et que l'on ne peut passer sous silence, lorsqu'on étudie l'histoire des étangs de la Somme : c'étaient des droits de garde ou garennes.

L'origine de ces droits remonte au début du régime féodal. A cette époque de trouble et d'anarchie où on ne connaissait d'autre loi que la force, d'autre titre que l'usurpation et presque d'autres manières d'acquérir que le brigandage, les seigneurs, appauvris par leurs guerres domestiques et la misère de leurs sujets, ne trouvaient d'autres moyens de subsister que

d'entrer à main armée sur les terres de leurs voisins et d'en piller les habitants. Ceux-ci achetaient de leurs seigneurs le droit de réclamer leur protection ; souvent aussi les seigneurs eux-mêmes, trop faibles pour se défendre, achetaient la protection d'un seigneur plus puissant. Le titre de cette protection s'exprimait généralement par le terme de « garde ». On trouve dans le « glossaire » de Ducange les preuves de cet ancien usage sous une grande variété de noms, *salvamentum*, *muetta*, *caula*, *Commendatio*... etc., mais surtout sous celui de Warda, mot d'origine germanique dont la racine est Wahren, garder. Un dérivé de Warda est le terme de Warennna, d'où l'on a fait garenne. Ce terme s'appliquait aussi bien à l'eau qu'à la terre. Il ne correspondait pas du tout alors à l'idée que nous nous faisons aujourd'hui d'une garenne, c'est-à-dire un lieu clos où l'on conserve et élève le gibier. Cette expression désignait, non une chose corporelle, mais un droit : celui d'avoir, de conserver pour soi-même et d'interdire aux autres la chasse et la pêche, dans une étendue quelconque, suivant la qualité ou plutôt la puissance de celui qui avait ce droit.

Beaodrillard, dans ses notes sur l'ordonnance de François I^{er} de mars 1515, donne cette explication du droit de garenne : « C'est le droit de prohiber la chasse dans les forêts et buissons, car garenne, en ce temps-là, ne signifiait pas un lieu borné où l'on

met des lapins mais le droit de prohibition de chasser dans une terre ou dans un lieu. » Championnière donne des garennes une définition un peu différente dans son expression moderne : « C'étaient, dit-il, des servitudes de chasse et de pêche, établies par les seigneurs, généralement par force, sur des terres qui ne leur appartiennent pas (1). »

La garde emportait nécessairement autorité, commandement et juridiction ; mais celle-ci n'avait rien de commun avec la juridiction seigneuriale ; elle s'étendait au delà du territoire du protecteur ; étant de même nature que le titre auquel elle devait son existence, elle n'était pas perpétuelle, puisque la protection était son objet. Un seigneur assez puissant pour être protecteur, pouvait ensuite devenir assez faible pour avoir besoin d'être protégé. Enfin des avantages considérables étaient attachés au titre de garde. Formant une espèce de souveraineté pour celui qui s'en emparait ou à qui elle était déférée, elle l'autorisait à imposer arbitrairement aux habitants des districts qu'il honorait de sa protection une infinité de taxes, de redevances et de rentes... Si bien que, ce qui n'était peut-être au début qu'un tribut volontaire de reconnaissance du protégé envers son protecteur, devint par la suite le titre d'une dette injustement exigée.

Louis le Débonnaire consacra les droits de garde

1. Championnière. *Traité des Eaux*, t. I, p. 92.

qui s'appuyaient sur une possession immémoriale, mais défendit d'en établir de nouveaux. A ce moment, du reste, il n'y avait plus de prétexte à l'établissement de ces droits : la royauté était assez forte et les sujets n'avaient plus besoin d'autre gardien et d'autre protecteur que le roi. Outre le droit de propriété qui s'exerçait sur elle, la Somme, entre Béthencourt et Bray, était-elle soumise à des droits de gardes ou à des servitudes de garennes ?

Il est certain qu'il n'existait pas de garennes de pêches. Les dénombremens des diverses seigneuries de la région ne mentionnent pas de droits de ce genre ; on peut dire qu'il n'existe pas dans la rivière de Somme de parties appartenant à un seigneur ou à une commune et dans laquelle un autre seigneur aurait eu un droit exclusif de pêche. On trouve seulement sur ces eaux une sorte de garenne de chasse : le droit de chasse aux cygnes que nous étudierons plus loin.

Quant aux autres droits de garde, il en existait quelques-uns sur la Somme, dont le principal était le droit de « montée aux roches ». Le dénombrement de la seigneurie de Briost en 1389 que nous avons cité plus haut mentionne par exemple les droits de *quévelage, de coutumes, de douzaines, de rente, de fauvement, de muelle, de caule, de fognies*. Il fixe les limites dans lesquelles les droits de garde s'exercent sur la rivière de Somme.

« Item, dit l'article 32, apend audit fief et seigneurie, la garde et toute seigneurie et justice, la connaissance, punition, correction et amendes à *cause de* « *garde* par toutes les ieaus, viviers et rivières dessus « dites ainsi que dessus sont limitées tant ez propres « ieaux et rivières dudit seigneur de Briost qu'ez « ieaux qui sont communes comme dit est; c'est à savoir le garde du point du chemin de l'ieau et le « train de l'erche et de tout poisson pris et peschie « dessous... etc... »

« Ainsi que dessus sont limitées », dit cet article ; or les limites avaient été fixées dans les articles précédents à propos de la chasse aux cygnes.

SECTION II

LA CHASSE AUX CYGNES

La chasse aux cygnes était un divertissement très apprécié dans les temps anciens. Ce n'était pas un plaisir du commun ; on en avait fait un droit exclusif pour les seigneurs, pour que le plaisir en fût exclusif également. *Cynos habendi jus non omnibus erat*, dit Ducange.

Peut-être la Somme était-elle plus propre que toute autre rivière à l'élevage des cygnes, ou peut-être les seigneurs voisins se passionnaient-ils particulièrement pour ces animaux, mais il est certain que les

cygnes abondaient sur la Somme plus peut-être que partout ailleurs. Les annales de la ville d'Amiens nous ont conservé le souvenir de ceux de l'évêque et du chapitre, de ceux de l'abbaye de Corbie, des seigneurs de Rivery, de Blangy, de Pecquigny. Chaque propriétaire de cygnes marquait les siens, à côté du bec, à ses armes ou à son seing particulier ; l'évêque d'Amiens les marquait d'une crosse au côté droit du bec, le chapitre d'une croix, l'abbaye de Corbie d'une clef, etc...

L'usage était le même du côté de Péronne et surtout à Briost où la rivière était particulièrement peuplée de cygnes. Le dénombrement du fief de Briost de 1835 est, sur ce chapitre, particulièrement étendu.

L'intérêt de la possession des cygnes ne se bornait pas au seul plaisir de les avoir. Il devait être plus immédiat et présenter quelques caractères d'utilité, puisque, dans le bail de la seigneurie de Briost en 1550 que nous avons déjà cité, Marie de Médicis, propriétaire, se réserve le profit des cygnes qui habitaient ses eaux.

Le plus grand intérêt de ceux-ci était l'agrément qu'en procurait la chasse aux seigneurs qui y avaient droit. Cette chasse, qui n'était qu'un jeu, était une sorte de droit de garenne que possédaient certains seigneurs sur des eaux qui ne leur appartenaient pas.

Voici en quoi elle consistait :

Les cygnes, que ne gênaient pas les clayettes, cou-

raient en liberté sur toute l'étendue de la Somme et se multipliaient dans les roseaux.

Comme chacun d'eux devait faire l'objet d'une appropriation spéciale d'un des seigneurs, qui le marquait à son chiffre, il fallait à certains moments de l'année reconnaître à qui appartenaient les jeunes et les marquer. Pour cela on rassemblait tous les cygnes de la contrée, le jour convenu entre les seigneurs et cette opération portait le nom de « chasse aux cygnes ». Quand tous les cygnes étaient rassemblés, on procédait au recollement des vieux et à la marque des jeunes. On commençait par écarter les vieux par paires : les petits les suivaient et il était facile de s'en saisir et de les marquer aux armes de leur père et mère. En cas de « forlignage » comme on disait alors, on marquait la moitié aux armes de la mère et l'autre moitié aux armes du père. Si les petits étaient en nombre impair, le sort désignait à qui appartiendrait celui qui restait. Tous les détails de la cérémonie étaient ensuite consignés dans un procès-verbal dressé par le corps des officiers de justice qui y avaient assisté (1).

L'usage de cette « chasse aux cygnes » qui était une fête pour les différents seigneurs rassemblés, semble avoir duré jusqu'au xvi^e siècle environ. Des

1 La description de cette chasse se trouve rapportée dans les antiquités de la ville d'Amiens par Lamarlière, livre I.

mœurs différentes firent perdre le goût de ces plaisirs de campagne et il en fut surtout ainsi quand les seigneurs quittèrent la province pour venir se fixer à Paris où les retenaient des distractions d'un autre ordre.

Le droit de chasse aux cygnes, avons-nous dit, était une sorte de droit de garenne que les seigneurs exerçaient sur des eaux ne leur appartenant pas en propre. Ceci ressort notamment de plusieurs articles du dénombrement de 1385, fixant les droits des seigneurs de Briost.

Le comte de Boulogne expose d'abord dans l'article 30 la propriété des cygnes et les lieux où elle s'étend.

« Item a le sire de Briost grand planté des cheignes
« et aires (1), signés à son seing, tant à lui seul qu'à
« moitié, étant esdites rivières d'Ingon (2) comme en
« la rivière de Somme et grand planté de cheyignes
« et oiseaux en plusieurs eaux et rivières ailleurs
« *tant que Somme dure...* »

A juger de l'étendue des droits du seigneur de Briot par cette dernière expression, *tant que Somme dure* on pourrait être tenté de croire que ces droits portaient sur tout le cours de la Somme depuis sa source jusqu'à son embouchure. Mais l'article suivant

1. C'est-à-dire grande quantité de cygnes et nids.

2. Rivière qui se jette dans la Somme avant Béthencourt.

vient détruire cette idée en fixant à la hauteur de Brunetelles, en descendant la Somme, le terme du droit du seigneur de Briost.

Art. 31. — « Item a ledit de Boulogne à cause dudit fief de Briot tous les cheygues épavisés et forseignés (égarés et portant un autre seing que le sien) par tous lesdits viviers et eaux d'Ingon de Somme et d'Omignon, au-dessus d'Aubinpont. » Ici commence la fixation des limites de ce droit. La chaussée de Saint-Christ est donnée pour moyen terme, et le comte de Boulogne part de là pour marquer l'étendue de son droit en descendant la Somme et en la remontant. Voici les termes de dénombrement pour la partie inférieure.

« Jusques et outre la cauchie (1) de Saint-Christ et la cauchie de Briost, de Sorel et d'Aplaincourt et au-dessous de la cauchie de Briost tant *que l'ieau commune dure jusqu'à Brunetel* ».

Voilà le sens de l'expression de l'article précédent « tant que Somme dure », c'est-à-dire tant que s'étendent et se poursuivent les eaux communales de Briost, c'est-à-dire jusqu'à la hauteur de Brunetel. Pour la partie supérieure à la chaussée de Saint-Christ, le dénombrement porte :

« Et depuis la cauchie de Saint-Christ au-dessus « d'icelle cauchie jusques et outre la logette dudit

1. Cauchie, c'est-à-dire chaussée.

« vivier de Saint-Christ par tout le vivier d'Omignon
« et au-dessus, *tant que l'eau commune dure vers*
« *Hennemain* seul et pour le tout. »

« Depuis l'issue dudit vivier de Saint-Christ, sitôt
« comme on entre ez ieues de l'abbesse de Soissons. » Le surplus de l'article ne regarde que le partage avec l'abbesse de Soissons des cygnes « épavisés et forseignés ». Ces limites étaient les mêmes pour le droit de juridiction, ainsi qu'il résulte de l'article 32 du dénombrement que nous avons cité à la fin de la précédente section.

Il résulte nettement des deux articles que nous venons d'étudier que le droit de chasse aux cygnes dont jouissait le seigneur de Briost était loin de s'exercer seulement sur les eaux lui appartenant, il s'exerçait surtout sur les eaux communales des environs, c'est-à-dire sur des eaux appartenant en propre aux communes et à leurs habitants, comme nous l'avons vu ci-dessus, et sur lesquelles le seigneur n'avait aucun droit de propriété, mais seulement des droits de servitudes ou droits de garde et de garenne dont ce droit de « chasse aux cygnes » est un des plus intéressants exemples.

Il en était de même ailleurs que dans le fief de Briost ; toutes les eaux n'étant pas propriétés seigneuriales étaient soumises de la part d'un seigneur voisin à ce droit de garenne particulier. Les mayeur et échevins de Péronne, en tant que seigneurs, avaient

ainsi le droit de « chasse aux cygnes » sur une partie de la Somme ; ils avaient fait de cette chasse une fête à laquelle prenaient part successivement les corps ecclésiastiques d'abord, puis la noblesse, et, en dernier lieu, le peuple.

SECTION III

LA « MONTÉE AUX ROCHES ». PROCÈS DU DUC DE CHAULNES

Le droit de « montée aux roches » ou « montée as roches » est, à notre avis, l'un des plus originaux qui aient été établis sur cette partie de la Somme comprise entre Béthencourt et Bray.

L'existence de ce droit a été très contestée, lors d'un procès qui fit quelque bruit et dont nous parlerons plus loin.

Qu'entend-on par « montée aux roches » ? La roche est un poisson blanc, fort commun, peut-être le plus commun, mais certainement le moins estimé de la Somme.

Quant au mot de « montée » on lui a prêté des significations différentes. Ce n'est pas un droit incorporel, a-t-on prétendu, mais une chose corporelle.

Le terme de « montée aux roches » ne serait que l'expression indicative d'un lieu où le poisson et particulièrement la roche avait l'habitude de se retirer et de séjourner. « Montée aux roches » serait synonyme de fosse à roches.

Il semble pourtant qu'à une époque très reculée tout au moins, la « montée aux roches » ait été pour le seigneur de Briost, qui en était titulaire, un droit assez important, à la fois « honorifique » et « utile ». Honorifique en ce qu'il assujettissait tous les propriétaires des eaux et moulins de la Somme depuis Briost jusqu'à Bray à lever au commandement des officiers de la justice de Chaulnes et à tenir levé pendant un certain intervalle de temps un des vantaux des rayères de leurs moulins; utile, en ce que, ne trouvant plus d'obstacle, les roches pouvaient remonter le cours de la Somme jusqu'à Briost et peupler la fosse du seigneur; mais utile surtout, comme tout droit de garde, en ce qu'il devait être pour le seigneur une source importante d'amendes directes ou d'indemnités de rachat.

Il faudrait voir dans ce droit de « montée aux roches », un droit de garde d'une espèce particulière qui aurait été attribué à un seigneur de Briost en récompense de services rendus ou de protection accordée par lui à d'autres seigneurs dont les fiefs auraient compris quelques parties des eaux de la Somme.

Quoi qu'il en soit sur l'origine de ce droit, il donna lieu en 1765 à un procès assez retentissant.

Voici les faits :

Pour sanctionner l'exercice de droit, c'est-à-dire l'obligation pour les différents propriétaires d'eaux de Capy à Briost de lever leurs vantaux sur la réqui-

sition de ses officiers, le seigneur de Briost, duc de Chaulnes, avait édicté des peines excessivement sévères contre ceux qui y contreviendraient. La première contravention devait être punie d'une amende de cent marcs d'argent ; la seconde d'une amende de cent marcs d'or et la troisième de peines corporelles. C'est avec ces menaces effrayantes que les gardiens des vannes voyaient arriver chez eux le cortège des officiers du duc de Chaulnes. On levait les vantaux et procès-verbaux étaient dressés. D'ailleurs, moyennant une honnête rétribution, les officiers voulaient bien se montrer conciliants et ils n'avaient pas quitté le gardien que les vannes étaient déjà baissées.

Les faits auraient probablement continué à se passer ainsi et le droit de « montée aux roches » n'eût plus été que purement honorifique, si l'idée de tirer un parti utile pour le seigneur de Briost d'une cérémonie jusqu'alors stérile, du moins pour lui, ne l'eût porté à exagérer ses prétentions : il annonça aux seigneurs propriétaires des eaux et moulins, qu'à l'avenir, il exercerait son droit dans toute sa rigueur, à moins toutefois qu'ils ne préférassent s'entendre avec lui à l'amiable. Ces propriétaires, réduits alors à l'alternative de devenir tributaires du duc de Chaulnes ou de voir ruiner leurs eaux par l'exercice d'un droit qui aurait pour eux de graves conséquences, prirent le parti de résister.

Sur une demande en complainte portée devant la

Cour, le duc de Chaulnes obtint gain de cause par un arrêt du 20 mai 1761. Mais la Cour, par le même arrêt, réserva aux propriétaires des eaux la faculté de se pourvoir au pétitoire ; ce qu'ils firent. Fort de l'arrêt qui lui donnait provisoirement raison, le duc de Chaulnes se mit immédiatement en devoir d'exercer son droit et fit lever tous les vantaux des chaussées entre Briost et Capy. Cette opération eut des conséquences regrettables. Les eaux, n'étant plus retenues, s'écoulèrent rapidement, laissant la rivière presque à sec. Les moulins ne tournaient plus, et le poisson mourait. Le lit de la rivière, mis à découvert, exhalait des odeurs méphitiques qui firent craindre une épidémie.

Les mayeur et échevins de Péronne demandèrent alors que procès-verbal fût dressé de l'état des lieux, ce qui fut fait le 28 août 1761. La Cour ordonne alors, par un arrêt du 4 septembre 1761, que les vantaux soient baissés dans l'intérêt public, mais sans rien préjuger sur le fond du droit. Après plusieurs arrêts contradictoires, le duc de Chaulnes proposa aux parties intéressées de s'entendre avec lui.

Moyennant l'abandon d'un revenu de 10 livres par chacun des propriétaires intéressés, il s'engageait à laisser éteindre son droit.

Les différents propriétaires ayant refusé de composer, vint le procès sur le fond du droit, devant la Cour en 1765. Selon l'usage, les parties au procès déposè-

rent un mémoire où elles exposaient leurs prétentions et critiquaient celles de leur adversaire.

Nous n'avons pas le mémoire que déposa le duc de Chaulnes, par contre, nous possédons le mémoire des demandeurs, qui étaient les doyen, chanoines et chapitre de l'Église collégiale de Saint-Fursy ; seigneur de Feuillères, les abbés, grand Prieur et religieux de l'Abbaye de Saint-Vaast d'Arras, seigneur d'Éclusier et Vaux, les mayeur et échevins de la ville de Péronne, le baron de Montault et Simon Charles Bernard, écuyer, seigneur de Cléry. Ce mémoire (1), véritable document d'histoire locale, fut rédigé par l'abbé Farjonel, rapporteur, M^e Gervais avocat, et Gaudefroy, procureur.

Nous possédons également une « addition de mémoire servant de réponse » (2) dressé également pour les demandeurs par les mêmes rapporteur, avocat et procureur.

D'après ces deux mémoires, il est facile de voir par quels arguments le duc de Chaulnes étayait son droit.

La première partie du mémoire, dit le rapporteur, consistera en trois propositions ; on établira dans la première que les titres du duc de Chaulnes ne lui

1. De l'imprimerie. L. Cellot, rue Dauphine, 1765.

2. De l'imprimerie de Michel Lambert, rue des Cordeliers au collège de Bourgogne, 1766.

donnent point le droit qu'il prétend et qu'il n'a jamais joui de ce droit.

On prouvera dans la deuxième que l'intérêt public réclamerait contre l'exercice d'un pareil droit.

Enfin, dans la troisième, que ce droit ne contient aucun objet d'utilité pour le duc de Chaulnes, qu'il lui est même nuisible.

Que ce droit de « montée aux roches » n'ait eu aucune utilité directe, du moins, depuis un temps très long, les clayettes qui barraient le cours de l'eau s'opposant à ce que les roches puissent remonter le courant, cela ne prouve pas qu'un tel droit n'ait jamais existé. Le simple fait d'être honorifique et d'être un motif d'amendes ou de taxes eût été un avantage suffisant.

Nous ne nous attacherons pas davantage à la deuxième proposition. L'exercice de ce droit est assez nuisible au public pour devoir être empêché à l'avenir, il ne s'en suit pas qu'il n'y ait jamais eu de droit.

Nous avons vu d'ailleurs qu'avant 1760, on ne l'exerçait que pour la forme.

La première proposition a pour nous beaucoup plus d'intérêt, puisque ce sont les titres mêmes du droit que l'on y discute.

Et d'abord, quels sont ces titres présentés par le duc de Chaulnes ? Ce sont :

1° Deux articles du dénombrement de Briost que

nous avons déjà cités à une autre occasion : « Item « appartient audit fief de Briost..... et la montée des « roches en la rivière de Somme » — « Item l'yeau... et « la montée aux roches qui coûte à bourber et à net- « toyer chacun an qui vaut qu'elle vaille... » 2° Un bail de la seigneurie de Briost, passé le 27 octobre 1550, où se trouve cette clause :

« Seront aussi tenus, les preneurs de payer par chacun des dits douze ans aux officiers dudit Briost, pour la dépense qu'ils feront en allant faire voirie et montée aux roches des écluses de Frise, Vaux, Feulrières, Bazincourt, Cléry, Péronne et autres, la somme de 48 sols tournois. » 3° Un compte rendu par le receveur de Briost le 9 décembre 1587, où l'on trouve un exposé détaillé du droit de « montée aux roches » avec les détails les plus circonstanciés sur la manière dont il s'exerçait, en faisant lever les vantaux des raières ; et sur l'époque à laquelle on faisait cette levée : c'était entre les deux Notre Dame d'août et septembre.

4° La copie d'un écrit du 27 mai 1651, par lequel il paraît que Louis d'Ailly, duc de Chaulnes, permet au marquis d'Estourmel, seigneur de Fouilloy, de baisser à l'avenir les vantaux de la raière de Fouilloy, aussitôt après qu'il aura été levé par les officiers de la justice de Chaulnes.

5° Enfin un grand nombre de procès-verbaux faits par les officiers de la justice de Chaulnes.

« De toutes ces pièces, dit le rapporteur du mémoire pour la ville, on ne voit que l'aveu ou dénombrement qui soit susceptible de la qualification de titre. Les autres ne sont que des actes privés, incapables de faire preuve, si ce qu'elles annoncent n'est attesté par ailleurs. » Mais si ces pièces sont, en effet, *res inter alios acta* vis-à-vis de ceux à qui on prétend les opposer, il n'en reste pas moins qu'elles attestent l'exercice, pendant un certain temps, au profit du seigneur de Briost, de ce droit de « montée aux roches », qui n'est pas le moins original des droits de garde établis sur cette partie de la Somme.

Quant au dénombrement que le rapporteur du mémoire reconnaît bien pour un titre, il lui fait, à vrai dire, des reproches assez graves. D'abord, dit-il, il est unique, et c'est chose singulière que la seigneurie de Briost, ayant passé par tant de mains depuis 1385, on veuille persuader qu'il n'en a point été fourni d'aveu... S'il en a été rendu d'autres, de ce qu'ils ne paraissent pas, on est autorisé à conclure qu'ils ne contiennent pas le droit prétendu.

Puis les formalités exigées pour la validité de l'aveu n'auraient pas été remplies.

Mais le reproche le plus grave est celui-ci : les gens d'affaires du duc de Chaulnes prétendent que le droit qu'il réclame provient de la concession du roi. Or, le fief de Briost n'était pas une concession du roi mais des comtes de Vermandois. « Ce fait n'est rien moins

« qu'indifférent, écrit le rapporteur, on peut même
« ajouter que, dans les principes de la féodalité, il
« implique contradiction avec le droit que prétend
« M. le duc de Chaulnes. En effet, c'est sur des sei-
« gneuries étrangères et dont aucune n'était mou-
« vante du comté de Vermandois, que M. le duc de
« Chaulnes prétend exercer son droit ; mais, puisque
« le fief de Briost est une concession des comtes de
« Vermandois, il est impossible que les droits de ce
« fief puissent frapper des seigneuries qui ne rele-
« vaient pas du Vermandois, et qui relevaient au con-
« traire du roi... Le comte du Vermandois n'avait
« point de droit sur des seigneuries qui ne relevaient
« pas de lui : il n'a pas pu donner ce qu'il n'avait
« pas lui-même. »

On a fait à ce raisonnement l'objection suivante : quoique les seigneurs sur lesquels s'exerce le droit ne soient point vassaux du duché de Chaulnes, le roi qui est, lui, seigneur dominant, a pu concéder le droit en question.

Ce raisonnement porte sur deux suppositions, la première, que le fief de Briost et les seigneuries sur lesquelles le duc de Chaulnes prétend son droit sortent de la même source, c'est-à-dire de la main du roi et la deuxième, que la concession de Briost a précédé celle de ces seigneuries, puisque l'on prétend que l'inféodation de celle-ci n'a été faite que sous la condition de souffrir l'exercice du droit qu'on attri-

bue à Briost. Or l'abbé Farjonel démontre, par un exposé historique très détaillé, que la seigneurie de Briost et les autres situées sur le cours de la Somme n'étaient pas en même temps dans la main du roi, et que celle de Briost n'y est entrée qu'après les autres. Après tout, que le droit de « montée aux roches » ait pour base une usurpation, cela ne l'empêcherait pas d'exister, ou d'avoir existé ; et de plus, cela ne le différencierait pas sensiblement de la majorité des droits de garde, dont nous avons étudié dans une première section de ce chapitre la première raison d'être.

Le duc de Chaulnes, d'ailleurs, réclamait son droit et l'asservissement des seigneurs voisins, non pas en vertu de sa féodalité, mais comme représentant de très grands seigneurs qui avaient des droits de supériorité dans tout leur voisinage, tels que celui de garenne et de justice en fait de garenne, même dans les lieux où d'autres seigneurs avaient justice dans les autres cas.

Le rapporteur répond à cela qu'en admettant même, ce qui n'est pas prouvé, qu'à l'époque des différentes lois de 1669 et autres qui ont ordonné la justification des titres de garennes, le seigneur de Briost ait satisfait aux différentes obligations et ait conservé son droit de « montée aux roches », ce droit de garde spécial ne devrait pas avoir plus d'étendue que son droit de juridiction à cause de garde. Or comme nous l'avons

vu précédemment, d'après l'article 32 du dénombrement, ce droit de juridiction ne s'étendait pas plus loin que Brunetelle. Par conséquent, conclut le mémoire, en admettant même que ce « droit de montée aux roches » existât, il ne pourrait s'exercer que jusqu'à Brunetelle et non pas jusqu'à Bray.

Il faut avouer que ce raisonnement paraît bien probant et que si les seigneurs de Briost ont exercé leur droit sur tous les étangs de la Somme, ce fut par extension et par conséquent irrégulièrement.

D'ailleurs, l'abbé Farjonel va beaucoup plus loin encore, et nie purement et simplement que le droit de « montée aux roches » ait jamais existé. Il le qualifie de chimère.

Ce qu'on appelle « montée aux roches » n'aurait jamais été qu'une simple fosse à roches, comme il y en avait dans tous les étangs de la Somme, dans toutes les seigneuries de Béthencourt à Capy.

Le terme de montée, explique le rapporteur, est le mot propre pour exprimer l'opération du trait d'eau.

Si l'on veut absolument que ce mot soit un droit, ce sera celui de faire entrer l'eau de la rivière dans les fosses à roches, et non le droit humiliant et onéreux que le duc de Chaulnes prétend imposer sur des seigneurs qui ne sont point ses vassaux et qui ne tiennent rien de lui.

L'abbé Farjonel se refuse à croire qu'un droit comme celui que prétend exercer le seigneur de

Briost, aussi inutile pour lui-même, puisqu'il ne peut en tirer aucun profit direct, aussi onéreux pour les autres propriétaires des eaux de la Somme de Briost à Capy, aussi nuisible enfin pour le public qu'il menace d'épidémie en mettant à sec le lit de la rivière, puisse s'exercer et même ait jamais pu s'exercer.

Que le droit de « montée aux roches » puisse encore au XVIII^e siècle s'exercer dans son intégralité, avec tous les troubles qu'il apporte aux droits de propriété des seigneurs sur leurs eaux, contrairement à l'intérêt public, cela pourrait presque sembler un anachronisme ; d'ailleurs le duc de Chaulnes n'avait guère de titre sérieux, opposables aux tiers pour étayer ses prétentions. Aussi perdit-il son procès et fut-il condamné aux dépens.

Mais, il ne s'ensuit pas nécessairement que le droit de « montée aux roches » n'ait jamais été exercé dans les temps anciens, de la manière que nous avons expliquée. Pour affirmer, il faudrait ne tenir aucun compte du bail de 1550, du compte rendu de 1587 et des procès-verbaux que nous avons signalés ci-dessus, actes privés certes et non opposables aux tiers, mais qui attestent cependant, pour une certaine époque, l'exercice du droit de « montée aux roches » sur tous les viviers de la Somme jusqu'à Capy. Que ce droit ait été le résultat d'une usurpation, c'est possible, qu'il ait été établi en reconnaissance de services rendus, ou de protection accordée par le sei-

gneur de Briost à ses voisins, c'est plus probable. Mais quelle qu'ait été son origine, ce fut une sorte de droit de garde et non des moindres qui se superposait, mais sans les combattre, aux droits de propriété exercés sur cette partie de la Somme que nous étudions, soit par des communes, soit par des particuliers.

CHAPITRE VI

Les étangs de la Somme à l'époque moderne

La Somme entre Béthencourt et Bray était, avant la Révolution, soumise, en principe, au régime de la propriété privée au profit soit des communes, soit des seigneurs, et cela, sauf les restrictions que venaient apporter au droit absolu de propriété, les droits purement seigneuriaux, comme ceux de garde.

La Révolution a-t-elle changé quelque chose à cette situation juridique ?

Pour les droits de garde, la question évidemment ne se pose pas : les lois des 4 août 1789, 15 mars 1790, 13 avril 1791, 25 août 1792 et surtout 6-30 juillet 1793, en abolissant la féodalité, ont enlevé aux seigneurs tous les droits qu'ils pouvaient avoir au titre féodal.

Pour le reste, les lois du 28 août 1792, article 8, et du 10 juin 1793, qui déclaraient propriétés communales les terrains vains et vagues, ne devaient certainement pas s'appliquer à nos étangs. D'après la jurisprudence, en effet, les étangs ne devaient pas être attribués aux communes, lorsque avant 1789 les

anciens seigneurs les avaient mis en état de production, en affermant les pêcheries par eux établies sur ces étangs (1).

La Somme, qui avait été ainsi organisée sur une partie de son cours en viviers ou pêcheries, devait se voir appliquer le même régime.

Restèrent donc propriétés communales, les eaux qui l'étaient auparavant. Mais celles qui avaient été propriété des seigneurs, sauf naturellement celles appartenant aux émigrés et qui revinrent à l'État, restèrent entre les mains de leurs anciens propriétaires. Pour n'en citer qu'un exemple ; les eaux proches de Bayencourt, qui appartenaient avant la Révolution, avons-nous vu, à Charles-Antoine Frazier, seigneur de Biars, et à M^{lle} Pingré, restèrent dans la même famille après la Révolution, ainsi qu'il résulte d'un bail de ces mêmes eaux, en date du 19 prairial an V (7 juin 1797) par M^{lle} Gabriel Dufeu, citoyenne française, veuve de Charles-Antoine Frazier.

Dans cet acte, les eaux louées sont ainsi désignées :
« Le quart du total de 16 journaux et demi d'eau si-
« tués en une pièce en la rivière de Somme appelée
« l'eau de Notre-Dame d'Arrouaize à prendre et à parta-
« ger indivisément allencontre de la citoyenne Pingré
« pour les trois quarts tenant le total d'un long au ci-
« toyen Jacquart ci-devant avoué au lieu des ci-devant

1. Cass. requête, 3 janvier 1842.

« religieux minimes de Péronne, d'autre à la nation
« au lieu de ci-devant chapitre de Saint-Fursy de Pé-
« ronne d'un bout au dit ci-devant chapitre, d'autre
« bout aux aulnois de Mesnil-les-Bruntel. »

Les eaux appartenant aux églises et chapitres furent mises à la disposition de la nation, comme tous les biens ecclésiastiques, par une loi des 2 et 4 novembre 1789.

Puis la mainmise de l'État fut successivement étendue aux biens des hospices, par un décret du 17 mars 1793 et à l'actif des fabriques, des églises cathédrales, paroissiales et succursales, par une loi du 13 brumaire an II.

L'État ne garda pas longtemps les eaux de la Somme dont la confiscation l'avait rendu propriétaire ; il les revendit bientôt à des particuliers.

Toutes ces ventes se firent à la barre du district par l'intermédiaire du préfet de la Somme et par adjudication publique, sur les bases d'un cahier des charges type, dont l'article 1^{er} portait : « Les biens seront
« vendus sans en rien excepter ni réserver, tels qu'ils
« se comportent et étendent, sans aucune garantie
« de contenance ni de produit, ni même de servitudes actives ou passives, pour en jouir par les adjudicataires à compter du jour de l'acquisition
« francs de toutes dettes, rentes, redevances, prestations et hypothèques généralement quelconques,
« sauf néanmoins l'exécution des baux pour raison

« desquels les acquéreurs auront seulement l'action
« en résiliation s'il y a lieu. » Les autres clauses du
cahier des charges se rapportaient au paiement du
prix.

La plupart des propriétés privées existant aujourd'hui sur les eaux de la Somme ont ainsi pour origine une vente par l'État à la barre du district.

Après la Révolution, pour les particuliers, comme avant pour les seigneurs, ou les communautés, les étangs de la Somme continuèrent à rester des propriétés privées, se transmettant par ventes ou par successions : le Code civil n'avait rien changé à cet état de choses. Si l'on voulait donner des exemples de ces propriétés et d'actes s'y rapportant, ceux-ci se présenteraient en masse ; les études de notaires de Péronne et des environs renferment quantité d'actes de ventes ou de baux ayant pour objet les étangs de la Somme.

Citons un acte entre cent : c'est une vente passée devant M^e Marchandise, notaire à Péronne, le 24 juin 1898, d'une propriété d'eau, marais, bois et aulnois, *située sur la Somme et faisant partie des étangs de la Somme compris entre Bethencourt et Bray-sur-Somme*, d'une contenance totale, d'après les titres, de 31 hectares 42 ares... « ainsi que ladite propriété se comporte avec ses digues, barrages, clayettes, fossés et clôtures, coffres à poissons, réservoirs... sans aucune exception ni réserve... »

L'origine de propriété rapportée dans l'acte, remonte à l'adjudication à la barre du district par les administrateurs du département de la Somme, en date du 4 vendémiaire an VI. Voici en quelques mots cette origine, que nous rapportons afin de donner un exemple de la transmission, depuis la Révolution jusqu'à une époque récente, d'une propriété constituée sur les eaux de la Somme. La propriété ci-dessus désignée avait été adjugée à la barre du district à Paul Gambard et François Julien fils, suivant acte reçu par M^e Villemant et son collègue, notaires à Péronne, le 28 août 1803. M. Julien et ses enfants ont vendu à M. Gambard sus-nommé leurs parts indivises dans la propriété. Et suivant procès-verbal d'adjudication dressé par M^e Caron le 14 juin 1807, les créanciers de M. Paul Gambard ont vendu la même propriété à M. Leroy qui, le 6 septembre 1808, la revendit à M. Lefèvre d'Hedancourt. La propriété passa ensuite aux mains de M. Fernet par une vente du 23 février 1809 et, aux termes du partage de la succession de M. Fernet en date du 17 février 1825, elle fut attribuée à M^{me} veuve Fernet. Au décès de cette dernière, la propriété dont s'agit fut attribuée, aux termes d'un acte de partage entre ses enfants en date du 23 octobre 1836, déposé pour minute à M^e Gonnet, notaire à Péronne, à M. Louis-Henri Leclerc. Au décès de M. Leclerc survenu le 20 janvier 1851, la propriété des eaux passa à M^{me} Leclerc sa fille unique, épouse de

M. Vaisse; et enfin cette même propriété fut constituée en dot par M. et M^{me} Vaisse à leur fille, aux termes de son contrat de mariage passé entre elle et le baron Reille le 4 avril 1857.

Il est inutile d'insister sur cette origine de propriété ; il en résulte assez clairement que les étangs de la Somme étaient bien considérés comme une propriété privée, sans aucune exception, et se transmettaient comme tels.

Pourtant, l'administration essaya assez récemment de combattre, du moins en partie, un système aussi bien établi. Probablement en vue de la construction et de l'alimentation du canal du Nord, qui devra emprunter une partie de ses eaux à la Somme, elle commença, il y a quelques années déjà, à poursuivre la dépossession indirecte des propriétaires des étangs. Sans méconnaître à ces étangs, d'une manière générale, leur caractère de propriété privée, elle s'était proposé de reconstituer la rivière entre Béthencourt et Bray, et de raccorder ainsi les deux tronçons de la Somme. Suivant l'administration, les étangs étaient traversés par une rivière non navigable ni flottable, dont ils n'étaient qu'un simple épanouissement et qui était soumise au règlement concernant les cours d'eau non navigables, spécialement à la réglementation administrative au point de vue de la pêche.

Bien plus, l'administration ne tarda pas à vouloir soumettre les étangs de la Somme à la réglementa-

tion générale qui régit les cours d'eau non navigables et leurs dépendances, c'est-à-dire à des règlements généraux et permanents au point de vue du curage, du faucardement et de l'aménagement intérieur des étangs.

Une série d'arrêtés généraux intervint en effet ; les intéressés protestèrent. Enfin, à la suite de l'établissement d'autorité, dans l'étang même de Saint-Quentin-Capelle, appartenant aux époux Décamps, d'une digue d'une longueur de 200 mètres environ, qui y modifiait la circulation et la distribution des eaux, ceux-ci ont introduit en juillet 1888, devant le Tribunal civil de Péronne, une action tendant à entendre le Préfet proclamer « que les requérants sont et resteront propriétaires exclusifs de toutes les eaux terres, hardines, comprises dans le périmètre désigné par le plan de 1833, lequel forme le titre constitutif de leur propriété ; qu'il n'existe, dans le périmètre de leur propriété, aucune partie d'eau pouvant appartenir au domaine public comme chose commune ; qu'au contraire, elle possède le caractère d'étang régi et réglé par l'article 358 du Code civil ».

A la suite d'incidents de compétence soulevés par l'administration qui ont reçu leur solution devant le tribunal des conflits le 13 décembre 1890 (1) et dans laquelle elle succomba, la Cour d'appel d'Amiens ren-

1. *Recueil des arrêts du Conseil d'État*, p. 95.

dit le 23 juillet 1891 un arrêt dont le dispositif reproduit exactement les conclusions des demandeurs que nous venons de citer.

Cette décision est la consécration judiciaire pour l'époque moderne du droit de propriété sur les étangs de la Somme que nous avons vu exister depuis les temps anciens ; bien qu'elle ne vise qu'un seul étang, elle doit être naturellement étendue à tous les autres puisque leur situation est la même. Elle est basée sur un grand nombre de faits, circonstances, titres et documents qui ne permettent pas d'admettre la thèse de l'administration, d'après laquelle les étangs seraient traversés, dans toute la longueur, par une rivière non navigable ni flottable devant être soumise aux mêmes régimes que les autres.

Du reste, voici les considérants les plus importants du jugement ; il ne nous semble pas inutile de les rapporter ici :

« La Cour,

« Considérant qu'il résulte des documents versés au procès que le régime des eaux comporte dans la vallée de la Somme entre Béthencourt et Bray un système particulier, que d'une part une série d'étangs, dits étangs de la Haute-Somme, compris dans 19 biefs, ont été formés à une époque très ancienne, au plus tard vers le commencement du moyen âge, avant l'an 1209, que ces étangs ont chacun un périmètre déterminé, qu'ils ont été constitués au

moyen de digues ou chaussées coupant transversalement la vallée ; que les étangs supérieurs déversent le trop plein de leurs eaux dans les étangs inférieurs ; que, d'autre part, à une époque relativement moderne, l'administration a fait faire pour les besoins de la navigation un canal commencé en 1870...

Considérant qu'au-dessus de Béthencourt où se trouvent la première retenue et le premier étang, la Haute-Somme forme un cours d'eau qui n'est ni navigable ni flottable, soumis entièrement au régime de ces sortes de cours d'eau... ; qu'une partie, au moyen d'une dérivation, vient se joindre au canal ; que le reste se déverse dans les étangs à partir de Béthencourt ; qu'il est absolument impossible, étant donné ce régime d'eau de la vallée de la Somme, de déterminer entre Béthencourt et Bray où est actuellement le lit des eaux divisées de la Somme ; qu'il est actuellement impossible de faire dans les étangs la part distincte des eaux de la Somme qui s'y perdent et celle des eaux diverses qui s'y rassemblent et qui viennent de sources, de ruisseaux ou même des eaux pluviales pour y former un tout indivisible...

Considérant que, dans son ensemble, l'étang de Décamps est destiné à la production du poisson, comme tous les étangs situés dans cette partie de la vallée de la Somme.

Qu'il n'est en communication directe ni avec la Somme au-dessus de Béthencourt, ni avec la Basse-

Somme à Bray ; qu'il en est séparé par les chaussées qui coupent transversalement la vallée et constituent les biefs, par les vannes munies de clayettes par où passe l'excédent des eaux du bief supérieur, par les biefs avec clayettes qui séparent les étangs de chaque bief, quand il y a plusieurs étangs distincts dans le bief.

Que la communication des poissons par des eaux libres n'est donc pas possible d'un étang à un autre, ni à plus forte raison entre la Somme, au-dessus de Béthencourt et la Somme à Bray ; que la libre communication des poissons par locaux entre ces deux parties de la Somme n'est possible que par le canal qui les réunit l'une à l'autre.

Considérant qu'on ne trouve aucun document montrant que l'administration avant 1789 et depuis cette époque, ait jamais empêché cette clôture des étangs indispensable pour l'élevage du poisson ; qu'au contraire, des documents produits notamment de l'arrêté de l'Intendant de Picardie du 24 octobre 1777, il résulte que le but de l'administration a été seulement de faciliter l'écoulement des eaux pour empêcher les inondations, *sans pour cela, comme le dit cet arrêté, nuire aux étangs formés par les chaussées qui barrent transversalement la vallée de la Somme.*

Qu'il résulte des pièces fournies, que cet état de choses et l'appropriation exclusive des eaux par les

propriétaires des étangs existent de temps immémorial ; que la culture du poisson dans les étangs est en effet impossible s'ils ne sont pas clos, comme il a été dit plus haut, par une clôture différente d'ailleurs de celle prévue par l'article 648 du Code civil.

Considérant que cette appropriation par Décamps et ses auteurs, la ville de Péronne, l'église de Saint-Quentin Capelle, etc..., du fonds qu'il revendique, et notamment de l'étang du commun, est conforme aux titres anciens... (suit l'énumération des titres de la ville de Péronne, depuis la Charte de 1209, titres que nous avons nous-même passés en revue).

Considérant qu'en 1777 et depuis 1789 divers documents prouvent que l'administration a payé ou a reconnu des indemnités, quand elle expropriait des parties des étangs...

Que si certains de ces actes parlant des eaux et hardines de l'étang commun, disent qu'elles sont situées dans la rivière de Somme, cette expression signifie évidemment la vallée de la Somme; puisque l'administration soutient que le lit de la Somme, est dans un endroit quelconque de cet étang et le traverse, puisqu'il faudrait, en prenant l'expression à la lettre, admettre que le contenu, l'étang, est plus grand que le contenant, la rivière ;

Considérant qu'en réalité, l'excédent de l'eau venant des fonds supérieurs, et dans laquelle s'est confondue et perdue à Béthencourt une certaine quantité

d'eaux provenant de la haute Somme, arrive dans l'étang inférieur de Décamps, que cette eau est appropriée exclusivement par Décamps, qu'il s'en sert sans restriction, en vertu des droits de propriété simple et non féodale qu'il tient des titres précités et d'une possession immémoriale qui remontent à une époque antérieure à l'édit de 1566.

Considérant que le Préfet reconnaît d'ailleurs que Décamps est propriétaire du lit de Somme sans prouver dans quelle partie de la vallée de Somme se trouverait ce lit ; que l'absence d'un lit distinct implique l'absence d'eaux distinctes faisant partie du domaine public ou négatif.

Que Décamps a acheté de ses vendeurs, la ville de Péronne et autres, la totalité des eaux qu'ils possédaient sans contestation aucune, depuis des siècles, dans la même partie de la vallée de la Somme, la masse d'eau individuelle de chaque étang a été l'objet de ventes et de baux sans nombre.

Qu'on objecte vainement qu'il y a là un cours d'eau, qu'il y a seulement des eaux dont le trop plein s'écoule des étangs en vertu de la configuration des lieux ; que les fonds inférieurs sont obligés de le recevoir conformément aux règles du Code civil ; que les mesures prises par l'administration pour éviter les inondations ne sauraient créer dans un lit fictif un cours d'eau non navigable ni flottable.

Comme on le voit, les arguments ne manquent pas

à la Cour d'Amiens, mais les arguments historiques ne semblent-ils pas plus convaincants que les autres ?

L'argument tiré de la situation physique ne manque d'ailleurs pas non plus de force.

En tous cas, ce jugement tranche le plus nettement possible la question de la propriété des étangs de la Somme ; il reconnaît qu'il y a là une situation particulière, au point de vue géographique, qui doit être aussi, au point de vue juridique, dans une condition spéciale.

Déféré à la Cour de cassation par le préfet de la Somme, l'arrêt de la Cour d'Amiens a été confirmé par la Chambre des requêtes (1). Ce dernier arrêt se prononce sur deux points différents.

Il décide d'abord que « les droits des anciens seigneurs sur les cours d'eau non navigables ont survécu aux lois abolitives de la féodalité lorsque avant 1789 ils avaient été transmis à des tiers ». Remarquons que cette première doctrine n'a pas toujours été celle de la Cour de cassation (2). Enoncée comme je viens de le rapporter, elle est peut-être trop générale, mais en ce qui concerne les étangs de la Somme elle est tout à fait exacte.

Sur un second point, l'arrêt constate : « Qu'il est absolument impossible de déterminer entre le terri-

1. Cass , 21 février 1893. Sirey, 94.1.74. D. 93, 1.

2 V. notamment : Aix, 27 octobre 1868. Dalloz, 71, 1^{re}, p. 139.

toire des deux communes, où est actuellement le lit des eaux divisées du fleuve et qu'il est également impossible de faire dans un étang une part distincte pour les eaux de ce fleuve. *On peut donc valablement déclarer des particuliers propriétaires de l'intégralité des eaux dudit étang.* »

Dans cette deuxième partie de l'arrêt, la Cour de cassation semble bien dire que la distinction entre les deux sortes d'eaux, eaux de rivière et eaux de source ou de pluie, n'est pas sans intérêt, mais que si l'en accorde ici le droit de propriété particulière sur l'ensemble des eaux, c'est en raison de l'impossibilité qu'il y a de les distinguer les unes des autres. Par un autre arrêt plus ancien (1), la Cour avait décidé par contre que l'eau d'un étang, quelle que soit sa provenance, constituait une propriété privée, et que le maître de l'étang pourrait ainsi disposer d'une manière absolue des eaux de son étang, alors même que celui-ci serait alimenté en partie par un cours d'eau non navigable ni flottable, lequel constitue une *res nullius*. Mais cette solution était plutôt une exception à la doctrine habituelle de la Cour de cassation. Celle-ci distinguait en effet : l'étang est-il formé avec des eaux de rivière non navigable, le maître ne peut pas exercer sur les eaux de droit absolu (2).

1. Cass., 19 avril 1865. Dalloz, 65.1, 168.

2. Cass. req., 20 février 1839.

L'arrêt de 1893 s'écarte de celui de 1863 et se rallie en principe à la solution habituelle de la Cour, bien qu'elle y fasse exception pour les étangs de la Somme.

Le droit de propriété des étangs de la Somme que nous avons vu exister et subsister depuis plus de 800 ans est donc reconnu définitivement par la jurisprudence pour les temps modernes.

La loi de 1898 sur le régime des eaux, bien qu'elle déclare *res nullius* l'eau des rivières non navigables n'a pas pu apporter de modifications à une situation juridique aussi bien établie, et qui, outre des raisons historiques, est basée sur une situation de fait.

Pourtant, la loi de 1898 n'est pas absolument lettre morte pour notre région ; car l'administration prétend maintenant imposer aux propriétaires d'étangs des obligations de curage et de faucardement, comme aux riverains de rivières non navigables.

Nous laisserons de côté cette question par trop administrative ; disons seulement qu'à notre avis, reconnaître à l'administration certains droits de police pour faciliter l'écoulement des eaux de la Somme, ce n'est pas combattre le principe du droit de propriété sur les eaux des étangs, pas plus que l'obligation imposée à un propriétaire de ramoner ses cheminées n'est la négation de son droit de propriété sur sa maison.

CHAPITRE VII

Caractère exceptionnel du régime des étangs de la Somme.

L'appropriation privée d'une partie de la Somme entre Béthencourt et Bray, qui commença à l'époque féodale, était-elle déjà à cette époque une situation exceptionnelle ou au contraire était-il normal alors qu'une rivière appartint à des particuliers ?

Les auteurs de la période féodale n'ont pas sur la question de propriété des cours d'eau des opinions bien concordantes. Les uns ont attaché les droits de propriété ou d'usage sur les cours d'eau navigables aux titres et à la possession ; d'autres les ont attribués aux riverains, d'autres encore, les plus nombreux, les ont donnés soit aux seigneurs haut justiciers soit aux seigneurs féodaux. La plupart, il faut le reconnaître, ont employé des expressions qui portent à croire qu'ils considéraient ces cours d'eau comme susceptibles de propriété privée. Parmi ceux-ci Loyseau déclare : « En France, on distingue les rivières navigables d'avec les non navigables et pour le regard des

non navigables elles sont *domini privati* et appartiennent aux particuliers (1). »

D'autres auteurs ont nettement affirmé le contraire ; d'autres encore ont employé des formules laissant place au doute. Il est assez difficile, avec ces ressources, de se faire une opinion nette.

Les auteurs modernes qui se sont occupés de ces questions accusent aussi entre eux des divergences profondes.

Parmi ceux qui ont le plus approfondi la matière des eaux courantes, il convient de signaler particulièrement Championnière, Daviel et Nadault de Buffon.

Le premier qui a publié un ouvrage volumineux sur la propriété des eaux courantes et a étudié complètement les institutions seigneuriales, soutient, dans les termes les plus catégoriques, la thèse de l'appropriation privée des cours d'eau non navigables, avant la Révolution. Comme le remarque A. Picard, il accumule les arguments tirés du droit de l'antiquité, des principes généraux de la doctrine des coutumes, des titres, pour établir que la propriété n'en appartient ni aux souverains, ni aux seigneurs justiciers, du moins à titre de droit de justice et que c'est une propriété privée.

« Les rivières navigables, dit-il, ne sont véritable-

1. Loyseau. *Des seigneuries*, ch. XIII, n° 120.

« ment publiques que sous le rapport de la naviga-
« tion ; de là deux conséquences : la première, que les
« petites rivières sont sous tous leurs rapports sus-
« ceptibles de propriété privée (1). »

Il s'efforce de prouver que ce n'était pas un droit de justice qui pesait sur les cours d'eau. « Le seigneur
« justicier (2) n'a pas eu, n'a pas pu avoir la propriété
« des rivières, la nature de ce droit est incompatible
« avec la nature propre et essentielle de la justice.
« Les avantages que les biens de cette espèce ont pu
« lui procurer par suite des applications diverses
« originaires et abusives de son pouvoir ont néces-
« sairement été d'une autre espèce ; ils ont pu gê-
« ner, entraver la propriété, en détourner une por-
« tion des bénéfices, mais non comprendre le droit
« lui-même. C'est donc dans le fief et dans l'alleu que
« l'examen des règles particulières aux eaux couran-
« tes doit nous montrer la propriété de cette portion
« du domaine foncier. »

Il s'appuie sur différentes coutumes, celles du Berry, du Béarn, de Montargis, d'Orléans, de Bourgogne... etc., pour montrer que la libre disposition et par suite, la propriété des cours d'eau traversant des héritages appartenait de droit commun aux propriétaires de ces héritages. Il est vrai comme nous le

1. Championnière, *Traité des eaux*, p. 17.

2. Championnière. *Traité des eaux*, p. 581.

verrons, que d'autres coutumes et non des moindres établissent des règles différentes.

Il se base également sur la jurisprudence des Olim. Enfin, il tire argument des nombreux modèles d'actes translatifs de propriété, titres privés recueillis au VII^e siècle par le moine Marcufle.

« Pour contester la possession particulière des
« ruisseaux du VI^e au XII^e siècle, il faudrait se résoudre à démentir les volumineux recueils de chartes
« contemporaines, et à soutenir que ni les modèles des praticiens ni les clauses des actes réels
« n'étaient conformes au droit de leurs temps (1). »

Championnière, très entier dans son opinion, conclut donc à un droit absolu de propriété sur les rivières non navigables sous le régime féodal.

Daviel soutient la même thèse très fermement aussi dans son *Traité de la législation et de la pratique des cours d'eau*.

Il se base, d'une part, sur la théorie d'anciens légistes, d'autre part, sur ce fait que les anciens édits, portant attribution des rivières navigables à la Couronne, sont au contraire demeurés muets sur les cours d'eau non navigables et les ont laissés dans leur ancienne condition qui était, d'après lui, l'appropriation privée.

Pour lui, la propriété de ces cours d'eau appartient

1. Championnière. *Revue Wolowski*, 1847, t. I, p. 418.

tantôt aux riverains, tantôt aux seigneurs justiciers qui les avaient usurpés en dénaturant leurs droits, mais qui ne les possédaient, du reste, que par droit de fief et non par droit de justice.

Henrion de Pansey est également de l'avis de l'appropriation privée des rivières non navigables. « Les petites rivières, dit-il, sont dans le commerce. »

D'autres auteurs, par contre, se sont complètement séparés des premiers. Parmi ceux-ci, Nadault de Buffon déclare qu'il n'y a jamais eu, sous la féodalité, comme de nos jours, que des droits d'usage privilégié et non des droits de propriété incompatibles avec la nature même des eaux courantes. Ces eaux auraient d'ailleurs exclusivement appartenus aux seigneurs.

A. Picard, dans son *Traité des eaux*, professe une opinion analogue à cette dernière, quoique d'une façon beaucoup moins ferme. Il donne, comme raison de son hésitation, la variété d'opinion des auteurs anciens et modernes, et la difficulté de la question.

« La question est des plus complexes, dit-il, comme toutes celles qui touchent au régime féodal : les abus et les empiétements des seigneurs, les résistances qu'ils ont rencontrées, la confusion parfois excessive des droits de justice et des droits de fief, leur réunion fréquente entre les mains d'un même seigneur, les entreprises des tenanciers pour secouer le joug qui pesait sur eux, la variété des coutumes, le défaut de précision de la langue juridique, l'obscurité de

certaines textes, la tendance de beaucoup de légistes à généraliser les faits spéciaux à telle ou telle région de la France, la réunion successive des provinces dans lesquelles l'état social différait, tout a concouru à faire de ce régime un dédale inextricable (1). »

Ses conclusions sur la nature et l'attribution des droits dont les cours d'eau non navigables pouvaient être l'objet, se ramènent à deux observations. D'abord, qu'il est difficile de contester que la très grande majorité des anciens auteurs ait classé les rivières non navigables ni flottables parmi les biens susceptibles de propriété privée, sans distinguer entre les eaux et le lit sur lequel elles coulent. Malgré cela M. Picard pense que, si on se rapporte aux coutumes, et spécialement à la plus importante, celle de Normandie, on est nécessairement amené à concevoir de sérieux doutes sur la doctrine soutenue par Championnière et Daviel.

Aussi, comme Nadault de Buffon, il croit qu'il n'y avait en réalité sur les rivières non navigables que des droits d'usages analogues à ceux dont les riverains sont investis aux termes du Code civil.

Si les auteurs modernes, comme d'ailleurs les anciens, sont très partagés sur la question de propriété des eaux courantes et présentent chacun à l'appui de sa thèse des arguments d'une valeur certaine, au

1. A. Picard, *Traité des eaux*, t. I, p. 209.

point qu'il soit difficile de se faire une opinion, la jurisprudence ne présente pas non plus une fixité absolue ; elle est un peu flottante.

Dans plusieurs arrêts, la Cour de cassation a déclaré que, sous l'empire de la législation féodale, les seigneurs avaient le droit à la jouissance exclusive et même, la propriété des cours d'eau non navigables (1).

Par voie de conséquences, la Cour a reconnu la validité des aliénations ou des concessions irrévocables consenties par les seigneurs au profit de tiers non seigneurs.

Mais il convient d'observer, qu'en ce qui concerne les eaux, toutes les décisions sont antérieures à 1840. Depuis cette époque, le Conseil d'État, statuant sur recours ou conflit, a jugé que, même pendant la période féodale, la pente des eaux n'était pas susceptible de propriété privée (2). « On peut donc supposer, écrit M. Picard, que la Cour, tout en maintenant sa jurisprudence favorable à la constitution d'un véritable droit de propriété sur le lit, le modifierait pour les eaux et ne reconnaîtrait plus le cas échéant que des droits d'usage. »

Partout dans son arrêt de 1893 sur les étangs de

1. Chambre civile, 21 juillet 1834, Lombart de Quincieux c. Chazel ; Civ., 9 août 1843, Amat et Drulhon c. Cavalier ; Civ., 17 juillet 1866, Grimardias.

2. V. notamment Cons. d'État, 27 août 1857, conflit Robo.

la Somme, la Cour reconnaît qu'il existait à l'époque féodale un véritable droit de propriété sur les eaux et que ce droit a pu être transmis à des tiers. Il est vrai que, dans un autre arrêt du 27 octobre 1868, déjà cité en note, la Cour avait prétendu le contraire.

Après tout ce qui a été écrit sur cette question de propriété féodale des eaux par les auteurs anciens et modernes, après les jugements de la Cour de cassation, il est très difficile de conclure d'une façon ferme et intransigeante dans un sens ou dans l'autre, nous dirons seulement que, si la propriété de la Somme entre Béthencourt et Bray, à l'époque féodale, ne faisait pas de doute, il est probable que cette situation n'avait rien de très exceptionnel ; toutes les rivières n'étaient certainement pas propriétés seigneuriales ou propriétés privées, mais il devait néanmoins en exister, sous l'empire de certaines coutumes, qui étaient soumises à ce régime et n'étaient plus, comme sous le droit romain, des *res communis*.

Avec le Code civil, la situation change, du moins d'après l'avis de la majorité des auteurs et de la jurisprudence. La question de la situation juridique des eaux des rivières avant 1898 fut d'ailleurs extrêmement discutée, les auteurs du Code n'ayant pas pris soin de trancher en termes formels la question pour les rivières non navigables ni flottables, comme ils l'avaient fait pour les autres, dans les articles 538 et 644. Il ne se produisit pas moins de qua-

tre systèmes différents sur l'attribution des eaux courantes :

Un premier système était celui de la domanialité publique des cours d'eau non navigables ni flottables. Bien que défendu avec une certaine autorité par Proudhon et par Rives, conseillers à la Cour de cassation, ce système ne pouvait tenir ; il tombait nécessairement devant le texte des articles 538 et 644 du Code civil. Le premier de ces articles, en effet, ne rattache au domaine public que les rivières navigables ou flottables et le second maintient explicitement la destination ainsi établie entre ces rivières et celles qui ne sont ni navigables, ni flottables.

Un autre système attribue aux riverains la pleine propriété des petites rivières, aussi bien celle de l'eau que celle du lit. C'est celui de Daviel et de Championnière, qui n'ont étudié la question de l'appropriation de l'eau à l'époque féodale que pour en tirer argument pour le système qu'ils proposaient. Cette opinion a été également défendue par Troplong (1), Pardessus (2), etc... Elle fut également très combattue et non sans de sérieuses raisons. « Le Code civil, dit M. Ducrocq, loin d'attribuer aux riverains la propriété des petites rivières, leur confère spécialement et nominativement tous les droits privatifs qu'il a voulu leur accorder sur ces cours d'eau. Tel est l'objet des

1. Troplong. *Prescription*, n° 145.

2. Pardessus. *Servitudes*, n° 77.

articles 556, 557, 561, 641 qui, pour doter les riverains de certains droits sur une *res nullius*, seraient inutiles pour leur en donner sur une chose leur appartenant (1)... »

Un troisième système, qui ne semble pas avoir eu alors un grand succès, donnait aux riverains un droit de propriété, mais sur le lit seulement ; quant aux eaux, elles étaient classées parmi les choses qui n'appartiennent à personne, et dont l'usage est commun à tous.

Enfin, un dernier système, qui avait pour lui la majorité des auteurs, classait le lit et les eaux des rivières non navigables ni flottables parmi les *res nullius*.

C'est l'opinion de Demolombe : « L'opinion, dit-il, attribuant la propriété des rivières non navigables aux seigneurs hauts justiciers, était celle des auteurs de la législation intermédiaire et surtout des auteurs du Code civil qui étaient convaincus que, par l'effet des lois abolitives de la féodalité, les petites rivières désormais enlevées aux seigneurs étaient redevenues des choses communes (2). Laferrière, dans son *Histoire du droit français*, professe une opinion semblable (3). Enfin Picard s'y rallie également.

1. Ducrocq. *Droit civil*, t. II, n° 1012.

2. Demolombe. *Droit civil*, t. X, n° 135.

3. Laferrière. *Histoire du droit français*, t. IV, l. V, ch. II, section IV.

C'est aussi le système de la jurisprudence.

Dès 1833 la Cour de cassation se prononça formellement contre l'appropriation privée des eaux (1). En 1846 elle repoussa une demande en indemnité de dépossession dirigée contre le concessionnaire du canal de la Sambre à l'Oise qui avait occupé, pour l'assiette de ses travaux, des terrains dépendant du lit d'une rivière.

A cette occasion, elle rendit un arrêt célèbre, qui portait tout à la fois sur le lit et sur les eaux. « Attendu qu'un cours d'eau se compose essentiellement et de ses eaux et du lit sur lequel elles coulent, que les eaux et leur lit forment par leur réunion et tant qu'elle subsiste, une seule et même nature de biens et doivent, à moins d'une volonté contraire nettement exprimée par la loi, être régis par des dispositions identiques ; attendu que l'article 644 du Code civil confère à celui dont la propriété borde un cours d'eau non navigable ni flottable le droit de se servir de l'eau, à son passage, pour l'irrigation de ses propriétés et à ceux dont cette eau traverse l'héritage le droit d'en user dans l'intervalle qu'elle y parcourt, à la charge de la rendre à la sortie de leur fonds à son cours ordinaire ; attendu que ces droits d'usages spécifiés et limités sont exclusifs du droit à la propriété du cours d'eau (2)... »

1. Cass., 14 février 1833, Martin c. Adeline.

2. Cass. civ., 10 juin 1846, Dalloz, 1846, 1.177.

Cet arrêt est absolument net dans ses conclusions ; d'autres nombreux sont dans le même sens (1).

Le Conseil d'État a eu fréquemment aussi à se prononcer sur la question d'appropriation privée des eaux. Toujours il a décidé que les droits acquis sur les eaux étaient exclusivement des droits d'usage ; il n'a d'ailleurs fait, à cet égard, aucune distinction entre les droits antérieurs à l'abolition du régime féodal, et les droits acquis sous le régime du Code civil.

Ainsi, tandis qu'avant 1898, la jurisprudence très fixe se prononçait nettement contre l'appropriation privée des rivières non navigables ni flottables en général, un arrêt se prononçait, au contraire, pour la propriété privée d'une partie de la Somme entre Béthencourt et Bray. Cet arrêt de 1893 créait donc, ou plutôt reconnaissait une situation juridique exceptionnelle, puisqu'elle se trouvait être contraire aussi bien au système de la jurisprudence qu'à celui de la majorité de la doctrine, et même, pourrait-on presque dire, contraire à la loi.

Un régime aussi bien établi en fait et judiciairement ne devait subir aucune atteinte par l'effet d'une loi

1. Voir notamment : Cass. requête, 17 juin 1850, Galand c. Galand ; Civ., 23 novembre 1858, Speulé c. Hartmann ; Requête, 6 mai 1861, Goutand c. Compagnie chemins de fer d'Ardenne ; Civ., 22 décembre 1886, Lasserri et Daste.

nouvelle, réglementant les cours d'eau comme le fit la loi du 9 avril 1898.

Cette loi avait pour but de mettre un peu d'ordre dans les questions relatives aux cours d'eau et notamment de trancher, en établissant des règles fixes, les controverses auxquelles donnaient lieu les rivières non navigables ni flottables. Elle décida, pour ces dernières, contrairement au système de la jurisprudence, que les riverains étaient propriétaires du lit, mais que les eaux étaient choses communes, c'est-à-dire n'appartenant à personne et servant à l'usage de tous.

Cette loi n'a en rien modifié la situation des étangs de la Somme. Sous un régime plus différent encore du leur, puisque la Cour de cassation considérait ordinairement les petites rivières tout entières, lit et eaux, comme choses communes, la même Cour Suprême avait reconnu à une partie de la Somme, en raison de précédents historiques et de particularités physiques, un régime particulier, celui de l'appropriation privée. Sous l'empire de la loi de 1898 qui ne considère comme *res nullius* que les eaux seules, il n'y a aucune raison pour que la situation des étangs de la Somme se trouve changée ; l'argument *a fortiori* se double de l'argument logique ; les précédents historiques ni les particularités physiques, qui avaient fait reconnaître la nécessité d'un régime spécial, n'ont changé, pourquoi le régime changerait-il ?

Aussi, en résumé, du moins depuis le Code, l'appropriation privée de la partie de la Somme qu'on nomme les étangs n'a pas cessé d'être une situation juridique exceptionnelle. Cette dérogation locale au droit commun existera vraisemblablement encore longtemps, aussi longtemps que, divisée en parcelles, la Somme entre Béthencourt et Bray restera destinée à la production du poisson.

CHAPITRE VIII

Conséquences au point de vue civil de la propriété des étangs de la Somme

SECTION I

LES ÉTANGS DE LA SOMME SONT ASSIMILABLES A DES ÉTANGS PRIVÉS ORDINAIRES

Tous les auteurs font une distinction fondamentale entre les différents étangs. Les uns sont alimentés uniquement au moyen d'eaux ayant le caractère de propriété privée, comme les eaux pluviales tombées sur le sol et recueillies par les propriétaires et les eaux de sources nées sur le fonds même où est formé l'étang. Dans ce cas, de l'avis de tous les auteurs, l'étang ne constitue qu'un mode spécial d'aménagement des eaux dont le propriétaire a la libre disposition. C'est sans conteste une propriété privée comme un bois ou un champ de blé, et personne autre que le propriétaire du fonds n'a de droit sur ces eaux ainsi recueillies et aménagées.

Mais il existe une autre sorte d'étangs différente de la première, ce sont ceux situés dans un cours

d'eau dont ils ne constituent en quelque sorte qu'un épanouissement particulièrement remarquable par sa largeur et sa profondeur et que M. Picard compare au lac de Genève situé dans le cours du Rhône. Le lac ou l'étang, en pareil cas, est généralement considéré comme une section du cours d'eau soumise au même régime que les autres sections, c'est-à-dire que ses eaux sont *res nullius*; les riverains, et même les autres personnes, ont le droit de la faire servir à leur usage; il est interdit de les fermer par des barrages... etc... C'est ainsi que le comprennent les auteurs, et c'est aussi l'avis de la jurisprudence, de la Cour de cassation comme aussi du Conseil d'État; on retrouve dans de nombreux arrêts (1) cette distinction bipartite avec ses conséquences.

Par exception, les étangs de la Somme, bien que situés dans un cours d'eau non navigable ni flottable sont néanmoins assimilés par la jurisprudence à des étangs privés. Ici ce sont les eaux empruntées à la Somme qui, en se mêlant aux eaux de source ou de pluie que forment la majeure partie des eaux de nos étangs, prennent à celle-ci leur caractère privé et perdent leur caractère propre de *res nullius*.

M. Picard, dans son *Traité des eaux*, après avoir distingué nettement les deux catégories d'étangs, si-

1. Cass. civ., 20 février 1839, Duvoisin et Voisin. Cass. criminel, 15 avril 1864, Leblond. Cons. d'État, 29 août 1834, Jolard; 23 janvier 1837, Héritier de Pommercul; 7 août 1874, Héritier Labarthe.

gnale cette catégorie en quelque sorte intermédiaire :

« Si tous les étangs, dit-il, avaient été créés sous l'empire du Code civil, cette distinction suffirait presque à définir leur régime. Mais la création d'un grand nombre d'étangs remonte au régime féodal et les seigneurs avaient alors la faculté de constituer sur les eaux des cours d'eau non navigables de véritables droits de propriété. Il en résulte que les étangs naturels ou artificiels formés par ces cours d'eau peuvent avoir dans certains cas le caractère de propriété privée au lieu de celui de *res nullius* et, s'il est impossible de discerner dans un étang ainsi formé le cours d'eau qui le traverse, la propriété privée pourra comprendre la totalité de l'étang... » et il renvoie en note à l'arrêt Décamps de 1893... et plus loin : « Les titres et les usages anciens, dit-il, ont pu créer en matière d'étangs des situations particulières auxquelles il convient de se reporter dans chaque espèce. »

Nous sommes, en effet, ici, en présence d'une de ces situations particulières, résultat d'une survivance historique.

L'assimilation de nos étangs à des étangs privés ne peut pas faire de doute ; c'est la conséquence à la fois du droit de propriété reconnu par la Cour de cassation sur le lit et les eaux de la rivière. Du reste, l'arrêt d'Amiens, confirmé par la Cour de cassation, dit en propres termes que l'étang en litige, et il en est de même de tous les autres étangs de la Somme,

doit être régi par l'article 358 du Code civil; c'est le confondre entièrement avec un étang privé.

SECTION II

ÉTUDE ET APPLICATION DE L'ARTICLE 558 DU CODE CIVIL

Le seul texte de législation générale relatif aux étangs est l'article 558 du Code civil qui traite de l'alluvion et c'est à lui que renvoie l'arrêt d'Amiens.

Voici le texte de cet article :

« L'alluvion n'a pas lieu à l'égard des lacs ou
« étangs dont le propriétaire conserve toujours le
« terrain que l'eau couvre, quand elle est à la hau-
« teur de la décharge de l'étang, encore que le vo-
« lume des eaux vienne à diminuer.

« Réciproquement, le propriétaire de l'étang n'ac-
« quiert aucun droit sur les terres riveraines que son
« eau vient à couvrir dans les crues extraordinai-
« res. »

L'article 558 définit la consistance de l'étang en établissant au profit du propriétaire une présomption *juris* et *de jure*. Il est réputé propriétaire de tout le terrain que les eaux ne couvrent même qu'accidentellement ou même ne couvrent plus depuis longtemps, s'il n'y a pas de contestation sur la hauteur de la décharge et si cette décharge n'a pas varié; réciproquement, le propriétaire de l'étang n'acquiert

aucun droit sur les terres riveraines que l'eau vient à couvrir dans des crues extraordinaires.

Du moins c'est ainsi que nous comprenons l'article 558 ; mais nous verrons que la jurisprudence en a une conception quelque peu différente.

« Les motifs de cette disposition, trouve-t-on dans le répertoire du Dalloz (1), est facile à saisir ; il ne dépend pas du propriétaire de l'étang de le tenir toujours plein, il faut donc bien qu'il puisse conserver possession *solo animo*. Évidemment le propriétaire du terrain n'est pas maître en temps de sécheresse de tenir toujours les eaux au niveau maximum. Par suite, on ne doit pas admettre qu'en laissant le niveau s'abaisser, il abandonne la possession du terrain ainsi découvert. Ce terrain ne peut être juridiquement possédé par le propriétaire voisin ; et le riverain, lors même qu'il aurait récolté pendant plusieurs années les herbes qui y poussent, ne peut ni user de l'action possessoire s'il est troublé dans cette jouissance (2), ni prescrire contre le propriétaire de l'étang (3).

Cependant, il faut bien remarquer que le législateur n'a pas mis hors du commerce le terrain resté à sec, bien qu'il soit au-dessous du niveau de la décharge

1. Dalloz. Répertoire, mot *eaux*, n° 257.

2. Cass., 23 avril 1811, requête 18 novembre 1851 ; Faurie c. hospice de Saint-Esprit.

3. Cass. requête, 11 mai 1835, Delahaye et Gougeon.

de l'étang. Si un voisin faisait sur ce terrain un acte d'appropriation non ambigu, comme la construction d'un bâtiment ou un établissement quelconque, il pourrait certainement, après une possession paisible de trente ans, invoquer la prescription.

Le niveau d'eau sur lequel on base la présomption de propriété du lit de l'étang n'est pas celui du seuil même du déversoir, car celui-ci peut être fréquemment surmonté d'une certaine lame d'eau pour assurer l'écoulement des crues ordinaires, et l'on doit supposer que le propriétaire a réglé sa retenue de manière à ne pas submerger chaque année ses voisins.

La limite normale de l'étang est donc celle de la surface submergée pendant les hautes eaux ordinaires d'hiver, sans qu'il doive être tenu compte des submersions exceptionnelles causées par des crues extraordinaires ; c'est ce que la Cour de cassation a jugé à plusieurs reprises (1).

Dans une affaire cependant, la Cour de cassation a jugé qu'au contraire c'était le niveau du déversoir qui servait à caractériser les crues extraordinaires, et qu'on devait qualifier de ce nom toute crue dépassant ce niveau, mais cette opinion divergente n'a pas été maintenue.

Pour que la règle que nous venons d'indiquer s'ap-

1. Cass. civ., 9 novembre 1841, 13 mars 1867.

plique, il est nécessaire, bien entendu, qu'il existe un déversoir fonctionnant automatiquement pour régler le niveau normal de la retenue. C'est ainsi qu'un étang muni d'un système de clapet, ou de vannes qu'on fait manœuvrer à main d'homme, qu'il faut lever pour laisser évacuer l'eau ne pourrait être délimité au moyen de la présomption de l'article 558 : il faudrait des titres.

Si la décharge fonctionnant automatiquement comme il vient d'être dit, avait néanmoins été modifiée clandestinement, de façon à faire varier le niveau de l'étang, cela ne suffit pas pour changer l'étendue de la propriété, mais cela peut donner lieu à une véritable prescription. Si l'on ne prescrit pas contre le niveau tant qu'il est invariable et que le degré de remplissage de l'étang varie seul, lorsqu'au contraire les ouvrages qui retiennent les eaux sont modifiés, la situation de fait ainsi créée constitue une possession qui, au bout de trente ans, entraîne la prescription soit pour, soit contre le propriétaire de l'étang et qui prévaut alors même contre les titres (1).

Toutefois, cette prescription ne serait pas acquise si le propriétaire de l'étang avait relevé le niveau non pas en agissant comme s'il usait d'un droit, mais en profitant simplement d'une tolérance, par exemple de sursis accordés à diverses reprises à l'exécution d'une

1. Cass., requête, 17 décembre 1838, commune de Rouvre c. Morin.

décision ordonnant l'abaissement de la décharge (1).

Enfin pour en terminer avec l'imprescriptibilité qui résulte de l'article 558, disons qu'étant une exception, elle doit s'appliquer d'une manière restrictive ; elle ne s'étend qu'au sol même recouvert par les eaux. Aussi il a été jugé que la chaussée d'un étang pouvait être acquise par prescription, même sans changement de destination et se trouver appartenir à un autre propriétaire que l'étang ; et il en est de même des talus, passe-bords et autres accessoires de l'étang (2).

Si l'article 558 établit pour la délimitation de l'étang privé une présomption de propriété, il ne faut pas croire pour cela que les titres n'ont plus aucune utilité ; dans bien des cas, c'est à eux au contraire qu'il faudra avoir recours. Ainsi la jurisprudence décide que c'est aux titres qu'il faut se référer pour délimiter un étang dont le déversoir primitif a été changé, et qu'il n'en reste plus de trace. Il en est de même quand la superficie de l'étang a notoirement subi des diminutions par suite de dessèchement (3). Il en est de même enfin, nous l'avons vu, si le déversoir ne fonctionne pas automatiquement. Mais pour nous, les titres ont, en notre matière, une autre utilité encore beaucoup plus considérable ; mais ici nous nous séparons de la jurisprudence.

1. Cass. requête, 10 décembre 1838, Jobard c. Chabaud.

2. Cass. civ., 14 mars 1881, requête, 10 avril 1883.

3. Cass., 25 mars 1868. D. 68.1.488.

D'après la jurisprudence, pour délimiter un étang, il faut prendre uniquement en considération le niveau des eaux normales d'hiver, sans s'attacher aux titres, sauf en des cas exceptionnels : c'est, d'après elle, le sens de l'article 558.

Nous pensons, au contraire, avec M. H. Auclair (1) que cet article, au lieu de s'attacher uniquement au déversoir, fait appel aux titres. « L'alluvion, dit-il, n'a pas lieu à l'égard des lacs et étangs dont le propriétaire conserve toujours le terrain que l'eau couvre, etc. »

Le propriétaire ne voit pas prescrire contre lui le terrain que l'eau de son étang couvre quand elle est au niveau de son déversoir. Mais à quel moment ? Faut-il prendre le niveau au moment où le litige prend naissance entre le propriétaire et le voisin ou est-ce au moment de la création de l'étang.

Prendre le niveau au moment du litige serait contraire au texte lui-même qui parle de « conserver », on ne conserve pas ce qui ne vous appartient pas.

C'est donc le terrain couvert par l'eau au moment de la création de l'étang que conserve le propriétaire de l'étang.

Cette solution répond mieux à l'idée d'équité dont parlent les travaux préparatoires de la loi. En effet le propriétaire n'est pas lésé, puisqu'on ne peut pas prescrire contre lui une partie quelconque de son

1. H. Auclair, *La pêche dans les rivières non navigables ni flottables*, Paris, 1909, p. 126.

biën. Le riverain ne perd rien non plus, puisqu'il peut prendre, dès le début, toutes les dispositions nécessaires pour empêcher l'étang de l'envahir, et de plus, il ne perdra pas son terrain. Avec notre solution, il est impossible aux riverains de frauder en déposant des matériaux sur les bords de l'étang, de manière à en restreindre l'étendue.

De même le propriétaire de l'étang ne pourra pas à l'aide de manœuvres d'eau faites à l'insu des riverains envahir le terrain de ses voisins, et, grâce à la vertu dégradante des eaux, agrandir son étang à leur préjudice. Si on admettait la première solution, au contraire, tous ces inconvénients pourraient se produire et on enlèverait au bornage d'un étang tout son caractère stable.

L'article 558, comme le remarque M. Auclair, contient de plus une contradiction s'il signifie ce que la jurisprudence lui fait dire, c'est-à-dire s'il faut prendre le niveau des eaux au moment du procès pour fixer la limite de l'étang.

Il peut arriver, en effet, que les eaux, en dégradant une berge, en augmentent une autre. Or ce terrain formé de dépôt, situé sur le lit même de l'étang ne peut d'après l'article 558, appartenir au riverain, puisque l'alluvion n'a pas lieu à son profit.

Mais d'autre part, cette bande de terrain d'alluvion n'appartient pas non plus au propriétaire de l'étang puisque, d'après la fin de l'article 558-2° celui-ci n'est

propriétaire que du sol que l'eau couvre quand elle est à hauteur de la décharge.

Quel sera donc le propriétaire ? D'après la jurisprudence, il faudrait admettre que c'est le riverain qui est propriétaire de ce terrain d'alluvion, puisqu'elle ne prend en considération que la fin du premier alinéa de l'article 558. C'est taxer le législateur d'incohérence. Au contraire, avec la solution que nous avons indiquée, il n'y a aucune contradiction dans l'article 558.

Les alluvions n'existeront pas à l'égard des étangs, et, pour conserver les droits du propriétaire de l'étang, on prendra le niveau des eaux conformément à cet article, mais on le prendra au moment de la création de l'étang. Mais alors il ne sera plus exact de dire comme l'a dit un tribunal (1) que les titres n'ont absolument aucune valeur. Bien au contraire, ce seront les titres qui mentionneront les limites de l'étang et par suite conserveront la propriété intacte aussi bien celle du riverain que celle du propriétaire de l'étang.

Tel est, pensons-nous, le véritable sens de l'article 558. « Il est à souhaiter, ajoute M. Auclair, qu'une loi mette fin à toute la jurisprudence établie sur ce point ; il suffirait simplement pour cela d'indiquer dans l'article 558 le moment où il faut se reporter

1. Nancy, 20 mars 1826. Rép. Dalloz, *eaux*, n° 258.

pour rechercher la superficie couverte par les eaux(1). »

M. Auclair étudie aussi la question de savoir si cet article doit s'appliquer aux étangs traversés par un cours d'eau non navigable ni flottable. Après avoir examiné les travaux préparatoires du Code, il conclut naturellement à la négative.

Peu nous importe, d'ailleurs, puisque cet article fondamental dans la situation des étangs privés s'applique certainement aux étangs de la Somme, d'après l'arrêt de 1893 et aussi d'après les idées que nous avons dégagées.

Notons pour terminer que dans notre région cet article 558 n'a pas grande application, la Somme étant un cours d'eau très peu sujet à des crues et dont le niveau reste toujours sensiblement le même.

SECTION III

DROITS DES RIVERAINS

Les droits que peuvent avoir les riverains à l'usage de l'eau d'un lac ou d'un étang, dépendent en principe de la nature de ce lac ou de cet étang.

Sur les eaux des étangs traversés par un cours d'eau non navigable ni flottable, les riverains ont en général les mêmes droits d'usage que sur le cours d'eau lui-même. Rappelons cependant un arrêt de cassation du 9 avril 1865 déjà cité, qui interdit à un ri-

1. H. Auclair, ouvrage cité, p. 130.

verain d'un étang de cette nature d'y laver son linge. Mais, comme nous l'avons déjà dit plus haut, cet arrêt qui ne distingue pas d'après la nature des eaux, doit être considéré comme une exception : cette jurisprudence n'a pas été maintenue.

Quels sont donc ces droits d'usage dont jouissent les riverains des cours d'eau non navigables ni flottables, et par là même, des étangs traversés par ces cours d'eau ?

D'abord ces riverains peuvent se servir des eaux pour les usages domestiques ; bien que cela ne soit pas dit formellement dans le Code, ce droit n'a jamais été contesté par personne ; les usages domestiques sont même tolérés sur les cours d'eau du domaine public.

De plus, les riverains peuvent faire des prélèvements d'eau beaucoup plus considérables comme ceux nécessaires à l'irrigation ; le texte de l'article 644 le dit formellement. D'ailleurs, ce droit n'est pas absolu et la loi n'accorde pas aux riverains le droit de disposer de l'eau de la rivière. Aucun d'eux ne peut naturellement l'absorber entièrement, ni même en prendre une quantité assez considérable pour nuire aux autres riverains. Par conséquent, s'il arrive que les riverains puisent de l'eau en grande quantité pour l'irrigation de leur propriété, ils doivent la rendre à son cours naturel après s'en être servi.

Il n'est pas permis non plus aux riverains d'alté-

rer l'eau dont ils se servent et de la charger de substance capable de la rendre impropre à d'autres : en un mot, les riverains n'ont seulement, comme le dit l'article 644, que le droit de se servir de l'eau à *son passage*.

Ajoutons que ces droits d'usage accordés par la loi peuvent, d'après la jurisprudence, faire l'objet d'actions possessoires.

Les droits que la loi accorde aux riverains ne sont pas uniquement limités à ces usages domestiques ou agricoles. Comme le remarque M. Planiol, il n'est jamais entré dans l'esprit du législateur de limiter le nombre des usages permis aux riverains ; c'est comme si on avait écrit qu'ils peuvent se servir de l'eau même pour irriguer leur terre.

L'interprétation extensive de l'article 644 n'est pas douteuse.

Ainsi il n'est pas douteux que les riverains ne puissent utiliser l'eau dans un but industriel. Nous n'insisterons pas sur cette utilisation de l'eau qu'auront rarement à pratiquer les riverains d'étangs traversés par des rivières non navigables ni flottables, le courant étant d'autant moins rapide qu'il s'étend sur une plus grande largeur.

Par contre, un droit très intéressant pour les riverains d'étang de cette catégorie est le droit de pêche. Nous verrons en effet, dans un chapitre suivant, où nous étudierons spécialement le droit de pêche dans

les étangs, que ce droit, accordé par la loi du 15 avril 1829 aux riverains des cours non navigables ni flottables, appartient également aux riverains des étangs traversés par ces cours d'eau.

Enfin, une autre faculté que possèdent les riverains des petites rivières est celle de circuler en bateau sur leurs eaux. Cette faculté est trop naturelle pour avoir été discutée. La seule question qui prête à controverse est celle de savoir si cette circulation en bateau doit être considérée comme une faculté commune à tous, au même titre que celle de puiser de l'eau pour les besoins de la vie, abreuver ses bestiaux, etc..., ou au contraire comme une utilisation privilégiée réservée aux seuls riverains.

A lire les travaux préparatoires de la loi de 1898, il semble bien que seuls les riverains aient le droit de circuler en bateau sur la rivière et seulement en face de leur propriété. « Le respect de la propriété, » dit M. Cuvinot, rapporteur de la loi, exige de la « façon la plus absolue qu'un propriétaire dont l'héritage est traversé par un cours d'eau ait le droit « d'empêcher les riverains supérieurs ou inférieurs « de traverser sa propriété au moyen de bateau » et « plus loin » ce serait porter l'atteinte la plus grave « au droit de propriété que de conférer aux riverains « d'un cours d'eau la facilité de pénétrer dans le « domaine d'autrui, d'aborder sur toutes les propriétés. »

Cependant les auteurs pensent en général que la circulation en bateau est un mode d'utilisation de l'eau considéré comme chose commune, utilisation qui ne doit donc pas être privilégiée ni réservée aux seuls riverains.

Ainsi, M. Raphaël Rougier, dans un article de la *Revue critique* (1), après avoir défini la circulation en bateau sur une rivière : « C'est la mise à profit
« de la propriété qu'a l'eau de courir en suivant sa
« pente et de porter les objets relativement légers ;
« c'est donc une utilisation de l'eau courante qui ne
« demande rien au lit ni aux rives... », ajoute :
« La faculté de circuler appartient donc à tout le
« monde et n'est subordonnée à aucune condition
« autre que celle de la possibilité matérielle. » Et plus loin : « Le droit de circuler en bateau appartient
« au premier venu qu'il soit propriétaire du bord de
« la rivière ou qu'il ne le soit pas. »

Mais d'autre part, il est certain qu'il y a là une faculté plutôt qu'un droit. La faculté d'employer l'eau comme véhicule devra donc s'effacer devant tous les droits consacrés par le Code, et notamment devant le droit de se clore. Un individu propriétaire des deux rives aura parfaitement le droit d'empêcher la circulation en bateau pendant la traversée de sa pro-

1. Raphaël Rougier, *Revue critique de législation et jurisprudence*, année 1903, p. 27.

priété. Pourtant la jurisprudence semble au contraire admettre le passage des tiers en bateaux parce que c'est un mode d'usage de l'eau qui est *res communis* (1). Il est vrai qu'un jugement du tribunal d'Auch (2) admet parfaitement que le droit de clôture l'emporte sur la faculté de circuler en bateau, et il est à supposer que la jurisprudence se précisera dans ce sens qui, à notre avis, est le plus juridique.

Quoi qu'il en soit, il est certain que, plus ou moins étendu, réservé à leur seul profit, ou partagé avec tous, les riverains d'un cours d'eau navigable ni flottable ont la faculté de circuler en bateau sur ces eaux.

Cette faculté s'étend-elle aux riverains d'un étang traversé par un cours d'eau non navigable ni flottable ? Cela ne paraît pas douteux. Nous ne connaissons pas, il est vrai, de jurisprudence sur ce point. Mais la circulation en bateau étant un mode d'utilisation de l'eau considérée comme *res nullius*, cette faculté doit être donnée aux riverains de ces étangs dont les eaux sont également *res nullius*. On ne doit faire aucune différence entre cet usage particulier de l'eau et les autres usages domestiques ou agricoles que nous avons cités précédemment.

Tous ces droits divers que possèdent les riverains

1. Paris, 26 juillet 1901. D. 1902.2.201. et la note de M. Claro. S. 1902.1.1 et la note de M. Saleilles.

2. Auch, 4 juin 1901. S. 1903.2.22.

des étangs traversés par un cours d'eau non navigable ni flottable dont ils ne sont qu'un épanouissement ne sauraient être attribués aux riverains des étangs exclusivement alimentés par des eaux pluviales, ou des eaux de sources émergeant sur le fonds même, c'est-à-dire aux étangs privés (1).

Et à ces étangs nous savons qu'on assimile les étangs de la Somme qui sont aussi des propriétés privées. C'est à ceux-ci que M. Picard fait allusion quand il dit : « Un étang peut avoir le caractère de
« propriété privée lors même qu'il est alimenté en
« partie par un cours d'eau non navigable, les eaux
« courantes venant se perdre dans une masse d'eau
« privée, en sorte que les propriétaires riverains
« n'ont aucun droit de jouissance sur les eaux de
« l'étang (2). »

Aussi aucun des droits d'usage que nous avons cités ne peut être exercé par les riverains d'un étang privé et particulièrement par les riverains des étangs de la Somme. La raison en est simple : l'eau de ces étangs est une chose privée et personne ne peut — à moins d'avoir acquis une servitude — avoir des droits d'usage sur la propriété d'autrui. Ajoutons que les eaux de ces étangs conservent encore leur caractère privé alors que les propriétaires les conduiraient par

1. Cass , 29 juin 1814.

2. A. Picard. *Traité des eaux*, t. IV, p. 203.

des canaux ou des émissaires quelconques, soit sur un autre fonds, leur appartenant, soit sur un fonds appartenant à un tiers. La Cour de cassation a même décidé que les riverains de l'exutoire naturel de l'étang ne pouvaient prétendre à l'exercice de droits d'usage sur les eaux volontairement évacuées par le propriétaire en vertu d'un contrat avec un usinier inférieur alors que le lit eût été complètement asséché sans cette circonstance (1).

Enfin il a été jugé que les travaux faits par un propriétaire riverain, en vue d'attirer les eaux de l'étang pour son usage, peuvent donner lieu à une action possessoire tendant à en interdire la continuation(2).

1. Cass., 21 juin 1859. D. 59. 1. 341.

2. Cass., 13 avril 1819.

CHAPITRE IX

Du droit à l'expropriation des propriétaires d'étangs de la Somme

Une des conséquences de la situation juridique particulière des étangs de la Somme, c'est-à-dire de leur condition d'étangs privés semble *a priori* être le droit à l'expropriation en cas d'une emprise quelconque de l'administration. Cette application intéressante du droit de propriété mérite une attention spéciale.

La question d'expropriation de nos étangs est d'ailleurs d'actualité. En effet, on construit actuellement un canal, le « canal du Nord » dont une section d'Arleux à Péronne doit être alimentée par de l'eau empruntée aux étangs de la Somme entre Béthencourt et Bray. Les propriétaires des étangs formant une association libre en vertu d'un acte reçu par M^{es} Colombier et Caron, notaires à Péronne le 17 octobre 1893, ont comparu à l'enquête ouverte sur l'avant-projet du canal du Nord et y ont fait la déclaration suivante :

« Si l'intérêt public exige la construction du canal du Nord et son alimentation par les eaux appartenant aux propriétaires des susdits étangs, il est indispensable que la loi qui autorisera l'exécution des travaux pour lesquels l'expropriation sera requise renferme une clause imposant à l'État ou au concessionnaire l'obligation d'exproprier les étangs compris entre Béthencourt et Bray, engagés dans l'association libre susnommée ; que l'arrêté à prendre par le Préfet de la Somme, en vertu de l'article 2 de la loi du 3 mars 1841, détermine que les étangs compris entre Béthencourt et Bray seront cédés par voie d'expropriation et que le paiement de l'indemnité due aux associés et qui sera fixée par le jury aura lieu préalablement aux travaux. » Que faut-il penser de cette prétention des propriétaires d'étangs ? Ont-ils, comme ils l'affirment, droit à l'expropriation ?

Les étangs de la Somme, dans leur ensemble, constituent la propriété intégrale de ceux à qui ils appartiennent avec tous les avantages et privilèges attachés au droit de propriété.

Or, aux termes de l'article 546 du Code civil : « Nul ne peut être contraint de céder sa propriété si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité. »

Si donc les travaux projetés pour le canal du Nord obligent les propriétaires des étangs à céder tout ou partie de leur propriété, il faut, semble-t-il, qu'il soit

procédé à leur égard, dans les formes de l'expropriation, pour cause d'utilité publique et qu'une juste indemnité leur soit préalablement versée.

Mais la question est justement de savoir si le fait d'alimenter un canal avec de l'eau puisée dans un étang a pour effet de déposséder le propriétaire de cet étang, et si l'on se trouve dès lors dans le cas prévu par l'article 546 du Code civil et par la loi du 3 mai 1841.

L'expropriation pour cause d'utilité publique est la *transmission de la propriété privée au domaine public*. Cette définition figure tout entière au commencement du rapport sur la première loi d'expropriation, présenté par M. Riboud dans la séance du Corps législatif du 8 mars 1810. « Le projet de loi a pour but de concilier l'intérêt général et l'intérêt particulier, lorsque la réunion de quelque propriété devient nécessaire pour l'utilité publique, et d'établir les règles justes, d'après lesquelles sa cession volontaire ou forcée doit être effectuée. En ce dernier cas, *il s'agit d'opérer envers l'administration la transmission légale et authentique de cette propriété, c'est-à-dire d'en exproprier celui auquel elle appartient.* »

Parmi les jurisconsultes, Proudhon a, l'un des premiers, signalé comme l'élément essentiel et nécessaire de l'expropriation la mutation de propriété. De Lal-leau, dans son *Traité de l'expropriation pour cause*

d'utilité publique, dit : « Il n'y a, pour distinguer le cas d'expropriation, qu'une seule question à poser : Qui est propriétaire ? Si l'État est devenu propriétaire à la place d'un particulier, il y a expropriation. Mais s'il n'y a aucune partie de l'héritage dont on puisse dire qu'elle a cessé d'être la propriété de l'un et est devenue la propriété de l'autre, il n'y a pas expropriation, puisque le propriétaire est toujours le même (1). »

Peu importe, d'ailleurs, que l'expropriation soit totale ou partielle, c'est-à-dire qu'elle frappe la totalité ou seulement une partie de l'héritage, si petite que soit cette partie ; il suffit que la vente forcée ait pour but de la mettre dans le domaine public, pour qu'il y ait expropriation de cette partie. Mais au contraire, si aucune partie du fonds n'a été cédée au domaine public, la dépréciation, si grande qu'elle soit, quand même elle s'étendrait sur la totalité de l'héritage, ne constitue pas une expropriation dans le sens des lois spéciales.

Or, dans l'espèce qui nous occupe, il est évident, d'une part, que le propriétaire d'un étang est propriétaire de l'eau qui en fait partie essentielle et intégrante.

D'autre part, par conséquent, prendre l'eau d'un étang pour alimenter un canal, c'est déposséder un

1. De Lalleau. *Traité d'expropriation pour cause d'utilité publique*, t. I, p. 81.

propriétaire au profit de l'État. Il y a de toute façon une main-mise sur l'étang, et, si partielle que soit en apparence cette main-mise, elle ne porte pas moins sur la surface totale de l'étang, puisqu'elle permet de s'emparer de l'eau sur toute cette surface ; le propriétaire se voit déposséder de sa propriété dans ce qui en constitue la substance même.

Sans doute, lorsque la diminution de la quantité d'eau à laquelle a droit une usine, et, par analogie, la diminution du niveau d'eau d'un étang, est une simple conséquence des travaux entrepris par l'administration à une distance plus ou moins éloignée de la propriété même ainsi atteinte, il n'y a là en principe qu'un dommage qui ne nécessite ni expropriation ni indemnité préalable (1).

C'est que suivant les principes que nous avons exposés, il n'y pas transfert de propriété au profit de l'État. Mais dans l'espèce que nous examinons, il ne s'agit pas des conséquences d'un travail public, il s'agit bien d'une dépossession ayant pour objet direct et déclaré l'eau même des étangs.

On ne pourrait donc pas qualifier cette dépossession de dommage à régler ultérieurement par le Conseil de préfecture. C'est par voie d'expropriation qu'il faudrait nécessairement procéder.

La doctrine et la jurisprudence, celle notamment

1. Cons. d'État, 26 novembre 1841. Moret. Dalloz, Rép. *eaux*, n° 494

du tribunal des conflits, sont d'ailleurs fixées en ce sens que, dès qu'il y a une dépossession quelconque, il y a expropriation et non pas seulement dommage, que la dépossession, d'ailleurs, soit le but direct que l'on se propose, ou qu'elle résulte indirectement de travaux faits par l'administration.

Laferrière, dans son *Traité de juridiction administrative*, dit en effet : « La compétence qui appartient à l'autorité judiciaire pour le règlement des indemnités d'expropriation lui est également reconnue par la loi et la jurisprudence lorsque des actes administratifs ont pour résultat indirect de déposséder un propriétaire au profit de l'administration (1). »

Il montre ensuite, par des exemples, ce qu'il entend par dépossession indirecte. Ainsi, l'occupation des propriétés privées pour l'établissement de chantiers publics ou pour l'extraction de matériaux nécessaires à l'exécution des ouvrages n'entraîne par elle-même aucune translation de propriété ; cette occupation ne devant être en principe que purement temporaire et ne procurer qu'une gêne passagère. Mais il peut arriver que cette occupation temporaire se transforme en une occupation définitive, soit qu'elle aboutisse à une expropriation indirecte dont elle aura devancé la date, soit que des faits nouveaux et non prévus des parties aient transformé, après coup, le caractère de cette occupation.

1. Laferrière. *Traité de juridiction administrative*, t. I, p. 542.

Dans ces différents cas, le propriétaire aura droit à une indemnité définitive, pour dépossession de sa propriété, et non pas de simples indemnités périodiques, pour dommage et privation de jouissance ; en même temps le règlement de l'indemnité cessera d'appartenir à la juridiction administrative et sera transféré à l'autorité judiciaire (1).

La jurisprudence a également assimilé à une expropriation déguisée, relevant de l'autorité judiciaire, l'interdiction permanente d'exploiter une mine située sous la voie ferrée et dont les galeries auraient pu compromettre la solidité et la sécurité des ouvrages (2).

Il en fut de même pour le dérasement de la partie supérieure d'une maison, et l'interdiction faite à un propriétaire d'en relever le niveau, pour faciliter la manœuvre d'un pont tournant (3).

Dans ces deux espèces, le Conseil d'État et le tribunal des conflits se sont fondés, pour reconnaître la compétence judiciaire, sur ce fait qu'il n'y avait pas seulement une privation définitive de jouissance, mais aussi une prise de possession des espaces interdits pour en faire une dépendance d'un ouvrage public, ligne de chemin de fer ou pont.

1. Conseil d'État, 11 février 1876. *Chemin de fer du Nord*, 14 juillet 1876. Espitalier.

2. Tribunal des conflits, 5 mai 1877 : Houillères de Saint-Étienne.

3. Conseil d'État, 29 décembre 1860 et 9 février 1875. Letessier.

« Mais, remarque Laferrière, s'il n'y avait qu'une privation permanente de jouissance sans appropriation par l'administration, il y aurait dommage permanent et non expropriation indirecte ; l'expropriation suppose, en effet, que l'administration a acquis ce que le propriétaire a perdu. » C'est le principe que nous avons posé tout à l'heure.

Seule l'expropriation est de la compétence judiciaire ; les dommages permanents causés par les travaux publics relèvent, comme les dommages temporaires, des Conseils de Préfecture ; du moins, la jurisprudence est maintenant fixée en ce sens. Mais il y eut longtemps un dissentiment sur ce point entre le Conseil d'État et la Cour de cassation. Celle-ci assimilait le dommage permanent à une expropriation partielle ; le Conseil d'État, au contraire, admettait la compétence du Conseil de Préfecture. Le Tribunal des conflits s'est rangé, en 1850 (1), à l'opinion du Conseil d'État, et la Cour de cassation s'est ralliée, à son tour, à cette jurisprudence deux ans plus tard (2).

Comme exemple de dommage permanent, entraînant ainsi compétence du Conseil de Préfecture, on peut citer l'érosion des berges d'une propriété riveraine par les eaux d'un fleuve à la suite de travaux

1. 29 mars 1850. Thomassin, 30 avril 1850. Mallez.

2. Cass., 29 mars 1852.

publics ayant changé le régime des courants (1) ou encore l'invasion par des eaux courantes ou stagnantes de terrains excavés par des extractions de matériaux (2). Ces dommages permanents n'ont rien de comparable avec le fait de prendre l'eau d'un étang pour alimenter un canal.

Il ne faudrait pas non plus confondre avec notre espèce la suppression ou la diminution par l'administration, de la force motrice des moulins et usines établis sur des cours d'eau; cette suppression ou cette diminution résultant d'une utilisation quelconque de l'eau par l'administration. En effet, puisqu'il faut avoir été propriétaire pour pouvoir être exproprié, il s'ensuit que la perte des objets non susceptibles de propriété privée ne peut être qualifiée expropriation. Or nous avons montré longuement que selon la jurisprudence avant 1898, selon la loi depuis cette époque, l'eau des cours d'eau non navigables ni flottables était *res communis*, par conséquent non susceptible de propriété privée; quant à l'eau des rivières navigables, elle a toujours appartenu au domaine public. Il est donc naturel que, dans l'hypothèse de suppression de force motrice, on ne puisse parler d'expropriation; et pourtant, longtemps, la jurisprudence décida que la suppression totale ou partielle de la

1. Tribunal des conflits, 23 décembre 1850, Martin.

2. Conseil d'État, 4 juillet 1872, Cassan

force motrice d'une usine établie sur un cours d'eau constituait une véritable expropriation (1).

Je citerai notamment un arrêt de rejet de 1836 rapporté au répertoire de Dalloz (2) qui conclut ainsi : « Attendu que pour déterminer la ligne de démarcation qui sépare la compétence des tribunaux de celle de l'administration, il faut distinguer... entre les indemnités réclamées pour préjudices temporaires et variables résultant du chômage pendant la durée de confection des travaux d'utilité publique, et les indemnités pour diminution de la force motrice des usines, diminution qui constitue un préjudice fixe et permanent et, par conséquent, une altération notable de la propriété même ; attendu que cette destination a été soigneusement marquée par l'arrêt attaqué... Rejette. »

Mais à partir de 1844, le Conseil d'État s'est fixé dans le sens opposé. Les motifs de la jurisprudence actuelle sont que : « La pente des cours d'eau n'étant pas susceptible de propriété privée, la suppression totale ou partielle, par suite de l'exécution de travaux publics, de la force motrice résultant de cette pente, ne constitue qu'un dommage dont la connaissance appartient aux Conseils de Préfecture (3).

1. Ord. content., 17 août 1825, 5 mai 1830, 10 juillet 1833, 17 avril 1834, 18 avril 1835.

2. Cass., 23 novembre 1836. Dalloz, Rép., *eaux*, n° 492 en note.

3. Décret content., 23 mai 1852, arr. cont. 13 août 1851, décret

Ce principe était bien précis, puisque dans le même établissement, le Conseil d'État distinguait entre l'indemnité relative à la dépossession des bâtiments et celle relative à la privation de la force motrice, pour attribuer le règlement de la première seulement à l'autorité judiciaire.

La Cour de cassation est pourtant revenue au premier système ; c'est du moins ce que l'on peut déduire d'un arrêt de 1855 où il est dit : « Lorsque, dans l'intérêt de la navigation, l'administration a jugé nécessaire la suppression d'un moulin ou usine située sur une rivière navigable, c'est à l'autorité judiciaire juge des questions de propriété soulevées au sujet des travaux publics, et non à l'autorité administrative qu'il appartient de décider si l'établissement du moulin ou de l'usine est légal, et si par suite le propriétaire a droit à une indemnité (1). »

Si la Cour de cassation admet la compétence judiciaire et par conséquent l'expropriation dans un cas où l'on comprendrait fort bien qu'il n'en fût pas ainsi, l'usinier n'étant pas à proprement parler propriétaire de la force motrice, la solution ne peut pas faire de doute *a fortiori* dans l'hypothèse que nous

conf. 18 nov. 1852, décret s. conf. 15 décembre 1853, Cons. d'État, 16 mai 1858, etc.

Pour les rivières non navigables, ordon. s. conflit 17 décembre 1847, 18 nov. 1852, décret sur conflit 15 déc. 1853.

1. Cass., 21 mai 1855. *Gaz. des Tribunaux*, 22 mai 1855.

études, d'un emprunt d'eau à faire aux étangs de la Somme.

Dans ce cas, en effet, l'administration dépossède vraiment le propriétaire de l'étang d'une partie de sa propriété pour l'utiliser à son profit exclusif.

L'hypothèse est bien analogue à celle que nous examinons tout à l'heure pour les différencier du simple dommage, par exemple à la démolition d'un étage d'une maison avec l'interdiction pour le propriétaire de l'élever à nouveau et ce pour ne pas gêner un pont tournant.

Qu'on n'objecte pas que l'eau empruntée ainsi aux étangs est un meuble, et que l'expropriation n'a lieu qu'à l'égard des immeubles. L'eau prise en masse est un immeuble ; c'est elle qui forme la substance même de l'étang, qui, sans elle, n'existerait pas. Ce que l'on devra exproprier — ce dont on aura à payer la valeur au propriétaire de l'étang — ce n'est pas l'eau en elle-même, prise avec sa propre valeur, qui serait infirme, c'est la diminution de la substance de l'étang dont on aura fait baisser le niveau, valeur beaucoup plus importante — beaucoup plus difficile aussi à fixer — de même que dans l'hypothèse que nous venons de rappeler, c'est moins l'étage à démolir pris en lui-même, avec sa valeur commerciale, que l'on expropria, que la diminution considérée *in abstracto* que l'on fit subir à la propriété tout entière.

En décembre 1905, l'administration expropria l'un

des étangs de la Somme, l'étang du moulin de Pail-
lon, comptant probablement y prendre l'eau dont
elle aurait besoin et être quitte avec les autres pro-
priétaires d'étangs. Mais, qu'on ne s'y trompe pas,
tous les étangs de la Somme forment un même sys-
tème ; étant en communication les uns avec les autres
par des vannes ou barrages à clayettes, ils sont soli-
daires les uns des autres. Une prise d'eau dans l'étang,
appartenant maintenant à l'État fera sentir son effet,
d'après la théorie des vases communicants, dans tous
les autres étangs. Si donc, en raison de cette prise
d'eau, le niveau de ceux-ci baisse d'une façon ap-
préciable, il devra être procédé, pour chacun d'eux,
à une expropriation.

CHAPITRE X

Du droit de Pêche dans les étangs de la Somme

Au point de vue de la pêche, comme aux autres, les étangs de la Somme sont-ils encore assimilables entièrement à des étangs privés et alimentés d'eau de source ou d'eau pluviale? Doit-on, au contraire, à ce seul point de vue, et en raison d'un texte spécial de loi, les considérer comme des étangs ordinaires traversés par un cours d'eau non navigable et les soumettre comme tels aux règlements communs?

Telle est la question que nous avons maintenant à examiner.

Et d'abord, nous allons montrer les intérêts divers qu'elle présente en faisant ressortir les principales différences qui existent entre les étangs privés et clos, et les autres.

SECTION I

PRINCIPALES DIFFÉRENCES ENTRE LES ÉTANGS PRIVÉS ET LES ÉTANGS TRAVERSÉS PAR UN COURS D'EAU

1° *Nature juridique du poisson.*

De même que l'eau des étangs est une *res nullius* ou une propriété privée, suivant que ces étangs sont ou non traversés par un cours d'eau non navigable ni flottable, de même la nature juridique du poisson diffère, suivant qu'il vit dans les étangs privés ou dans les autres assimilés à des rivières.

Déjà, avant le Code civil, une différence importante existait entre les poissons des rivières et ceux des étangs. Pour Pothier, « les poissons qui sont dans les rivières, les lacs, etc..., étant *inlaxate naturali*, sont des choses qui n'appartiennent à personne ; la pêche qu'on en fait est un genre d'occupation par le quel les pêcheurs acquièrent le domaine des poissons qu'ils pêchent et dont ils s'emparent par la pêche qu'ils en font. »

Mais, par contre, dans les étangs, les poissons avaient un maître, et la pêche, sans sa permission, était défendue sous peine d'être puni comme d'un larcin. Les ordonnances, à la vérité, ne considèrent pas comme voleurs ceux qui pêchent dans les étangs des particuliers ; elles disent seulement qu'ils seront

punis de la même peine que les voleurs, « parce que, explique Pothier, la malice que renferme le délit de ceux qui pêchent ainsi dans les rivières et étangs d'autrui, est semblable à celle d'un vol qui consiste à faire du tort à autrui dans son bien pour en profiter, puisque celui qui pêche sans droit dans la rivière ou l'étang où j'ai le droit de pêcher, me fait tort dans ce droit de pêcher qui est mon bien, en diminuant par la pêche qu'il y a faite sans droit, pour son profit, l'émolument de celle que j'y dois faire. »

Le propriétaire d'étang, maître de son poisson, avait même le droit de le suivre quand il sortait de son domaine par suite de crue ou de débordement jusqu'à l'étang qui se trouvait au-dessus du sien.

Si en amont il n'y avait pas d'autre étang, le propriétaire pouvait suivre son poisson dans le ruisseau et l'y pêcher.

Cette suite ne pouvait se faire qu'en montant. De plus, elle n'était pas autorisée si l'étang ou le ruisseau supérieur était peuplé ; car dans ce cas, il était impossible au propriétaire de reconnaître ses poissons parmi les autres.

Aujourd'hui la même différence dans la nature juridique du poisson, plus accentuée peut-être, se manifeste entre les poissons des rivières et des étangs traversés par une rivière d'une part, et ceux des étangs privés d'autre part.

Le poisson des eaux courantes est un objet mobilier qui reste *res nullius* tant que le riverain ne l'a pas fait sien par l'occupation. Ce poisson ne peut pas faire, par exemple, l'objet d'une saisie puisqu'il n'appartient au propriétaire riverain qu'à la condition que celui-ci l'ait pêché.

Dans le cas seulement où il est pris en faute, le poisson ne devient pas la propriété de celui qui l'a pris.

La loi veut en effet que le prix de ce poisson soit remboursé à celui qui avait le droit de pêche ; ce paiement est inconciliable avec le droit d'occupation qui est nécessairement gratuit.

Quand la rivière déborde, le poisson étant *res nullius* peut être capturé partout où il se trouve sans que ceux qui ont normalement le droit de le pêcher puissent se plaindre.

Le poisson des étangs traversés par des cours d'eau ou communiquant avec les cours d'eau, conserve le caractère de *res nullius*. Il ne devient une propriété que par l'occupation. Et il en est ainsi même du poisson que le maître de l'étang y a apporté ou a élevé ; si ce poisson quitte l'étang, le maître n'a aucun droit de suite, même en cas de fraude car il n'a sur lui aucun droit de propriété. Si en effet le maître de l'étang conservait la propriété des poissons qu'il mettait dans l'eau, on devrait admettre par analogie que tout individu qui empoissonnerait une rivière pourrait ensuite

revendiquer la propriété de son poisson : ce serait stupide.

Dès lors, ce poisson mis dans un de ces étangs, comme celui mis dans une rivière cesse d'appartenir à quelqu'un jusqu'au jour où un pêcheur ayant le droit de pêcher dans l'étang le prendra et le fera sien par l'occupation.

Le caractère de *res nullius* du poisson des étangs de cette sorte a été formellement reconnu par un arrêt de cassation de 1908 (1) où il est dit : « Attendu que l'arrêt attaqué s'est refusé à réprimer le fait qui lui était déféré, par les motifs que l'étang du Répousset-couchant, où la capture du poisson a eu lieu, communique d'une part avec la mer par le canal d'Aigues-Mortes, d'autre part avec la rivière la Virdoule ; que le poisson s'y trouve en état de liberté, qu'il est donc essentiellement *res nullius* ne pouvant appartenir exclusivement au propriétaire de l'étang. »

Ce caractère du poisson de ces étangs avait de même été reconnu quoique moins explicitement en un arrêt de 1902.

La nature juridique du poisson vivant dans les étangs privés formés uniquement par la retenue des eaux de sources ou des eaux pluviales est toute différente.

D'après l'article 524 du Code civil, ce poisson, tant

1. Cass., 13 nov. 1908.

qu'il reste dans l'étang, constitue un immeuble par destination comme les lapins d'une garenne ou les pigeons d'un colombier. Ces poissons appartiennent donc uniquement au propriétaire de l'étang qui peut en disposer à sa guise.

Mais ces poissons deviennent des meubles quand ils sont pêchés ou même quand ils sont placés dans un réservoir en attendant le moment où ils seront vendus.

Quand les poissons passent d'un étang dans un autre, ils cessent d'appartenir au propriétaire du premier étang pour devenir la propriété de celui à qui appartient le second. Ils changent de propriétaire en changeant de gîte : c'est un cas d'accession immédiate régi par l'article 564 du Code civil.

En effet, aussitôt sortis de leur étang, ils s'incorporent aux fonds de l'autre dont ils sont immédiatement immeubles par destination. Leur ancien propriétaire n'y peut rien : il n'a pas de droit de suite.

Mais ceci suppose que le déplacement a été naturel : « pourvu toutefois qu'ils n'aient point été attirés par fraude ou artifice », dit l'article 564 *in fine*.

C'est très équitable et Faure justifiait cette solution dans son rapport au Tribunal en disant que « l'improbité ne peut être un moyen d'acquérir ».

Remarquons que, si la fraude venait d'une personne autre que celle qui est appelée à en profiter, cette disposition exceptionnelle ne s'appliquerait pas.

Mais, dans le cas ordinaire de fraude de la part du propriétaire de l'étang où est passé le poisson, doit-on admettre que l'ancien propriétaire ait le droit de suite ? C'est l'avis de M. Planiol, « cette dernière phrase, dit-il en parlant de l'article 564 *in fine*, signifie évidemment que s'il y a eu fraude, la règle reçoit exception et les animaux attirés par un voisin sur son fonds continuent d'appartenir à leur ancien propriétaire et peuvent être revendiqués par lui. L'opinion contraire, qui réduit le propriétaire des animaux à une simple action en dommages-intérêts, ne paraît pas conciliable avec le texte. » Bornons-nous à remarquer que le droit de suite ne serait pas facile à exercer dans notre espèce. Mais cela ne nuit en rien au principe : les poissons des étangs privés et lacs sont de même que les eaux de ces étangs propriété privée par opposition aux poissons des autres étangs qui sont *res nullius* comme l'eau dans laquelle ils vivent.

2° Personnes auxquelles appartient le droit de pêche.

Dans les étangs privés alimentés uniquement d'eaux de sources et d'eaux pluviales, le droit de pêche est, sans contestation, réservé au propriétaire de ces étangs. Lui seul peut y jeter sa ligne ou ses filets et les riverains n'y ont aucun droit, pas plus qu'ils n'ont sur les eaux de droits d'usages agricoles

ou même domestiques ; même la pêche à la ligne flottante est interdite à tout autre qu'au propriétaire de l'étang, sauf bien entendu avec sa permission.

Mais il en est tout autrement pour les étangs formés, dans un cours d'eau, ou traversés par un cours d'eau. L'eau garde alors son caractère de *res communis* qu'elle avait dans la rivière ; l'étang n'est que le cours d'eau lui-même plus ou moins large, et les riverains ont sur lui et sur ses eaux les mêmes droits que sur un cours d'eau quelconque. Ils ont le droit d'y pêcher, suivant l'article 2 de la loi du 15 avril 1829 qui donne aux riverains des cours d'eau non navigables ni flottables, le droit de pêche jusqu'au milieu du courant, sans préjudice des droits contraires établis par possession ou par titre.

Celui qu'on nomme communément le propriétaire de l'étang n'a le droit de pêche sur toute sa surface que s'il est propriétaire des rives, et ce n'est qu'en sa qualité de riverain qu'il a ce droit. Quelle est alors la différence entre le droit de pêche du propriétaire d'un étang privé, d'une part, et le droit de pêche du propriétaire des deux rives d'un étang traversé par un cours d'eau ? Cette différence n'est pas seulement nominale en ce que, d'un côté, le droit de pêche est un accessoire du droit de propriété, tandis que, de l'autre côté, ce n'est qu'un droit de jouissance ; elle consiste surtout dans la sanction. En effet, celui qui s'empare sans droit du poisson d'un étang privé

commet un vol, puni par l'article 338 du Code pénal. Au contraire, celui qui pêche dans un étang de l'autre espèce, sans être riverain, et sans autorisation, se voit appliquer l'article 5 de la loi du 15 avril 1829 : « Tout individu qui se livrera à la pêche sur les rivières et fleuves navigables ou flottables, canaux, ruisseaux ou cours d'eau quelconques sans la permission de celui à qui le droit de pêche appartient sera condamné à une amende de vingt francs au moins et de cent francs au plus, indépendamment des dommages-intérêts. »

La jurisprudence fut longue à se fixer sur cette question : tantôt elle considérait comme des étangs les amas d'eau formés par le barrage d'un cours d'eau, et leur appliquait l'article 338 du Code pénal, tantôt elle les assimilait aux cours d'eau eux-mêmes et leur appliquait l'article de la loi de 1829.

Toutes ces fluctuations de la jurisprudence se trouvent résumées dans l'affaire Cornefert, affaire très médiocre par l'intérêt engagé, mais très intéressante par les développements de jurisprudence auxquels elle a donné lieu. Pour décider d'une amende de quelques francs, les jugements contraires se sont succédé pendant cinq ans, de 1897 à 1902. Voici l'affaire : Un individu avait été surpris pêchant à la ligne flottante dans un de ces réservoirs construits par l'administration dans le lit d'un ruisseau, pour régulariser l'alimentation d'un canal en assurant constamment l'eau

nécessaire à la circulation des bateaux, sans avoir à craindre la sécheresse momentanée du ruisseau. Remarquons que les amas d'eau ainsi formés sont en tous points semblables aux étangs dont nous nous occupons.

La question se posait de savoir qui avait le droit de pêcher dans ces réservoirs. Était-ce le premier venu, le réservoir qui alimente le canal devant être assimilé à ce canal, et considéré comme faisant partie du domaine public ; étaient-ce les riverains seulement, le réservoir n'étant que l'élargissement d'un ruisseau non navigable, ou bien la pêche était-elle réservée à l'État, le réservoir étant assimilé à un étang privé. Toutes ces solutions furent successivement admises par les différents tribunaux qui eurent à connaître de l'affaire. Le tribunal de Langres, devant qui la question fut d'abord portée, déclara, dans son jugement du 13 août 1897, que le réservoir devait être assimilé au canal dont il dépendait ; en conséquence tout le monde avait le droit d'y pêcher à la ligne flottante.

Sur appel, la Cour de Dijon décida au contraire que le réservoir ne devait pas être assimilé à une rivière navigable ni à un canal, mais au contraire à une rivière non navigable et qu'il fallait appliquer l'article 5 § 1 de la loi de 1829 (1).

1. Dijon. *Pandectes*, 98.2.193.

Sur pourvoi, la Cour de cassation cassa l'arrêt de la Cour de Dijon (1) pour fausse application de la loi de 1829, le réservoir n'étant à son avis qu'un étang privé pour lequel l'article 338 du Code pénal devait s'appliquer ; le motif en était que des grilles placées entre le réservoir et le canal empêchaient entre eux la libre circulation du poisson.

L'affaire fut renvoyée devant la Cour de Besançon qui refusa à l'amas d'eau formant réservoir la qualité d'étang privé et réclama l'application de la loi de 1829. Les attendus de l'arrêt méritent d'être cités, car ils tranchent nettement la question.

« Attendu que le réservoir, la Liez, est formé au travers de la vallée de ce nom et sert à retenir exclusivement les eaux pluviales et celles provenant des deux ruisseaux non navigables ni flottables d'Orbigny et du Breuil, qui viennent y déverser leurs eaux après un parcours de quelques kilomètres. Ce réservoir communiquant en amont avec les ruisseaux d'Orbigny et de Breuil pendant une très grande partie de l'année, cette communication, bien que n'étant pas permanente, suffit pour rendre applicable au réservoir tout entier les dispositions de la loi du 15 avril 1829. »

Sur un nouveau pourvoi, la Cour de cassation, par un arrêt du 21 février 1902, confirma l'arrêt de Gre-

1. Cass. *Pandectes*, 1901, 1.373.

noble. Ce dernier arrêt, de même que l'arrêt de Besançon, déclare nettement que les riverains ont seuls le droit de pêche dans les amas d'eau formés par la retenue d'un cours d'eau non navigable ni flottable, autrement dit dans les étangs alimentés par un de ces cours d'eau. Le fait de pêcher sans permission dans ces étangs entraîne, ainsi que nous l'avons dit précédemment, non pas l'application de l'article 338 du Code pénal qu'on réserve pour les étangs privés, mais l'article 5 de la loi de 1829.

*3^e Application des dispositions de police
de la loi de 1829.*

La loi de 1829, dans son article 23, détermine les rivières auxquelles les dispositions qu'elle édicte sont applicables. C'est ainsi qu'elle mentionne : les fleuves et rivières navigables et flottables, les canaux, les ruisseaux ou cours d'eau quelconques ; on peut ajouter à cette énumération les étangs ou amas d'eau traversés ou simplement en communication avec les cours d'eau.

La généralité des termes de la loi fut combattue, mais en vain ; lors de la discussion, le rapporteur fit remarquer que les dispositions de la loi ont toutes pour objet l'intérêt général du repeuplement des rivières et de la reproduction du poisson, et que les exceptions demandées s'étendraient dans leurs résul-

tats non seulement aux portions de cours d'eau exceptées mais encore aux portions supérieures ou inférieures du même cours d'eau.

Sont seuls exceptés de l'application de la loi, du moins admettons-le provisoirement, les eaux ou étangs privés ne communiquant pas avec des rivières ou des cours d'eau quelconques.

Passons rapidement en vue les principales prohibitions de la loi. Dans son article 24, la loi de 1829 interdit d'établir dans les rivières ou ruisseaux des barrages ou appareils empêchant complètement le passage du poisson. Il ne faut pas confondre avec ces barrages, remarquons-le, les constructions servant pour l'industrie : on a seulement en vue les ouvrages dont le but avoué ou supposé est d'empêcher la circulation du poisson.

Cette prohibition s'étend même aux barrages établis avant la loi.

Cette disposition ne touche pas le propriétaire sur le terrain duquel naît la source : celle-ci ne devient publique que du moment où l'eau sort du fonds où elle a pris naissance.

Il en est de même pour un ruisseau qui, prenant naissance dans une propriété, coule un certain temps dans cette propriété, avant de devenir public ; ce n'est que quand il en est sorti, qu'il n'est plus possible d'y mettre des barrages et d'y fixer le poisson. « Le poisson, en effet, disait le rapporteur, circule successive-

ment dans les eaux courantes, et n'appartient plus à telle rivière plutôt qu'à telle autre. Au temps du frai, il remonte jusque dans les petits ruisseaux et préfère alors les lits les plus resserrés et les riverains ne doivent pas chercher à les fixer dans les parties des cours d'eau qui traversent ou bordent leurs propriétés par des barrages, grilles ou autres ouvrages qui l'empêcheraient entièrement de monter ou de descendre dans les autres parties des rivières ou ruisseaux. »

D'ailleurs les barrages n'empêchent pas seulement le poisson de passer en amont, ils ont un autre résultat, c'est que la partie du cours d'eau en aval du barrage pourrait se trouver désertée par certaines espèces de poissons, qui, au moment du frai, ont coutume de remonter jusqu'aux sources. On a vu, avant la loi de 1829, le cas se produire pour les truites par exemple ou le saumon.

Les barrages interdits sont ceux qui barrent le cours d'eau d'une rive à l'autre, de quelque nature qu'ils soient : les filets tendus constituent un barrage s'ils ne laissent pas un espace suffisant pour le passage du poisson.

C'est aux juges du fait qu'il appartient de dire si le barrage a pour résultat d'empêcher entièrement le passage du poisson : leur décision sur ce point est souveraine (1).

1. Cass., 14 décembre 1837, d'Espeuille. S. 1838.1.933.

Depuis 1829, le progrès de l'industrie et l'utilisation de la force motrice ont rendu nécessaire la construction de barrages dans le cours des rivières. Ces barrages sont des murailles presque perpendiculaires qu'il est impossible au poisson de franchir.

Afin de concilier cette nécessité industrielle avec le respect de la loi de 1829, la loi du 21 mars 1865 a stipulé que « des décrets rendus en Conseil d'État, après avis des Conseils généraux des départements, détermineront les parties des fleuves, rivières, canaux et cours d'eau dans les barrages desquels il pourra être établi, après enquête, un passage appelé échelle ».

Cette loi du reste a été absolument inefficace, d'abord parce qu'on ne l'applique pas, et puis aussi parce que les barrages sont beaucoup trop élevés et que dès lors les poissons ne peuvent pas franchir l'échelle d'un seul bond.

Une autre prohibition édictée par la loi de 1829 article 29 est celle de jeter dans les eaux des drogues ou appâts qui sont de nature à enivrer le poisson ou à le détruire.

Ce seront ici encore les juges du fait qui seront chargés de déterminer si la substance jetée aux poissons est de nature à leur nuire.

Bien que la loi emploie ici le mot « jeté » il ne faudrait pas en déduire qu'elle prohibe seulement le jet volontaire de choses nuisibles ; elle vise égale-

ment le fait de laisser couler dans l'eau des substances de nature à détruire ou à enivrer le poisson, quelle qu'ait été d'ailleurs la volonté du coupable (1). Il y eut cependant des hésitations dans la jurisprudence pour appliquer cette disposition de la loi aux usiniers qui déversent dans les cours d'eau les résidus de leur usine, alors même que ces matières avaient causé la mortalité du poisson. Mais depuis longtemps déjà, la Cour de cassation est bien fixée dans le sens de l'application de la loi aux usiniers (2).

Cette disposition de la loi de 1829 ne s'applique pas plus aux eaux privées que les autres dispositions. Un propriétaire d'étang alimenté d'eaux de sources ou d'eaux pluviales et qui ne communiquent pas avec un cours d'eau a certes le droit de faire de son eau ce qu'il veut, il peut y jeter telles drogues ou appâts qu'il lui plaît, même l'empoisonner, s'il le désire, sans que la loi de 1829 vienne s'y opposer. Je ne vois du reste pas l'avantage qu'il pourrait y trouver. Aussi l'intérêt de la question est-il tout autre. Si en effet la loi de 1859 ne s'applique pas pour les étangs privés et fermés, en ce sens que leur propriétaire peut y jeter les matières qu'il veut, même nocives, elle ne s'appliquera pas non plus pour les étrangers, c'est-à-dire que, si un individu

1. Cass., 27 janvier 1859. D. 59.1.425.

2. Cass., 27 janvier 1859 et 5 mai 1883. D. 83. 1. 484.

jette des matières nocives dans un étang privé, ou mieux si un usinier y envoie ses eaux résiduaires, le propriétaire de l'étang ne pourra pas, à notre sens, se prévaloir de l'article 25 de la loi de 1829 pour réclamer une amende contre l'auteur de l'empoisonnement. Il pourra seulement attaquer ce dernier devant les tribunaux civils en dommages et intérêts qui devront compenser le préjudice subi, mort de poisson ou autre. C'est qu'il ne s'agit plus, dans ce cas, que d'un dommage infligé à une propriété privée et non pas d'une contravention à une loi de police.

Les réglementations concernant les engins et procédés de pêche, ne s'appliquent toujours pas aux étangs privés où il est permis de pêcher de toutes manières et avec tous engins. La loi de 1829 ne s'occupe pas par elle-même de procédés de pêche, mais, ce qui est analogue, elle laisse au pouvoir exécutif le soin de le réglementer et de fixer les engins permis. En vertu de cette loi fut rendue l'ordonnance du 15 novembre 1830, remplacée par les décrets des 25 janvier 1868, 10 août 1875, 5 novembre 1891 et enfin 5 septembre 1897. Ce dernier décret ne fixe pas tous les procédés permis ou prohibés par toute la France, mais il donne à chaque préfet un certain pouvoir réglementaire. En vertu du décret de 1897, il est interdit de placer dans les cours d'eau des engins quelconques qui excéderaient en longueur ou en largeur les deux tiers de leur largeur mouillée et ces engins

ne peuvent être placés simultanément sur la même rive ou sur les deux rives opposées qu'à une distance au moins triple de leur développement.

Il est complètement interdit d'accoler aux écluses, barrages, chutes naturelles, coursiers d'usines et échelles à poisson, des nasses, paniers et filets à demeure, il ne peut être pêché dans ces endroits, ainsi qu'à une distance de 30 mètres en amont et en aval de ces ouvrages autrement qu'à la ligne flottante tenue à la main.

La pêche à la main est interdite ; on ne doit pas troubler l'eau pour que le poisson ne voit pas les engins.

Enfin le décret de 1897 interdit certaines sortes de filets, par exemple tous les filets trainants, sauf le petit épervier tenu à la main, et il réglemente ceux qui sont autorisés, fixant la grandeur des mailles du filet, suivant les espèces de poissons à prendre.

Toutes ces dispositions du décret de 1897 qui ne s'appliquent, je le répète, qu'aux cours d'eau et aux étangs traversés par des cours d'eau, ou en communication avec eux, et non pas aux étangs privés, sont sanctionnées par des amendes qui varient entre 30 et 100 francs et sont portées au double, en cas de récidive ou de pêche de nuit.

4^e Dimension des poissons ; temps prohibé, colportage du poisson en temps prohibé et certificat d'origine.

Dans l'intérêt du repeuplement des rivières, il ne faut pas que l'on puisse pêcher des poissons trop petits, aussi la dimension au-dessous de laquelle les poissons pris doivent être rejetés à l'eau est-elle fixée. Mais la loi de 1829 laissa ce soin aux ordonnances qui ont forcément plus de souplesse. L'ordonnance de 1830 confia la réglementation des dimensions du poisson aux préfets, mais de là résultait une différence fâcheuse d'un département à un autre, ce qui rendait la répression des délits très difficile.

Aujourd'hui, c'est le décret du 5 septembre 1897 qui fixe les dimensions des poissons qui ne peuvent être pêchés même à la ligne flottante, et pris, doivent être remis à l'eau. Une amende de 20 à 50 francs et la confiscation des poissons doivent être prononcées contre les pêcheurs, débitants et colporteurs de poissons n'ayant pas les dimensions déterminées.

Dans le même esprit de conservation du poisson, on a depuis longtemps fixé une période pendant laquelle il est interdit de pêcher.

C'est actuellement le décret du 5 septembre 1897 qui fixe la durée de l'interdiction ; celle-ci varie sui-

vant l'espèce du poisson. Les préfets ont, en outre, un certain pouvoir de réglementation. Ils peuvent, avec l'avis des Conseils généraux, soit interdire pendant un certain temps la pêche de toutes espèces de poissons, soit au contraire augmenter, pour certains poissons, la durée de la pêche.

Ces deux interdictions différentes de prendre des petits poissons et de pêcher pendant un certain temps, qui ressortent toutes deux du même ordre d'idées, ne s'appliquent pas aux poissons des étangs ou des réservoirs.

Le projet de loi présenté à la Chambre des pairs en 1828, interdisait, il est vrai, de conserver dans des réservoirs les poissons qui n'auraient pas les dimensions prescrites par les ordonnances. Mais cette disposition a été écartée par la Chambre sous le prétexte qu'elle assujettirait les particuliers à des visites et à une surveillance gênantes. Le droit de transporter l'alevin provenant des étangs fut formellement écrit dans la loi ; mais cette faculté était réservée à l'alevin destiné à l'empoissonnement, ce qui excluait le droit de vendre le jeune poisson. Sur les observations de M. Mestadier, rapporteur de la Commission et par respect pour le droit de propriété, on substitua aux mots « alevins destinés à l'empoissonnement » le simple mot de poissons ; ainsi sont exceptés de la disposition de la loi, tous les poissons provenant des étangs ou réservoirs.

C'est que, si l'intérêt général exige que la pêche soit exercée dans les cours d'eau, ainsi que dans leurs dépendances de toute espèce — comme les étangs qu'ils alimentent — de manière à conserver le poisson, les mêmes motifs n'existent pas pour régler la pêche dans les étangs ou réservoirs privés qui ne s'alimentent pas aux dépens des rivières. Et c'est aussi la raison pour laquelle l'article 5 de la loi du 31 mai 1865 et l'article 4 du décret du 5 septembre 1897 interdisant la pêche, le transport et la vente du poisson en temps prohibé, font exception pour le poisson des étangs privés et des réservoirs.

Ainsi, on peut pêcher, colporter et vendre toute espèce de poisson, quelles que soient sa dimension et l'époque à laquelle il a été pêché, s'il a été pris dans un réservoir ou dans un étang privé.

Toutefois, comme la disposition relative à ces étangs est exceptionnelle et qu'en principe, le débit et le colportage du poisson n'ayant pas la dimension voulue ou pris en temps prohibé sont défendus, il résulte de cette prohibition une présomption *juris tantum* dont la destruction est à la charge de celui qui débite ou colporte le poisson.

Celui-ci doit donc prouver que son poisson provient de réservoirs ou d'étangs privés; mais aucune règle générale n'est établie, quant au mode de production de la preuve. Parfois, il est vrai, les justifications à fournir en pareil cas sont indiquées dans

l'arrêté préfectoral réglementaire ; mais, en dehors d'une délégation du pouvoir législatif, ces prescriptions, ne s'appuyant pas sur un texte légal, ne sauraient avoir un caractère exclusif et tous les modes de preuves doivent être admis (1).

Toutefois le mode de preuve le plus couramment employé, parce qu'il est le plus commode, est le certificat d'origine, délivré par le maire ou l'adjoint de la commune où se trouve l'étang, et qui accompagne chaque envoi de poisson, pour en justifier la provenance.

L'usage du certificat d'origine est vivement critiqué et certains en réclament la suppression, ainsi d'ailleurs que celle du colportage du poisson en temps prohibé.

Dans son livre déjà cité sur les eaux, M. Lebel rapporte divers articles sur le certificat d'origine, où se trouvent énumérés les griefs formés contre lui, ainsi que les arguments que l'on peut trouver en sa faveur.

Quels sont donc ces griefs ? M. Delage, alors président de la Société des pêcheurs à la ligne de la Haute-Vienne, les indique dans une lettre adressée au journal *Le Pêcheur* (2) : « En théorie, dit-il, cette « tolérance destinée aux propriétaires d'étangs, de

1. Cass., 29 février 1896. S.98.1.295.

2. Journal *Le Pêcheur*, n° du 15 avril 1903.

« vendre leurs poissons quand il leur convient est
« logique, et ne semble pas devoir entraîner d'abus,
« en raison du droit qui appartient à tous les agents
« chargés, à un titre quelconque, de la surveillance
« de la pêche, de vérifier les indications des certifi-
« cats d'origine délivrés par les maires. Mais en pra-
« tique, il est indéniable que ce soit la porte laissée
« grande ouverte au braconnage pour l'écoulement
« de ses pêches en temps de frai...

« En fait, aujourd'hui comme toujours, les certifi-
« cats sont délivrés dans toutes les mairies à qui les
« demande ; il est juste de reconnaître que les maires
« n'ont ni le temps ni les moyens de faire vérifier les
« dires des colporteurs ou des marchands, car l'étang
« d'où les poissons mis en route sont sensés prove-
« nir, est souvent fort éloigné de la mairie. »

De même, M. de Lamarche (1) dit : « Une des cau-
« ses qui permettent aux braconniers d'écouler fa-
« cilement et à peu près impunément le produit de
« leurs rapines est l'autorisation de colporter et de
« mettre en vente, pendant la période de clôture, les
« poissons provenant des étangs et des réservoirs, à
« la condition qu'ils seront accompagnés d'un certi-
« ficat d'origine. Cette autorisation ouvre la porte
« aux abus, etc... »

Il est vrai que M. de Lamarche, après une réponse

1. Journal *Le Chasseur français*, n° du 1^{er} avril 1903.

un peu vive que lui avait adressée un propriétaire d'étang, revint en partie sur son opinion, ou plutôt l'interpréta d'une façon beaucoup moins absolue :
« J'ai pu dire, écrit-il un peu plus tard (1), que le
« certificat d'origine était une des causes qui facili-
« taient le braconnage, ce qui est la vérité, mais en
« parlant ainsi, je n'ai pas entendu critiquer ni dés-
« approuver le principe de cette institution excel-
« lente en elle-même, mais seulement signaler les
« abus auxquels elle peut donner lieu et qui malheu-
« reusement sont incontestables. Mais ce n'est pas
« une raison, parce qu'une chose peut donner lieu à
« des abus, pour la supprimer radicalement... »

C'est qu'en effet, et M. de Lamarche le remarque lui-même, le fait pour le propriétaire d'étangs privés de pouvoir vendre leur poisson en temps prohibé, n'est pas une faveur spéciale et exceptionnelle, c'est tout simplement l'exercice d'un droit, dont on leur demande la justification, pour éviter que le braconnage ne vienne s'abriter sous de fausses déclarations. Il s'agit là du produit d'une industrie privée, d'un élevage spécial dont le propriétaire a le droit de faire l'usage qu'il lui plaît.

La prétention de l'empêcher d'utiliser, comme bon lui semble, le produit de ses étangs serait une atteinte au droit de propriété. D'ailleurs si on supprimait le

1. Journal *Le Chasseur français*, n° du 1^{er} mai 1903.

certificat d'origine, on porterait un coup funeste et peut-être irrémédiable à l'industrie de la pisciculture en France ; car le véritable moment où l'éleveur des poissons en étangs retire un important bénéfice de son élevage, est précisément l'époque à laquelle la pêche étant interdite dans les eaux libres, le poisson devient plus rare sur les marchés et le producteur peut, par conséquent, le vendre dans des conditions plus avantageuses. A ce moment, si les possesseurs d'étangs ne pouvaient pas vendre leurs poissons avec le secours du certificat d'origine, le marché ne pourrait être approvisionné que par l'étranger.

Aussi tous les pisciculteurs protestent-ils énergiquement contre la suppression éventuelle du certificat d'origine. « Si jamais pareille mesure, écrivent-ils, était soumise au Parlement et qu'elle fût adoptée, faute d'étude, l'industrie du poisson serait à jamais condamnée à la ruine. » L'argument mérite d'être considéré.

En fait, le certificat d'origine, comme le droit de vente et de transport du poisson des étangs privés que ce certificat permet d'exercer, n'a pas encore été supprimé par mesure législative et il est à supposer qu'il subsistera encore longtemps.

De toutes les différences que nous avons examinées relativement au droit de pêche entre les étangs privés et les étangs alimentés par ces cours d'eau ou en communication avec eux, celle que nous venons d'in-

diquer en dernier lieu est, à notre avis, la plus importante au point de vue économique : c'est surtout à cause de cette différence qu'il importe de bien distinguer les étangs privés d'avec les autres.

SECTION II

LES ÉTANGS DE LA SOMME DOIVENT-ILS ÊTRE ASSIMILÉS
AUX AUTRES ÉTANGS PRIVÉS, AU POINT DE VUE DU
DROIT DE PÊCHE.

Les étangs de la Somme doivent-ils en raison de leur situation juridique particulière se trouver assimilés, au point de vue du droit de pêche, aux étangs privés seulement alimentés d'eaux de sources ou d'eaux pluviales ?

En un mot, doit-on appliquer à nos étangs toutes les conséquences de la condition d'étangs privés que nous avons énumérées, par opposition avec celles d'étangs alimentés par un cours d'eau ?

Certes, en ce qui concerne le premier point indiqué dans notre précédente section, c'est-à-dire la nature juridique du poisson, la question ne fait pas de doute.

Si, en effet, le poisson des étangs situés dans des cours d'eau est considéré comme *res nullius*, à l'exemple des poissons de rivière, c'est que ces étangs ne sont juridiquement considérés que comme un élargissement du cours d'eau lui-même, leurs eaux gardant leur caractère de *res communis*. Mais ici il ne

se produit rien de tel, puisque les étangs de la Somme sont, en toutes leurs parties, des propriétés privées et que leurs eaux mêmes ne sont pas exclues de ce régime. Le poisson qui vit dans ces eaux — qui n'en peut sortir puisque ces étangs sont fermés par des barrages — est donc un immeuble par destination ; c'est, lui aussi, une propriété privée, et, en cas de vol, ce sera l'article 338 du Code pénal qui recevra son application.

Quant à la question de savoir qui peut pêcher dans les étangs, elle ne peut non plus faire de doute pour les étangs de la Somme. Nous n'avons pas ici à nous inquiéter, comme pour les étangs ordinaires traversés par des cours d'eau non navigables ni flottables, de savoir qui est riverain. Nous savons, en effet, qu'en fait, aussi bien qu'en droit, et cela résulte de l'arrêt de Cassation de 1893, la propriété de nos étangs est absolument distincte de celle de leurs rives, comme pour tout étang régi par l'article 558 du Code civil.

Comment admettre, dès lors, qu'un riverain de ces étangs ait, sur des eaux qui ne lui appartiennent pas et sur lesquelles il n'a aucun droit d'usage, un droit aussi important que le droit de pêche ? Il n'a aucun titre à cela, puisque les étangs de la Somme, d'après leur situation géographique et surtout en vertu de leurs précédents historiques, ne doivent pas être considérés comme l'élargissement de la rivière de la Somme.

Seuls leurs propriétaires ou locataires ou les représentants de ceux-ci ont donc le droit de pêche dans les étangs de la Somme. Et si des étrangers et même les riverains, se permettaient d'y jeter la ligne sans permission, ils encourraient une responsabilité pénale, non pas en vertu de l'article 5 de la loi de 1829, mais en vertu de l'article 338 du Code pénal.

Si, sur ces deux premiers points, on n'a pas de peine à admettre pour nos étangs la solution la plus conforme à leur situation juridique, il n'en va pas de même des deux autres, c'est-à-dire des questions de savoir si, comme les étangs privés clos et alimentés seulement d'eaux de sources et d'eaux pluviales, les étangs de la Somme doivent échapper aux réglementations de police de la loi du 15 avril 1829 et si, d'autre part, on peut y pêcher en tout temps et transporter en tout temps le poisson qu'on y prend.

C'est qu'en effet, ici, nous avons un texte, l'article 30 de la loi de 1829 et qui donne en ce sens la définition des étangs auxquels la loi ne s'applique pas : « Sont considérés comme des étangs ou réservoirs, les fossés et canaux appartenant à des particuliers, dès que leurs eaux cessent naturellement de communiquer avec les rivières. »

De plus nous perdons sur cette question l'appui de l'arrêt de cassation de 1893 qui, jusqu'à présent, servait toujours de base à notre argumentation. La Cour, en effet, s'est ici déclarée incompétente en ces

termes : « Considérant que, parmi les réserves faites
« par M. le Préfet au dispositif de ses conclusions,
« se trouve la possibilité d'appliquer la loi sur la
« pêche de 1829 aux étangs de Décamps soit directe-
« ment, soit en vertu d'un arrêté préfectoral ; mais,
« considérant que la Cour est incompétente pour se
« prononcer sur la validité d'arrêtés que peut prendre
« le Préfet pour la police, pour l'hygiène, ou pour
« tout autre objet, comme la pêche, en vertu de lois
« spéciales ; qu'elle n'est pas saisie de la question de
« savoir si les eaux de Décamps sont ou seront à
« jamais des eaux sans communication avec les eaux
« du domaine public positif ou négatif, au sens de
« l'article 30 de la loi du 15 avril 1829... »

La question reste donc entière.

Il nous faut, tout d'abord, préciser la portée de la définition citée plus haut que nous donne la loi de 1829. Si nous consultons, à ce sujet, les travaux préparatoires de la loi, nous verrons que cette définition a été donnée, non pas pour restreindre les exceptions à la loi, mais bien plutôt pour les étendre. Après que la Chambre eût adopté un amendement tendant à autoriser le transport de tout poisson, de quelque dimension qu'il fût, pourvu qu'on l'ait pris dans un étang, M. Fleurian de Bellevue demanda qu'on assimilât à des étangs ou réservoirs privés, certaines flaques d'eau morte, ne présentant pas les mêmes caractères. L'auteur de la proposition avait

en vue, comme il l'explique, certaines régions où les plaines sont inondées par le débordement des rivières, et où les riverains sont forcés, pour rendre leurs terrains à la culture, de les sillonner plus ou moins par des fossés ou des canaux qui, dans certains cas, sont de véritables étangs sans en porter le nom. Si, pendant plusieurs mois de l'année, les eaux de ces fossés sont communes avec celles des rivières, quand vient la sécheresse, la communication est supprimée. Les poissons qui n'ont pas suivi le courant se réfugient dans les parties basses des fossés, où ils seraient destinés à périr, si les propriétaires ne pouvaient pêcher par tous les moyens. « N'était-ce pas déjà assez pénible pour lui, dit M. Fleurian de Bellevue, de ne pouvoir prendre le poisson qu'avec des filets à l'ordonnance tant que les eaux de ces fossés sont communes avec celles des rivières? Faudra-t-il qu'il obtienne la permission de le prendre par d'autres moyens quand la communication aura cessé? Chaque flaque d'eau n'est-elle pas alors dans la même catégorie qu'un étang ? »

Ces observations décidèrent l'adoption de l'amendement qui forme aujourd'hui le dernier paragraphe de l'article 30 (1).

Faut-il en conclure que cet article ne s'applique qu'à ces sortes de fossés, que l'on avait alors en vue ?

1. *Le Moniteur*, numéro du 14 mars 1829, séance du 13.

La Cour de cassation n'a pas admis qu'on puisse donner une telle force à des travaux préparatoires. Et M. l'avocat général Bédarrides en donne les raisons (1) :

« Si le législateur a eu principalement en vue, dans cet alinéa, l'accident qui suit un débordement, et s'il y a approprié sa rédaction, sa pensée s'est étendue à une foule de fossés qui sillonnent le sol et que la même disposition doit régir. Pour tous ces fossés, la règle est la même ; quand ils ne communiquent pas avec les rivières, la pêche y est libre, comme dans les étangs ou réservoirs ; quand ils communiquent, ils sont soumis à la Police de la pêche. Mais peut-on raisonnablement conclure de la comparaison du premier alinéa de l'article 30 avec le deuxième alinéa, que le législateur ait considéré comme une chose indifférente la communication des étangs avec un cours d'eau, par cela seul qu'il n'en dit rien ? En assimilant les fossés aux étangs, il n'a entendu évidemment les assimiler qu'aux étangs qui ne communiquent pas avec un cours d'eau...

« C'est le fait de la communication, qui motive la soumission à la loi de police, parce que l'eau publique, en se mêlant à l'eau privée, entraîne avec elle le poisson dont la reproduction est protégée par la loi dans un intérêt général. »

Puisque le but recherché par la loi de 1829 est la conservation du poisson de rivière, il suffit, pour qu'un étang ne tombe pas sous le coup de la loi, que le poisson ne puisse pas circuler librement entre l'étang et la rivière. Un barrage empêchant le passage du poisson suffit, même si les eaux communiquent, bien que le texte paraisse dire le contraire. « Si, en effet, remarque M. Auclair (1), il fallait que l'eau ne communique jamais avec un cours d'eau, tous les étangs seraient soumis à la loi, toutes les eaux passant par un ruisseau pour se rendre à la mer. Tous les étangs, bien qu'alimentés par des sources, qui laisseraient couler une quantité d'eau suffisante pour que le poisson puisse remonter, tomberaient sous le coup de la loi. »

Mais il n'en est rien, et tout le monde admet qu'il suffit, pour que la pêche soit libre dans un étang, que le poisson ne puisse librement circuler entre cet étang et un cours d'eau.

« Cette communication, dit M. Marcel Raux (2), doit être envisagée au point de vue non de la circulation de l'eau, mais de la circulation du poisson » et la même opinion est soutenue par MM. Mersey et Tisserant.

C'est également l'avis de la jurisprudence.

1. Henri Auclair, ouvrage cité, p. 99.

2. Marcel Raux. *Le régime administratif et juridique de la Pêche fluviale*, p. 13.

Si les étangs communiquent avec un cours d'eau, sans que rien ne s'oppose au passage du poisson, on doit appliquer la loi de 1829, dit la jurisprudence (1). Quand la communication peut s'établir en levant une vanne ou un rateau, l'étang est également soumis à la loi, d'après la jurisprudence, tout le temps que la communication est établie. Il en est de même quand la communication s'établit mécaniquement (2). On peut en conclure, *a contrario*, que, lorsque la communication a cessé, la pêche de l'étang n'est plus réglementée. Un arrêt l'admet du reste explicitement (3). Un tribunal a même été jusqu'à admettre que la loi de 1829 ne s'appliquerait pas du tout si la communication entre l'étang et le ruisseau n'était que passagère et de courte durée (4).

Ainsi, d'après la jurisprudence comme d'après les auteurs, ce qu'il importe de considérer pour assujettir ou non un étang à la loi de 1829, c'est la possibilité qu'a le poisson de circuler entre l'étang et la rivière; peu importe que les eaux communiquent.

Est-ce à dire que les étangs de la Somme doivent échapper à la réglementation administrative, et, ici encore, être assimilés aux étangs privés et clos, sous

1. Cass., 5 décembre 1884. S. 85.1.139.

2. Cass., 10 janvier 1874. S. 74.1.451; 5 nov. 1847. D. 47.1.366; 7 avril 1848. D. 48.1.168 et 4 août 1871.

3. Cass., 6 mars 1867. D. 67.1.431.

4. Douai, 2 décembre 1908. *Le Droit*, 4 mars 1909.

le prétexte que, comme ces derniers, ils ne permettent pas le passage des poissons de la rivière dans leurs eaux, étant, de temps immémorial, clos par des barrages? Présenté sous cette forme, l'argument reposerait sur une pétition de principe, puisque la loi de 1829 interdit de placer des barrages dans le cours des rivières, et qu'un usage, même immémorial, ne saurait prescrire, contre une loi de police et l'intérêt général. Aussi, avant de nous prévaloir de l'existence de barrages séparant les étangs de la Somme du reste de la rivière, nous faudrait-il donc montrer que ces barrages peuvent subsister légalement, même depuis 1829.

Or, il est évident, d'une part, qu'en général, les étangs situés dans un cours d'eau non navigable ne peuvent être fermés par des barrages. On ne comprendrait pas bien, en effet, qu'une loi qui, sans contredit, est applicable au ruisseau en amont et en aval de l'étang, doive cesser de recevoir son application parce que, à un endroit, le ruisseau, au lieu d'être abandonné à son cours réservé et naturel, serait retenu et élargi de manière à former un amas d'eau plus considérable.

Cet amas d'eau, comme nous l'avons dit maintes fois, garde son caractère de *res communis*.

La jurisprudence est en ce sens et même d'une façon très rigoureuse.

Elle tend à assimiler le propriétaire de l'étang à

un simple riverain, toutes les fois que le dit étang reçoit à l'amont un cours d'eau peut-être insignifiant, et qu'un autre cours d'eau, qui n'a pas nécessairement de lien géographique avec le premier, débouche à l'aval de l'étang (1). Et l'une des conséquences de cet état de choses admis par la jurisprudence est l'interdiction de clore les étangs de cette sorte.

Pourtant, plusieurs arrêts semblent n'avoir pas voulu consacrer une doctrine aussi absolue ; ils prennent en considération la longueur du cours d'eau reçue par l'étang et relatent soit son débit, soit le nombre de moulins et usines qu'il met en mouvement (2). Souvent également, l'arrêt recherche si le ruisseau qui établit la communication entre l'étang et la masse des eaux courantes est propre à la vie du poisson (3). Et parfois enfin, la jurisprudence s'inspire de cette circonstance qu'il y a eu ou non obstacle à la circulation du poisson *par le fait du propriétaire*, par exemple, que le ruisseau comportait à l'amont de l'étang une pêcherie (4).

Ne pourrait-on pas tirer argument en faveur des étangs de la Somme de cette jurisprudence assez

1. MM. Mersey et Tisserant. *La Pêche fluviale*, p. 95.

2. Cass., 6 mars 1867. D. 67.1.430. Angers, 30 novembre, 1899. D. 1900. 2.144 ; Limoges, 25 février 1904. D. 1904.2.387.

3. Rennes, 11 novembre 1895. *Revue eaux et forêts*, 1899, p. 230.

4. Cass., 6 mars 1867 ; D. 67.1.430.

Dijon, 10 novembre 1865. S. 66.2.7.

large et particulièrement des deux derniers arrêts cités, où on admet que des situations de fait influent sur la question de savoir si l'on doit ou non appliquer la loi de 1829 à des étangs traversés par un ruisseau.

Il n'est pas besoin d'ailleurs, pour un certain nombre d'étangs, d'invoquer des arguments d'analogie de cette nature : c'est qu'il y a alors pour laisser subsister les barrages dans le courant de la Somme des motifs beaucoup plus absolus.

Nous savons, en effet, qu'un certain nombre d'étangs, après avoir été confisqués par l'État à la Révolution, comme étant soit des biens de communautés, soit des biens d'émigrés, avaient été ensuite revendus à la barre du district au profit des particuliers. Toutes ces ventes distinctes furent faites sur les bases d'un cahier des charges type, dont l'article 2 déclarait : « Les biens seront vendus *sans en rien excepter ni réserver*, tels qu'ils se comportent et s'étendent. »

Or, ainsi que le constatent pour la plupart les baux concernant les étangs vendus et auxquels, du reste, les cahiers des charges se rapportaient généralement pour plus ample désignation, ces étangs situés dans la rivière de Somme étaient séparés les uns des autres par des barrages : ils étaient clos.

L'État vendeur doit garantie, et cette garantie s'étend aussi bien aux barrages faisant partie intégrante des étangs vendus qu'à la contenance elle-même.

Par conséquent, l'administration ne peut pas invoquer une loi postérieure à la vente pour obliger les ayants droit de l'État à démolir les barrages vendus avec l'étang, dont ils contribuent, d'ailleurs, à former la substance. On ne peut invoquer ici le principe que des droits acquis ne peuvent prévaloir contre une loi de police ; on se heurterait à un autre principe fondamental :

« Qui doit garantie ne peut évincer. »

Par conséquent, il est certain que, contre les propriétaires d'étangs situés dans la rivière la Somme achetés avec leurs clôtures à la barre du district, on ne peut invoquer la loi de 1829 pour leur faire démolir ces clôtures, bien qu'elles puissent barrer le courant de la Somme. L'État n'a qu'une ressource s'il veut supprimer ces barrages : l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Mais nous sortons alors de la question.

Tous les propriétaires d'étangs de la Somme, il est vrai, ne tiennent pas leurs droits de l'État, il s'en faut de beaucoup ; que dire des autres, dont les ayants cause sont des particuliers ou des communes ? Bien qu'ils aient acheté leurs étangs clos par des barrages, ils ne peuvent invoquer leurs droits acquis contre la loi de police de 1829.

Mais, ne pourrait-on pas écarter l'application de cette loi, sous prétexte que les étangs de la Somme sont des propriétés privées ? MM. Mersey et Tisse-

rant préviennent l'argument : « Notons que, si les étangs absolument fermés ne sont pas soumis à la réglementation, c'est parce que les poissons qui les habitent ne peuvent passer d'un milieu dans l'autre; *ce n'est nullement parce qu'ils constituent des propriétés privées.* Le pouvoir de réglementation s'exerce en effet sur les eaux courantes de toute nature, quels que soient les droits privatifs qui peuvent les affecter, même si ces droits portaient spécialement sur la pêche ou le fonctionnement d'appareil de pêcheries. » Mais, remarquons d'abord que ces eaux courantes, dont parlent MM. Mersey et Tisserant, si elles peuvent se trouver affectées de certains droits privatifs, ne peuvent jamais être soumises à un droit aussi absolu que le droit de propriété. Si l'on a admis que ce droit pouvait porter sur les étangs de la Somme, ce n'est qu'en vertu de raisons historiques et de circonstances de fait qui ont eu pour résultat de faire admettre une situation exceptionnelle. Or, ces circonstances de fait, ce sont justement que la Somme entre Béthencourt et Bray forme une succession d'étangs transformés en pêcheries de temps immémorial et dans lesquelles, selon l'expression de la Cour de cassation, vient se perdre la rivière de Somme, sans qu'il soit possible de distinguer ses eaux du reste des eaux des étangs. »

Mais ces pêcheries ne peuvent exister et subsister que si les propriétaires peuvent les séparer du reste

de la rivière par des barrages empêchant le poisson de passer ; autrement plus d'élevage possible. Et de plus, si, en appliquant la loi de 1829 à nos étangs, on interdisait de les clore par des barrages, les poissons, circulant librement de la rivière de Somme dans les étangs, cesseraient d'avoir le caractère d'immeuble par destination pour garder celui de *res nullius* qu'il a dans les étangs traversés par un cours d'eau. On serait donc en présence d'une contradiction manifeste ; des étangs déclarés par la Cour de cassation propriété privée dans toutes leurs parties, y compris l'eau qui en forme la substance, contiendraient des poissons, qui seuls échapperaient à l'appropriation du maître de l'étang, pour rester des *res nullius*.

Tout se tient dans le régime des étangs de la Somme et on voit bien qu'il ne serait pas exact de dire ici que le fait, pour ces étangs, d'être propriété privée ne saurait influencer sur la question de savoir si on doit leur appliquer la loi du 15 avril 1829, en ce qu'elle interdit de placer des barrages dans le cours d'une rivière non navigable ni flottable.

Ne pas admettre que les propriétaires d'étangs entre Béthencourt et Bray, autres que ceux tenant leurs droits de l'État et pour qui la question ne se pose pas, puissent laisser subsister les clayettes qui ont existé de tout temps, c'est détruire le système de la propriété privée des étangs de la Somme qu'a admis la Cour de cassation en se basant sur les raisons sérieu-

ses que nous connaissons. C'est, de plus, ruiner dans notre région, l'industrie florissante de la pisciculture.

L'administration a compris cette dernière raison ; aussi, tout en n'admettant pas, que les propriétaires d'étangs de la Somme aient *de plano* le droit de se clore et tout en exigeant d'eux qu'ils demandent des autorisations, s'ils veulent conserver les barrages existants ou en établir de nouveaux, le préfet de la Somme accorde-t-il toujours les autorisations qui lui sont demandées en ce sens, prenant toutefois les dispositions nécessaires pour que les barrages ainsi établis ne nuisent en rien au libre écoulement des eaux.

La loi de 1898 est du reste la seule que le préfet ait en vue : il ne s'occupe pas de celle de 1829. Je citerai comme exemple un arrêté du 18 novembre 1910 dont voici les passages principaux :

« Le préfet de la Somme :

« Vu la pétition en date du..... par laquelle M... demande l'autorisation d'établir un barrage à clayettes *à travers le courant de la Somme*, dans l'étang qu'il possède à Péronne...

Vu la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux ;

Vu le décret du 1^{er} août 1905 ;

Vu le plan des lieux, etc.

Considérant que le demandeur est propriétaire de la partie du courant du canal de la Somme et d'étangs sur laquelle doit être établi le barrage projeté ;

Considérant que l'ouvrage demandé n'est pas de nature à nuire au libre écoulement des eaux de la vallée...

Arrête :

M... est autorisé aux fins de sa demande, dans les conditions suivantes :

Suivent les indications concernant la distance des barreaux, la longueur des clayettes, leur entretien, etc... Soit en vertu de ces autorisations administratives, soit en vertu du droit conféré par l'État à ses acheteurs, les étangs de la Somme sont régulièrement clos par des barrages, et leurs poissons ne peuvent passer des uns dans les autres, ni de la rivière à Béthencourt ou à Bray dans les étangs. Dès lors, rien ne s'oppose plus à ce que l'on écarte complètement, pour ses autres dispositions, la loi de 1829 et qu'au point de vue de la pêche comme aux autres points de vue, nos étangs soient tout à fait assimilés aux étangs privés et séparés des cours d'eau, soit complètement, soit seulement par des barrages ne laissant pas passer le poisson. L'intérêt public et le repeuplement des rivières ne peuvent plus être invoqués à l'encontre.

On peut donc légalement, dans les étangs de la Somme, pêcher avec n'importe quel engin, fixe ou mobile, et, ce qui est beaucoup plus important, on peut y pêcher toute l'année. Enfin, en leur appliquant la disposition exceptionnelle que la loi de 1829 ré-

serve au poisson pris dans les étangs ou réservoirs, les poissons de nos étangs pourront être transportés et vendus, sous le couvert d'un certificat constatant leur origine, à toute époque de l'année, même pendant le temps où la pêche est prohibée, dans tous les cours d'eau, ruisseaux et rivières.

CONCLUSION

Dans cette courte étude sur les étangs de la Somme, nous avons essayé d'expliquer historiquement une situation juridique dont nous nous sommes efforcé également de faire ressortir le côté exceptionnel. Disons maintenant que, si nos étangs sont juridiquement assimilés, en vue des conséquences les plus importantes, à des étangs privés clos et alimentés uniquement d'eaux de sources et d'eaux pluviales, bien qu'ils soient en réalité alimentés en partie par les eaux d'une rivière non navigable ni flottable, c'est que cette assimilation est indispensable à leur existence. Il n'est possible d'élever des poissons d'une façon utile que dans des étangs fermés.

Or, les étangs de la Somme, par leur situation unique en France, assument à peu près seuls la charge d'approvisionner pendant toute l'année les Halles de Paris en poisson d'eau douce. Les faire rentrer dans

le droit commun serait livrer aux pisciculteurs étrangers notre marché national. De plus les étangs de la Somme, tels qu'ils sont, avec le régime que nous leur connaissons, représentent une source de revenus assez considérable et qu'il est impossible de tarir. Il est très difficile d'évaluer le produit annuel de ces étangs, mais les prix de location peuvent en donner une idée. Sauf pour deux ou trois petits étangs qui ne sont loués que quelques centaines de francs, les loyers sont en général assez élevés. Quinze étangs sont loués de quinze cents à deux mille francs ; sept ou huit sont loués de trois à cinq mille ; trois ont une valeur locative de six mille francs chacun ; enfin l'étang de Cléry, d'une contenance de quinze hectares, est affermé onze mille francs.

Un loyer aussi élevé laisse supposer un produit assez fort, si l'on considère, par ailleurs, tous les frais généraux qu'ont à supporter les fermiers. Un grand nombre d'ouvriers sont occupés d'une manière permanente moyennant un salaire relativement assez élevé. L'entretien du matériel, très important, est aussi assez onéreux. Enfin les impôts qui pèsent sur les étangs sont très élevés, et les frais de transport du poisson représentent aussi une somme assez considérable.

C'est toute une industrie que la pisciculture entre Béthencourt et Bray, et une industrie florissante, bien que, d'après des personnes compétentes, les fer-

mées d'étangs aient vu depuis une vingtaine d'années leurs bénéfices diminuer de 30 %.

Pour que cette industrie subsiste, il faut que subsiste également le régime exceptionnel qui possède actuellement les étangs de la Somme.

Mais ce régime a besoin d'être consolidé, j'allais dire réglé, pour échapper complètement à la tutelle administrative.

Si la jurisprudence de la Cour de cassation a admis que nos étangs constituent des propriétés privées, c'est qu'en se basant sur des raisons historiques et aussi sur des raisons de fait, elle s'est efforcée de tourner la loi. Si, de même, les barrages qui ferment les étangs subsistent, c'est, pour la plupart, en vertu plutôt d'une tolérance administrative qu'en vertu de la loi; et si les propriétaires peuvent ainsi échapper à la loi de 1824 qui les ruinerait, c'est, peut-on dire, en vertu de la même tolérance.

C'est une situation juridique aussi exceptionnelle que celle où se trouvent les étangs de la Somme, dont on pourrait s'appuyer sur un texte de loi formel plutôt que sur des arguments de fait.

Puisqu'il est question de modifier la loi du 13 avril 1824, sur la pêche, il serait à désirer qu'un texte, portant sur un objet d'un caractère unique en France des étangs de la Somme situés entre Bétheny et la Sirey, fût formellement formé comme

légale la situation d'exception qui est actuellement la leur, et mit fin, par là même, à toutes les controverses.

Vu le Doyen,
CAUWÈS

Vu le Président,
PIÉDELIÈVRE

Vu et permis d'imprimer
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- AUGLAIR (H.). — La pêche dans les rivières non navigables ni flottables, Paris 1909.
- BRUNET. — Abrégé chronologique des grands fiefs de la couronne de France.
- CHAMPIONNIÈRE. — Traité des eaux.
- DALLOZ. — Recueil de jurisprudence, répertoire, mot Eaux, n° 258.
- DAVIEL. — Traité de la législation et de la pratique des cours d'eau.
- DE LALLEAU. — Traité de l'expropriation pour cause d'utilité publique, tome I.
- DECAGNY. — Histoire de l'arrondissement de Péronne, tome I.
- DEMOLOMBE. — Droit civil, tome X, n° 135.
- DOURNEL. — Histoire de la ville de Péronne.
- DUCROCQ. — Droit civil, tome II, n° 1012.
- FERRIÈRES. — Institutes, livre II, titre I.
- FRESSON (A.). — Mémoire sur les eaux communales.
- JOURNAL : Le Pêcheur, n° du 15 avril 1903.
- Le Chasseur français, n°s du 1^{er} avril 1903, — 1^{er} mai 1903.
- LAFERRIÈRE. — Histoire du Droit français, tome IV, livre V, chap. II.
- Traité de juridiction administrative, tome I.
- LAMARLIÈRE. — Antiquités de la ville d'Amiens, livre I.
- LEBEL. — La pollution des eaux, Péronne 1907.
- MERSEY ET TISSERANT. — La pêche fluviale.

NADAULT DE BUFFON. — Des usines et des établissements sur les cours d'eau. Développement sur les lois et règlements qui régissent cette matière, Paris 1874.

PARDESSUS. — Servitudes, n° 77.

PICARD (A.). — Traité des eaux, tomes I et IV.

PLANIOL. — Traité élémentaire du droit civil, tome I, usage des eaux.

POTHIER. — Œuvres annotées par Bugnet, tomes I et IX.

PROUDHON. — Domaine public, Paris 1845.

RAUX. — Le régime administratif et juridique de la pêche fluviale.

SIREY. — Recueil de jurisprudence et lois annotées.

TROPLONG. — Prescription, n° 145.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.	7
CHAPITRE PREMIER. — Aspect physique de la Somme et des étangs	11
CHAPITRE II. — Les barrages ou « clayettes ». — Leur existence très ancienne et leur subsistance.	19
CHAPITRE III. — De l'histoire du droit de propriété sur les étangs de la Somme. — Les communaux.	26
<i>Section I.</i> — Les étangs communaux ; peut-on déterminer leur origine ?	27
<i>Section II.</i> — Histoire des communs de Péronne.	29
<i>Section III.</i> — De l'exploitation des étangs com- munaux	36
CHAPITRE IV. — Des étangs, propriétés seigneuriales.	43
CHAPITRE V. — Les droits de garde portant sur les étangs de la Somme	58
<i>Section I.</i> — Qu'entendait-on par « droits de gar- de » ; en existait-il sur les étangs de la Somme ?	58
<i>Section II.</i> — La Chasse aux cygnes	62
<i>Section III.</i> — La Montée aux roches ; Procès du duc de Chaulnes	68
CHAPITRE VI. — Les étangs de la Somme à l'époque moderne	81
CHAPITRE VII. — Caractère exceptionnel du régime des étangs de la Somme.	96

	Pages
CHAPITRE VIII. — Conséquences au point de vue du droit civil, de la propriété des étangs de la Somme	110
<i>Section I.</i> — Les étangs de la Somme sont assimilables à des étangs privés ordinaires	110
<i>Section II.</i> — Étude et application de l'article 558 du Code civil	113
<i>Section III.</i> — Droits des riverains	121
CHAPITRE IX. — Du droit à l'expropriation des propriétaires d'étangs de la Somme	129
CHAPITRE X. — Du droit de pêche dans les étangs de la Somme.	142
<i>Section I.</i> — Principales différences entre les étangs privés et les étangs traversés par un cours d'eau	143
1 ^o Nature juridique du poisson	143
2 ^o Personnes auxquelles appartient le droit de pêche	148
3 ^o Dispositions de police de la loi de 1829	153
4 ^o Dimension du poisson ; temps prohibé ; colportage du poisson en temps prohibé ; certificat d'origine	160
<i>Section II.</i> — Les étangs de la Somme doivent-ils être assimilés aux autres étangs privés au point de vue du droit de pêche	167
CONCLUSION	184
BIBLIOGRAPHIE	188

